VALEURS ACTUELLES – HORS-SÉRIE Nº 34

VALEURSACTUELLES.COM
10,90 €

VALEURS ACTUELLES HORS-SÉRIE

L'Histoire interdite

Pétain mentor de De Gaulle • Voltaire raciste

Algérie, les guillotinés de Mitterrand

Napoléon III, l'empereur social • Le grand Colbert

Chirac-Le Pen, l'histoire secrète

Danton corrompu • Les crimes de la Commune

Europe, la face cachée des "Pères fondateurs"

Le martyre de Louis XVII • Colonies, le vrai bilan

Mai 68, les vérités occultées…

D : 11,30 € – BEL / LUX : 11,30 € – ESP/ITAL/PORT CONT : 10,70 €
GR : 12,50 € – CAN : 13,99 $CAN – DOM : 10,70 € – TOM : 1700 XPF – CH : 17,80 FS – MAR : 100 MAD – TUN : 12.00 DT

L 16553 - 34 H - F: 10,90 € - RD

LE

GRAND DÉBAT

DES VALEURS *Vol. 2*

Nouvelle date

13 AVRIL 2023

PALAIS DES SPORTS / PARIS

VALEURS

BILLETERIE

©MARIE DE JAEGHERE

SOMMAIRE

4 L'histoire, une passion sans fin
par François d'Orcival, de l'Institut

6 Jean Sévillia : "Il faut s'échapper de l'histoire officielle"
propos recueillis par Éric Letty

CE QU'ON "OUBLIE" DE RACONTER...

14 Quand Pétain était le mentor de De Gaulle...
par Arnaud Folch

20 Voltaire, les Lumières côté obscur
par Yves Kerhuon

22 Danton, le corrompu
par Arnaud Folch

24 Guy Môquet, la grande manip
par Arnaud Folch

28 Guerre d'Algérie, les guillotinés de Mitterrand
par Bruno Larebière

32 Giscard, taupe de l'OAS ?
par Jérôme Besnard

34 Mai 68, révolution bobo
par Éric Letty

37 De l'ultra-gauche au Système
par Éric Letty

38 Chirac-Le Pen, l'histoire secrète
par Arnaud Folch

LA REVANCHE DES PROSCRITS

44 Napoléon III, ce géant méprisé
par Arnaud Folch

49 L'inventeur des HLM et des caisses de retraite
par Arnaud Folch

50 Charles Martel, le premier résistant
par Claire Dozoir et Mickaël Fonton

54 Colbert, la vérité sur le "Code noir"
par Maurice Lemoine

56 Charette, l'héroïque
par Éric Letty

60 1940, la bravoure des soldats français
par Yves Le Bescond

64 Harkis, les héros sacrifiés
par Éric Letty

68 OAS, d'une résistance à l'autre...
par Arnaud Folch

CES VÉRITÉS QU'ON OCCULTE

74 Les tanneries de peau humaine sous la Révolution
par Arnaud Folch

80 De Gaulle-Staline, les coulisses d'un "pacte"
par Georges Langlois

84 Les soldats bretons sacrifiés par Gambetta
par Yves Kerhuon

86 Communards, derrière le mythe, les crimes
par Jérôme Besnard

88 Buchenwald, quand les communistes "triaient" les déportés...
par Éric Letty

91 André Marty, le "boucher d'Albacete"
par Sabine Dusch

92 Prisonniers allemands, la France dans le viseur de la Croix-Rouge
par Sabine Dusch

94 La face cachée des "Pères de l'Europe"
par Sabine Dusch

98 Le SAC, les flics perdus du Général
par Arnaud Folch

VRAIES ET FAUSSES LÉGENDES

104 Colonies africaines, le bilan positif de la France
par Bernard Lugan

109 À Madagascar, la France bienfaitrice
par Bernard Lugan

110 Louis XVII, l'indicible martyre
par Laurent Dandrieu

112 Les anarchistes contre la République
par Emmanuel Bonini

116 À Paris, les paillettes sous l'Occupation
par Emmanuel Bonini

120 Indochine, dans l'enfer des camps de rééducation de l'Oncle Hô
par Marc Charuel

123 Boudarel, bourreau français du camp 113
par Arnaud Folch

124 Ces lois héritées de Vichy
par Jérôme Besnard

126 FLN, la guerre à Paris
par Arnaud Folch

128 Khomeiny, l'ami de la France
par Jérôme Besnard

130 Bibliographie

UN ENCART BROCHÉ : ABONNEMENT OFFRES HORS-SÉRIE VALEURS ACTUELLES ENTRE LES PAGES 66 ET 67

PRÉFACE

Par **François d'Orcival**, de l'Institut

L'histoire, une passion sans fin

Le hasard fait bien les choses ; il suscite l'enthousiasme et l'ardeur du public pour le récit de ce qui nous a construits.

On se souviendra de ces deux dates. Le 17 janvier 2023 s'ouvrait au pied de la Grande Arche de Paris La Défense, la Cité de l'Histoire, et une semaine plus tard, le 25 janvier, arrivait sur nos écrans le film *Vaincre ou mourir*. C'est ainsi que Franck Ferrand, le directeur de la Cité, et François Nicolas, le président d'Amaclio qui l'a réalisée, se sont jetés dans cette grande aventure, au moment même où Vincent Mottez et Paul Mignot, les réalisateurs du film, se préparaient au succès d'un récit fondé sur les guerres de Vendée, cœur du Puy du Fou.

Deux projets différents, bien entendu, l'un pour présenter l'histoire à travers les siècles et faire rêver le visiteur devant des scènes recomposées dans la précision et la vivacité de la découverte ; l'autre pour montrer la passion des personnages et l'enchaînement qui les conduit inévitablement au combat et à la destruction. C'est certes un hasard que ces deux projets aient été présentés au public durant les mêmes semaines, quoique les qualités de l'un ne soient pas identiques à celles de l'autre. Il n'empêche que ce hasard fait bien les choses, parce qu'il emporte l'enthousiasme et l'ardeur du public pour l'Histoire — avec un grand H. Grâce à de tels événements, l'Histoire redevient ce qu'elle ne cesse pas d'être : *« une passion française »*.

Un professeur des classes préparatoires du lycée Fermat de Toulouse, Laurent Avezou, qui a publié de nombreux livres d'histoire, se demandait il y a quelques années, après avoir distingué six phases dans la construction du sentiment national en France, depuis les rois jusqu'à l'apogée du roman national (1879-1945), si nous n'étions pas en train de vivre la *« fin de l'histoire »*. Les événements qui nous retiennent à l'est de l'Europe depuis le mois de février 2022 suffisent à répondre par la négative.

Mais c'est l'apprentissage de l'histoire qui, de tout temps, se modifie, se remanie, se redéfinit. Certes, la Cité de l'Histoire comme le film *Vaincre ou mourir* appartiennent à un mouvement qui cherche à raconter l'histoire sans la travestir, comme le firent Michelet, Bainville ou Gaxotte, et comme l'ont repris tant d'autres auteurs actuels, qui font le bonheur des lecteurs de ce Hors-Série.

Ils sont hélas bien seuls. Car l'apprentissage de l'histoire est abandonné à toutes sortes d'expériences pédagogiques, dans les manuels, les classes, les débats télévisés et autres. Nos lecteurs vont pouvoir prendre connaissance de l'entretien réalisé avec Jean Sévillia, grand pourfendeur de tout ce qui tend à emprisonner l'histoire dans le carcan de l'idéologie et des manipulations intellectuelles.

De l'anticléricalisme on a glissé vers le droit-de-l'hommisme et nous voici désormais dans le "wokisme", ce gauchisme d'antan…

La France s'y perd-elle ? Alain Finkielkraut évoquait naguère *« l'identité malheureuse »* dans laquelle l'avaient plongée bien des tentatives. Jean Sévillia les a identifiées. Je les cite à nouveau : l'antimonarchisme, qui remonte au XIXe siècle, puis l'anticléricalisme et l'antifascisme si répandus au siècle dernier pour tout dénoncer, et le droit-de-l'hommisme plus récent. Cette stratification a récemment glissé vers le *« wokisme »*, que personne ne traduit plus comme si c'était superflu. Il nous vient des États-Unis et signifie *« dénonciation »* (plutôt qu'*« être éveillé »*) du "racisme" à l'égard des femmes, des immigrés, des LGBT, etc. Était-ce le gauchisme d'antan ? Nos lecteurs savent heureusement comment s'en protéger. ●

PATRICK IAFRATE

Photo de couverture : DR

TVL.FR

L'INFORMATION ALTERNATIVE

TVL

TVLIBERTÉS

NOUS, C'EST VOUS

Jean Sévillia : “Il faut s’échapper de l’histoire officielle”

Entretien avec l’auteur d’“Historiquement incorrect” et de nombreux autres ouvrages à contre-courant de la “bien-pensance”. La vérité des faits. Au risque de déplaire…

Propos recueillis par Éric Letty

JOHN FOLEY/OPALE.PHOTO

L'HISTOIRE INTERDITE

Le film de Nicolas de Villiers *Vaincre ou mourir*, retraçant l'épopée du général vendéen et royaliste Charette, a été violemment critiqué par les médias de gauche, lui reprochant sa vision "réactionnaire" des guerres de Vendée. Cette polémique illustre-t-elle l'*« historiquement correct »* que vous dénoncez depuis vingt ans?

C'est en effet un cas d'école. Ces journalistes nient des faits avérés. On peut, sans être jacobin, discuter le bien-fondé de l'application du terme de *« génocide »* aux Vendéens, qui ne constituent pas une race; mais toutes les preuves existent d'une tentative d'extermination de la population civile de ce département, voulue par la Convention et le Comité de salut public. Pourtant, il suffit que le film soit réputé contre-révolutionnaire et ne donne pas une image idéalisée de la Révolution française pour hérisser les gardiens de l'historiquement correct: il faut dissimuler la réalité!

L'historiquement correct est-il spécifiquement français?

Le nôtre a ses propres spécificités, mais le rapport au passé affecte toute l'Europe et l'Amérique du Nord. L'homme occidental est entré dans une crise de doute et d'identité consécutive aux grandes tragédies du XX^e^ siècle, accentuée par l'émergence au premier rang de la scène mondiale de peuples autrefois colonisés, comme la Corée du Sud, et par la régression du christianisme (qui progresse au contraire en Afrique et en Asie). Ainsi, l'Angleterre est en pleine crise de *« wokisme »*, nourrie par les mémoires de l'esclavage et de la colonisation; l'Espagne est incapable de porter un regard lucide et objectif sur la guerre d'Espagne et le franquisme; l'Allemagne reste traumatisée par l'expérience nazie; et les pays d'Europe de l'Est ont eu du mal à sortir du communisme. L'ensemble de l'Europe a donc un problème avec son passé. Il en va de même aux États-Unis, où est né le courant *« woke »*, et au Canada, qui est en train de couper toutes ses racines.

Ce phénomène a-t-il une histoire? Sur quelle idéologie s'appuie-t-il?

L'historiquement correct n'est pas un bloc, il est constitué de plusieurs couches de sédimentation idéologiques. La première apparaît aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles, lorsque des polémistes protestants, pour combattre l'Église catholique, réécrivent son passé à travers un certain nombre de thèmes — l'Inquisition, les papes et l'argent… — dont il reste encore quelques traces aujourd'hui. Deuxième couche avec *L'Encyclopédie*: les *« philosophes »* du XVIII^e^ siècle livrent eux aussi un combat intellectuel et culturel contre l'influence de l'Église catholique sur la société, en instrumentalisant son histoire et celle du monde européen — et chrétien — à certaines époques. Une troisième couche de sédimentation correspond à l'écriture, à la fin du XIX^e^ siècle, d'une histoire républicaine en noir et blanc, qui fait de 1789 la date pivot de l'histoire de France, passage de l'obscurantisme à la lumière, en magnifiant la Révolution et la Répu-

MINI-BIO

Jean Sévillia, 70 ans, chroniqueur au *Figaro-Magazine* et conférencier, est l'auteur de 14 ouvrages. Parmi eux:

- ***Le Terrorisme intellectuel, de 1945 à nos jours*** **(Perrin, 2000)**
- ***Historiquement correct. Pour en finir avec le passé unique*** **(Perrin, 2003)**
- ***Quand les catholiques étaient hors-la-loi*** **(Perrin, 2005)**
- ***Moralement correct*** **(Perrin, 2007)**
- ***Historiquement incorrect*** **(Fayard, 2011)**
- ***Les Vérités cachées de la guerre d'Algérie*** **(Fayard, 2018)**

blique. *A contrario*, cette histoire idéologique exclut tout regard scientifique sur le Moyen-Âge et l'Ancien Régime, considérés à travers une optique négative. Quatrième couche idéologique, le marxisme impose, dans l'entre-deux-guerres, une lecture de l'histoire selon les canons du matérialisme dialectique, appuyée sur un certain nombre de mythes. Après l'effondrement du communisme, la cinquième couche du politiquement correct consacre, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, le *« droit-de-l'hommisme »* comme nouvelle idéologie dominante: les événements, les civilisations et les nations sont jugés par rapport aux droits de l'individu, érigés en valeur absolue.

Et puis il y a le *« wokisme »*...

Oui, le *« wokisme »* et la *« cancel culture »* constituent la sixième couche, à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés: un renversement total de paradigme, où l'*« homme blanc »* et, à travers lui, la civilisation occidentale sont mis sur la sellette. L'historiquement correct correspond à l'addition de ces couches idéologiques superposées. Il plaque sur le passé l'idéologie du moment, ou un morceau d'idéologie provenant de ces différentes couches sédimen-

PHOTOS : LAPI/ROGER-VIOLLET ; WORLD HISTORY ARCHIVE / ALAMY STOCK PHOTO

Manifestation communiste en faveur de l'épuration en 1944.
À gauche, "L'Humanité" appelant à rendre hommage à Staline après sa mort en 1953.

tées, certains thèmes véhiculant des préjugés anciens, tandis que d'autres apparaissent et s'y ajoutent. Ainsi, aujourd'hui, des traces de marxisme, le droit-de-l'hommisme et le wokisme aboutissent-ils ensemble à l'autodénigrement de cet *« homme blanc »* et à la mise en cause, à travers lui, de notre civilisation.

Comment se caractérise-t-il?
Son principe déroge à la démarche historique scientifique, qui tente de comprendre les événements passés en tenant compte des mentalités de l'époque, des représentations du monde qui avaient cours, des structures, de l'organisation et des valeurs de la société étudiée. À l'inverse, le *« wokisme »* porte sur l'histoire un regard actuel et la juge en fonction des valeurs de notre époque, choisissant dans le passé des éléments propres à conforter un discours pour aujourd'hui. Cette approche idéologique, à la fois anachronique et manichéenne, gomme la complexité et les nuances de l'histoire pour prononcer des juge-

ESCLAVAGE : "UN DEUX POIDS, DEUX MESURES TYPIQUES"

À propos de l'esclavage, on ne retient le plus souvent que la traite négrière occidentale du XVI^e^ au XIX^e^ siècle, mais pas celle pratiquée par les musulmans. Ce "tri" est lié aux courants idéologiques dominants et aux forces en réseau qui, à un moment donné, manipulent l'histoire. Concernant l'esclavage, ce courant est apparu entre la fin des années 1990 et le début des années 2000. La loi Taubira de 2001 procède d'une autoaccusation de l'Occident, exonérant de toute culpabilité le monde musulman, alors qu'il a en effet existé une traite arabo-musulmane, et africaine. Des Africains razziaient leurs frères de couleur et les cédaient contre différentes marchandises venues d'Europe aux négriers occidentaux, dont les bateaux transportaient ces esclaves aux Antilles ou en Amérique avant de revenir en Europe. La traite arabo-musulmane a duré aussi longtemps que cette traite atlantique, et causé davantage de morts. Des millions de captifs noirs ont été conduits sur les routes de l'esclavage, de la côte ouest vers la côte est de l'Afrique ou les principautés musulmanes de l'océan Indien, mais on n'en parle pas. Ce *« deux poids, deux mesures »* est typique de l'historiquement correct. Propos recueillis par É. L.

L'exécution de Louis XVI, le 21 janvier 1793. À gauche, une de "Libération" dénonçant le film "Vaincre ou mourir". produit par le Puy du Fou.

ments définitifs, en distribuant les bons et les mauvais points au nom de la bonne conscience, la *« moraline »*. Ainsi proclame-t-elle que pendant la Seconde Guerre mondiale, la droite était collaborationniste et la gauche résistante, bien que ce schéma soit complètement faux: des hommes de droite et d'extrême droite ont résisté dès 1940, alors que de nombreux ténors de la collaboration venaient de la gauche, comme l'ancien socialiste Déat et l'ex-communiste Doriot.

Mais l'histoire et la morale sont-elles incompatibles? En condamnant les guillotinades, la persécution de prêtres ou les massacres perpétrés par les colonnes infernales en Vendée pendant la Révolution française, ne porte-t-on pas un jugement moral?

Je ne veux pas dire que la morale n'a rien à voir avec l'histoire. Le mal est inscrit dans la nature humaine et dans l'histoire. Dès l'origine, la civilisation a consisté à domestiquer la part égoïste, violente, bestiale de l'être humain, et le christianisme a défini une vérité et des critères objectifs du bien et du mal, en fonction desquels l'emploi de la force et de la violence, par exemple, peut être considéré comme légitime ou illégitime. Il est donc possible de porter des jugements moraux en histoire: je ne vois, par exemple, aucun point positif chez Hitler. Mais ce que j'appelle la *« moraline »* — le terme vient de Nietzsche — consiste à émettre des jugements sur les hommes du passé au nom des bons sentiments que professe l'homme d'aujourd'hui, qui, confortablement installé dans son salon, affirme par exemple: *« Moi, sous l'Occupation, j'aurais été résistant... »* Ah, bon? Qu'en savez-vous? Il est commode de se placer dans le bon camp pour juger! Il faut

LOIS MÉMORIELLES : "CE N'EST PAS À LA LOI D'ÉCRIRE L'HISTOIRE"

Devenues des piliers de l'"historiquement correct", les lois mémorielles s'inscrivent dans la suite de la loi de 1972 *« relative à la lutte contre le racisme »*, due à René Pléven, garde des Sceaux de Georges Pompidou, et votée à l'époque par des pompidoliens, des centristes et des démocrates-chrétiens. En 1990, le communiste Jean-Claude Gayssot fut à l'origine d'une loi punissant la négation des crimes nazis condamnés par le tribunal de Nuremberg. S'y est ajoutée, en 2001, la loi Taubira érigeant la traite et l'esclavage pratiqués par les Occidentaux en crimes contre l'humanité. Elle est très théorique, puisque les accusés, qui vivaient au XVII^e^ siècle, sont morts et donc non susceptibles d'être traduits devant les tribunaux... La liberté de penser doit tenir compte de la souffrance des victimes, comme celle du peuple juif, et je ne suis pas hostile à ce qu'une forme de répression s'exerce à l'encontre de personnes ou de courants d'idées qui ne la respectent pas. En revanche, je suis opposé aux lois dites mémorielles et je ne crois pas qu'il incombe à la loi d'écrire l'histoire. Ainsi, je m'incline devant les victimes vendéennes de la Révolution, mais ne suis pas favorable à ce que la République adopte une loi définissant rétrospectivement le génocide vendéen comme un crime contre l'humanité — notion qui fait d'ailleurs débat. Ce serait poursuivre dans la même logique. Propos recueillis par É. L.

EXECUTION DE LOUIS CAPET XVI.me DU NOM, LE 21. JANVIER 1793.

A dix heures et demie du matin Louis Capet eut la Tête tranchée sur la Place de la Révolution ci-devant Place de Louis XV entre le Piédestal et les Champs Elisées. Il est arrivé au lieu de l'exécution dans la Voiture du Maire de Paris. Il s'est déshabillé et est monté a l'échaffaud avec fermeté et courage. Il a voulu haranguer le Peuple; mais l'exécuteur des jugemens criminels, d'après l'ordre du Général Santerre et au bruit des Tambours l'a mis en devoir de subir son jugement. Cependant ceux qui étoient près de l'échaffaud lui ont entendu prononcer ces paroles. (Citoyens, je pardonne à mes ennemis: je meurs innocent.) Sa Tête est tombée, elle a été montrée au spectacle, et le cadavre a été porté et inhumé sur le champ dans le Cimetière de la Parroisse de la Magdelaine

A Paris chez Basset, Rue St. Jacques au coin de celle des Mathurins, à l'Image St. Antoine.

WIKIPÉDIA

toujours beaucoup d'humilité devant l'histoire. Elle apprend à essayer de comprendre les hommes, dont les motivations et les itinéraires sont toujours complexes et qui peuvent se tromper de bonne foi.

Alors que l'enseignement chronologique et factuel de l'histoire a été détruit, peut-on revenir sur la propagande diffusée par l'historiquement correct?

C'est un travail colossal, comme vider le tonneau des Danaïdes. Pour le mener à bien, il faudrait une volonté politique qui n'existe pas aujourd'hui, et le personnel pour l'accomplir, car l'Éducation nationale est un bastion de la gauche. Officiellement, elle nomme des commissions pédagogiques qui fixent un programme, puis les éditeurs sont libres de choisir les auteurs des manuels scolaires; mais en pratique, ils s'adressent toujours aux mêmes réseaux. On n'échappe à cette histoire officielle qu'en s'informant auprès d'historiens et de médias à contre-courant. À cet égard, la situation est plus favorable aujourd'hui qu'elle ne l'était voilà vingt ou trente ans. Le succès populaire que rencontrent des passeurs d'histoire comme Stéphane Bern, Franck Ferrand ou Loràn̂t Deutsch, qui s'adressent au grand public sans se conformer à l'historiquement correct, irrite d'autant plus les gardiens de la *doxa* que leurs propres thèses se vendent péniblement à 600 exemplaires…

Les universitaires aussi sont visés par des polémiques, comme le fut en 2008 Sylvain Gouguenheim, dont le livre *Aristote au Mont-Saint-Michel* (Seuil) démontrait que l'héritage culturel de la Grèce antique n'a pas été transmis à l'Occident par le seul truchement des musulmans. Comment transmettre ce savoir des spécialistes au grand public?

Je n'ai pas de réponse toute faite, mais c'est ce que j'essaie de faire avec mes livres, à ma modeste échelle. J'ai eu la chance de faire partie depuis très longtemps d'une grande rédaction et d'un média important, *Le Figaro Magazine*, qui m'a soutenu. Au public qui lisait *Historiquement correct* voilà vingt ans, a succédé une nouvelle génération de lecteurs, âgés de 15 ou 16 ans aujourd'hui. Dans la lutte de David contre Goliath, il arrive que David l'emporte… ●

Ce qu'on "oublie" de raconter...

Les guillotinés de Mitterrand en Algérie, Pétain mentor de De Gaulle, Voltaire raciste, Danton corrompu...
Les pans ignorés du parcours de nos "grands hommes".

François Mitterrand en Algérie en 1955.

L'HUMANITÉ/KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO

Quand Pétain était le mentor de De Gaulle…

Avant leur rupture, en 1938, le Maréchal et le Général ont entretenu des liens quasi filiaux. Retour sur cette relation passée aux oubliettes de l'histoire entre "l'Imperator", tel que le surnommait de Gaulle, et celui dont Pétain prédisait qu'il serait "généralissime".

BRIDGEMAN IMAGES

Par Arnaud Folch

Arras, 10 octobre 1912. Il est 9 heures du matin. Ce moment-là, le sous-lieutenant Charles de Gaulle, 22 ans, l'attendait depuis son arrivée, la veille, au 33e régiment d'infanterie, sa première affectation au sortir de Saint-Cyr. Dans quelques instants, il va être présenté au colonel Philippe Pétain. À 56 ans, ce dernier s'apprête à prendre sa retraite. Il vient, dit-on, de s'offrir une petite maison à Villeneuve-Loubet pour y passer ses vieux jours. C'est surtout une "légende": celle d'un anticonformiste ayant accepté de sacrifier ses étoiles de général sur l'autel de ses théories hostiles à l'offensive, alors en cours à l'état-major. Porté à l'attaque, de Gaulle ne partage certes pas ses principes défensifs: *« Il faut avoir l'esprit d'offensive*, juge-t-il à l'époque. *Cela veut dire qu'il faut partout, toujours, avoir une seule idée, marcher en avant. »* Il n'empêche: quel caractère! Comment, au moment de lui être présenté, ne pas repenser à cette maxime de son père, et modèle, Henri: *« Ne jamais cacher sa pensée quand il faut la dire et quoi qu'il doive en coûter. »*

L'adjudant de compagnie frappe à la porte du bureau de Pétain, puis s'efface. Charles effectue deux pas, claque des talons et salue: *« Appelé à l'honneur de servir sous vos ordres… »* Le colonel se lève. Malgré ses 34 ans de plus, l'homme, élancé, moustache de Gaulois, en impose. *« Il est svelte comme un sous-lieutenant tout en donnant une impression de vigueur et de détermination calme*, le dépeint Max Gallo dans son *De Gaulle* (Robert Laffont, 1998). *Il s'approche. Il tend la main. Son regard est celui d'un homme qui sait commander. »* Quelques mots échangés. Le début d'une longue histoire. *« Immédiatement, le respect et l'admiration »*, note Frédéric Salat-Baroux dans

L'une des très rares photos réunissant Pétain (au troisième plan, avec son képi) et de Gaulle (au deuxième plan, à gauche), à Dinant, en Belgique, le 11 septembre 1927.

De Gaulle-Pétain, le destin, la blessure, la leçon (Robert Laffont, 2010).

Le futur maréchal sera bluffé par *« l'autorité naturelle »* du jeune sous-lieutenant. Il admire aussi son aisance et son immense culture lors de ses conférences devant la troupe. Lui qui, précédemment, avait jugé le futur général Giraud *« indécis, lent, peu de personnalité, peu travailleur »*, couvre de louanges son nouveau protégé : *« S'affirme, dès le début, comme un officier de réelle valeur qui donne de belles espérances sur l'avenir »*, le note-t-il en mars 1913. *Idem*, six mois plus tard : *« Très intelligent, aime son métier avec passion* [...]. *Digne de tous les éloges. »*

De Gaulle n'est pas en reste, contant à ses proches, durant ses permissions, les "exploits" de son fascinant colonel. Tel ce jour où Pétain, au lieu de félici-

"Le capitaine de Gaulle, un officier d'élite apte au plus haut commandement."

Maréchal Pétain (1927)

ARRAS avant la terrible Guerre. — Le Quartier Schramm

Charles Ledieu,

COLLECTION DUPONDT/AKG-IMAGES

ter le général Gallet, qui vient de diriger un exercice de charge, le toise d'un air narquois lorsque celui-ci lui demande son avis: « *Je suis certain que le général Gallet s'est proposé, afin de mieux frapper les esprits, de présenter la synthèse de… toutes les fautes qu'une armée moderne ne doit plus commettre.* » Stupeur dans les rangs. Pour de Gaulle alors, comme le rapporte Max Gallo, « *Pétain est un grand homme* ». La réciproque étant tout aussi vraie.

"Pétain, son modèle, son exemple et son maître"

Le 3 mars 1916, deux ans après le début de la guerre, et alors qu'ils ne sont plus revus depuis leur départ pour le front, Pétain, promu général, est ainsi "frappé au cœur" par la (fausse) nouvelle qu'il reçoit: son ex-protégé, désormais capitaine, serait mort à Verdun! Les disparitions de compagnons d'armes, Pétain ne les compte plus, mais celle-ci, aux dires de ses proches, « *l'effondre* ». Au point qu'il décide de réécrire la citation à l'ordre de l'armée rédigée par l'état-major en mémoire du capitaine disparu. Celle-ci, relate Frédéric Salat-Baroux, sera « *considérablement renforcée par l'éloge de Pétain lui-même* ».

Sous sa plume, la citation devient: « *Le capitaine de Gaulle, réputé pour sa haute valeur intellectuelle et morale, alors que son bataillon subissant un effroyable bombardement était décimé et que les ennemis atteignaient la compagnie de toutes parts, a emmené ses hommes dans un assaut furieux et un corps-à-corps farouche, seule solution qu'il jugeait compatible avec l'honneur militaire. Est tombé dans la mêlée. Officier hors de pair à tous égards.* » Ce n'est que deux mois plus tard que l'on apprendra que le jeune officier n'a été que blessé et capturé par les Allemands. Sa troisième blessure! De quoi, encore, renforcer l'admiration de Pétain pour son fougueux subordonné.

De Gaulle n'en est pas moins fait prisonnier. Et tandis que Pétain se couvre de gloire à Verdun, celui-ci devra attendre la fin de la guerre derrière les barbelés des oflags. Non sans tenter, à cinq reprises, de s'évader… C'est donc d'Allemagne, où il est détenu, qu'il suit les exploits de son aîné, ne faisant que renforcer son admiration à son égard. Lui qui fut un apôtre de l'offensive, en convient désormais: c'est Pétain, visionnaire, qui avait raison avec sa stratégie défensive, résumée par sa célèbre formule: « *Le feu tue.* » « *Entre ce personnage lucide et l'action sans surenchère que requièrent désormais le combat et les combattants, l'harmonie est si complète qu'elle semble un décret de la nature* », écrira-t-il, plus tard, dans *La France et son armée*.

L'entrée principale du quartier Schramm du 33e RI, à Arras. C'est ici que les deux hommes se rencontrent pour la première fois, en 1912.

À l'issue du conflit, tous deux n'ont qu'un souhait: se retrouver. Désormais maréchal, Pétain, nommé vice-président du Conseil supérieur de la guerre et conseiller du ministre, est devenu le vrai "patron" de l'armée, l'un des hommes les plus puissants et les plus adulés de France. Un monde le sépare du modeste *« trois barrettes »* de Gaulle, de retour de détention. Qu'importe: lui si courtisé le reçoit régulièrement chez lui, y compris à dîner, dans son appartement parisien du square de Latour-Maubourg. Les deux hommes y nouent une extraordinaire relation. De Gaulle surnomme Pétain *« l'Imperator »*, le reconnaît comme *« son modèle, son exemple et son maître »* (Éric Roussel, *De Gaulle*, Gallimard, 2002). Le mentor n'est pas en reste, éprouvant pour son compagnon, lui qui n'a pas d'enfant, une affection quasi filiale. *« Le vieux chef,* écrit Jean Lacouture, *poussa jusqu'à l'extrême la faveur sans exemple concédée à son cadet, qu'il admirait plus que tout autre et peut-être même aimait — sentiment très rare chez lui. »*

"Officier de plume" du Maréchal

Témoignage, encore, de la profondeur de ces liens: la fort louangeuse dédicace que le Maréchal rédigera en 1921 pour la naissance de Philippe — prénom peut-être choisi en l'honneur de Pétain —, le premier fils de De Gaulle: *« À mon jeune ami Philippe, en lui souhaitant de réunir dans la vie toutes les qualités et les dons de son père. »* Le Maréchal interviendra surtout de manière déterminante, l'année suivante, pour faire admettre son protégé à l'École de guerre… et faire rehausser sa note à la sortie *(lire ci-dessous).*

Rebelote en 1927, *« point culminant de l'entente »* entre les deux hommes, selon Salat-Baroux: le Maréchal exige que l'École de guerre accueille à nouveau son protégé, mais cette fois en tant que conférencier vedette! Trois grands oraux sont prévus dans l'immense amphithéâtre Louis, où est requise, pour l'écouter, la présence des deux promotions et de l'ensemble du corps enseignant. Pétain lui-même est présent, en grand uniforme, le jour de la première, entrant dans la salle avec son subordonné. *« À vous l'honneur*, dit-il en faisant signe à de Gaulle d'y pénétrer le premier, *le privilège du professeur est de passer en tête. »* Selon Louis Nachin, auteur de *Charles de Gaulle, général de France* (Colbert, 1944), Pétain s'adresse ensuite à la salle, totalement médusée: *« Écoutez, Messieurs, le capitaine de Gaulle… Écoutez-le avec attention, car le jour viendra où la France reconnaissante fera appel à lui. »* Traduction, selon Frédéric Salat-Baroux: *« Pétain a la conviction que son protégé est le futur généralissime des armées françaises, et il veut le faire savoir. Le roi a un dauphin! »* Un *« dauphin »* qui finira, cependant, par se rebeller…

Depuis juillet 1925, Pétain a en effet "embauché" le futur chef de la France libre comme "officier de plume" ("nègre" en langage moins noble) à son cabinet du Conseil de guerre, où cette collaboration au quotidien va être à l'origine de leur rupture treize ans plus tard.

La mission de De Gaulle: rédiger les articles, les discours, mais surtout un livre au nom du Maréchal. Tout, au départ, se déroule à la perfection. Choyé par son mentor, de Gaulle dispose de son propre bureau, tandis que les colonels doivent s'entasser à trois par pièce… *« Dans son bureau, l'atmosphère est surchauffée par les cigarettes qu'il grille à un rythme infernal*, raconte Salat-Baroux. *Pétain, qui corrige d'habitude rageusement les textes qu'on lui soumet, n'apporte que très peu de changements à ceux du capitaine. Le travail avance harmonieusement, à la satisfaction de chacun. »*

Pendant deux ans, les séances de travail autour du livre (consacré à l'histoire de l'armée) se déroulent sans anicroche. Puis arrive décembre 1927. Grâce à ➤

PÉTAIN : "DE GAULLE, FUTUR GÉNÉRALISSIME"

Admis en 1922 à l'École de guerre grâce à l'intervention de Pétain, de Gaulle s'y montrera aussi brillant que hautain, ce qui lui vaudra à sa sortie, en 1924, un médiocre classement dans le dernier tiers et une tout aussi décevante mention "assez bien". L'apprenant, Pétain convoque le directeur de l'enseignement supérieur de l'armée, le général de Lannurien: *« Vos professeurs de l'École de guerre sont des imbéciles qui manquent totalement de jugement!* lui lance-t-il. *Ils ont parmi leurs élèves le capitaine de Gaulle, un officier d'élite apte au plus haut commandement et futur généralissime de l'armée, et ils trouvent le moyen de le classer dans le peloton de queue. Vous allez donc leur éviter de se ridiculiser et les prier de revoir leurs notes. »* Impossible de s'opposer au puissant maréchal! De Gaulle sera reclassé dans le deuxième tiers, et sa mention rehaussée à "bien". A. F.

BRIDGEMAN IMAGES (2)

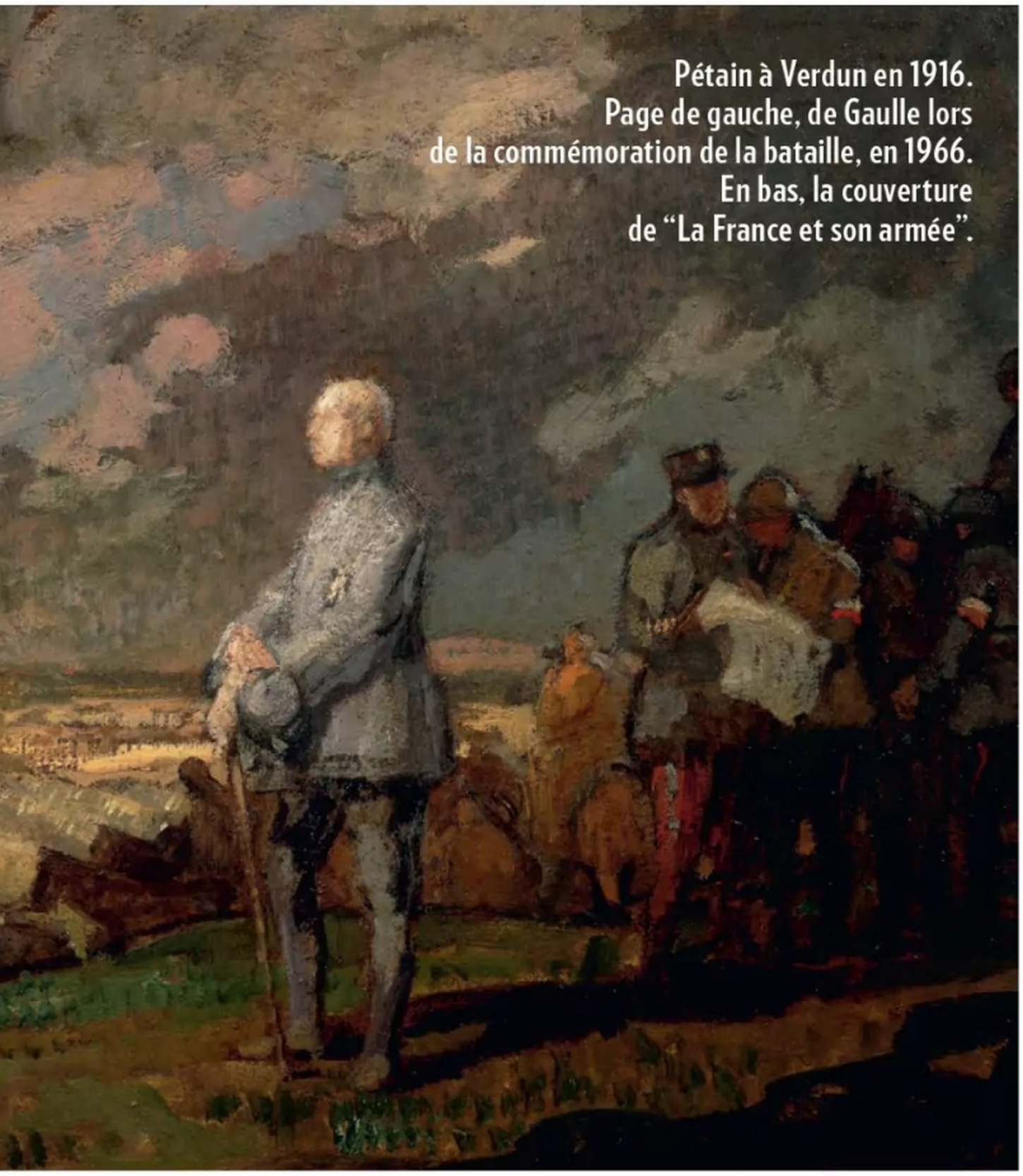
une intervention — une de plus! — du Maréchal, de Gaulle est affecté au commandement du 19e bataillon de chasseurs de Trèves. Juste avant de partir, il lui fournit les parties manquantes du livre. Mais Pétain demeure insatisfait du dernier chapitre, qu'il juge trop *« abstrait »*. Son protégé parti, il demande donc au lieutenant-colonel Audet de revoir le texte. Ce sera le déclencheur de la discorde.

17 JUIN 1940, DERNIER MESSAGE AU MARÉCHAL

Le 17 juin 1940, veille de son célèbre Appel, de Gaulle, qui se trouve déjà à Londres, hésite une dernière fois avant de rompre ses amarres avec Pétain, alors vice-président du Conseil, en lui adressant ce télégramme méconnu en forme d'ultime main tendue: *« Ai négocié hier avec le ministre de la Guerre britannique sur instruction de Paul Reynaud* [le président du Conseil, NDLR] ***au sujet des matériels remis aux Alliés par le gouvernement des États-Unis*** [...]. ***Dois-je poursuivre négociations? Me tiens à vos ordres par ambassade.* » Pétain ne répondra pas. A. F.**

Informé par Audet, de Gaulle, furieux, lui répond dans une missive au vitriol: *« Un livre, c'est un homme, et cet homme jusqu'à présent c'était moi*, lui écrit-il le 16 juillet 1928. *Si le Maréchal tient à ce que vous fassiez un autre livre, je n'ai aucune objection à présenter. Mais s'il s'agit de triturer mes idées, ma philosophie et mon style, je m'y oppose et vais le dire au Maréchal. » « Pour l'époque une telle lettre est stupéfiante »*, décrypte Max Gallo. Vexé, Pétain choisit néanmoins l'apaisement. Plutôt que se heurter avec de Gaulle, il renonce à son projet et enferme le manuscrit au fond d'un coffre.

Plus de dix ans passent. C'est alors, en 1938, que de Gaulle, qui avait conservé ses notes, décide de publier le livre... sous son propre nom. Certes, l'ouvrage a été en grande partie réécrit. Mais la lettre qu'il envoie à Pétain, autre cheval d'orgueil, pour l'en informer ne passe pas. *« Monsieur le Maréchal*, lui écrit-il. *J'ai l'honneur de vous rendre compte de la publication prochaine d'un ouvrage de votre serviteur*, La France et son armée. *Je m'y suis efforcé de réaliser cette synthèse dont vous m'aviez naguère chargé* [...]. *J'ai pu en d'autres temps, Monsieur le Maréchal, espérer pour cette étude une destinée plus éclatante. Mais douze années écoulées m'ont amené au renoncement* [...]. *Il reste, Monsieur le Maréchal,*



Pétain à Verdun en 1916. Page de gauche, de Gaulle lors de la commémoration de la bataille, en 1966. En bas, la couverture de “La France et son armée”.

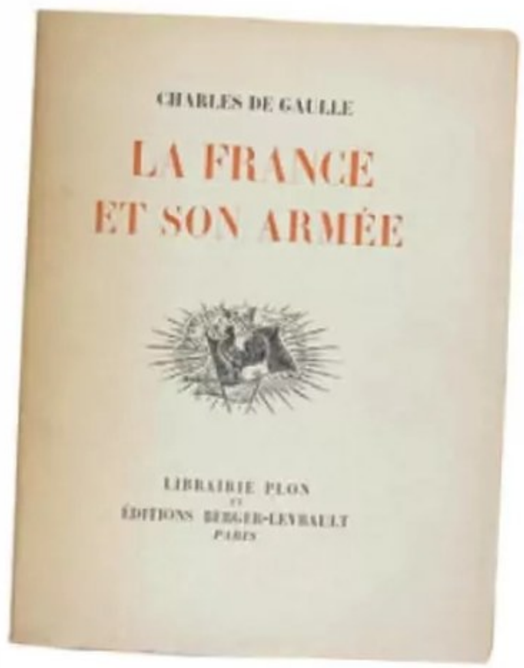
“Entre Pétain et l’action que requiert le combat, l’harmonie semble un décret de la nature.”

De Gaulle, en 1938.

que ce travail fut entrepris sous votre impulsion. Peut-être voudrez-vous accepter que cela soit dit, par exemple sous la forme d’un avant-propos… »

Pétain à de Gaulle : “Votre attitude m’est très pénible”

Refus outré de Pétain. *« Je considère que ce travail m’appartient personnellement et exclusivement*, lui rétorque-t-il. *Je me réserve donc de l’utiliser comme il me conviendra* […]. *Je me réserve aussi de m’opposer à sa publication dans le présent et dans l’avenir. Au cas où vous passeriez outre ce désir légitime de disposer du travail suivant mes vues, je fais toute réserve sur la conduite que j’adopterai. »* Et de conclure : *« Votre attitude m’est très pénible. »*



À son initiative, rendez-vous est cependant pris pour une rencontre entre les deux hommes au domicile du Maréchal. Encore une fois conciliant, Pétain finit par autoriser la publication du livre sous la signature de son ex-“plume”. Seule exigence : une dédicace en page de garde lui rendant cet hommage : *« Au Maréchal, qui a bien voulu m’aider de ses conseils. »* Mais de Gaulle en rédige une autre, que Pétain ne découvrira qu’une fois le livre paru : *« À Monsieur le Maréchal qui a voulu que ce livre fût écrit, qui dirigea de ses conseils la rédaction des cinq premiers chapitres et grâce à qui les deux derniers sont l’histoire de notre victoire. » « En ne reprenant pas la dédicace de disciple proposée par le Maréchal, il lui plonge un poignard droit au cœur »*, écrit Salat-Baroux. C’est à cet instant, selon l’historien Marc Ferro, que de Gaulle accomplit le *« meurtre du père »*.

Définitivement fâchés, les deux hommes siégeront encore brièvement ensemble en juin 1940 dans le cabinet de Paul Reynaud — Pétain comme vice-président du Conseil, de Gaulle pendant dix jours comme sous-secrétaire d’État à la Guerre. Puis ils se croiseront pour la dernière fois le 14 juin à l’hôtel *Splendid* de Bordeaux, où le gouvernement s’est réfugié. Apercevant Pétain, de Gaulle se lève pour le saluer : *« Il me serra la main sans un mot*, racontera-t-il dans ses *Mémoires de guerre. Je ne devais plus le revoir, jamais. »* ●

Voltaire, les Lumières côté obscur

Racistes, antisémites et élitistes, Voltaire et les philosophes des Lumières n'étaient pas les "humanistes" et champions de la "tolérance" que l'on enseigne. Tout au contraire...

Par Yves Kerhuon

ARCHIVART/ALAMY STOCK PHOTO

> "Les juifs, peuple ignorant et barbare, qui joint depuis longtemps la plus sordide avarice à la plus détestable superstition."
>
> *Voltaire, "Dictionnaire philosophique" (1764).*

Selon Voltaire, *« la race des nègres est une espèce d'hommes différente de la nôtre »*. Pour celui qui, comme Diderot, investira dans les compagnies de traite négrière, il existe une claire hiérarchie entre les races : *« Les albinos sont au-dessous des nègres pour la force du corps et de l'entendement*, écrit-il dans *Essai sur les mœurs* (1756), *et la nature les a peut-être placés après les nègres et les Hottentots au-dessus des singes, comme un des degrés qui descendent de l'homme à l'animal. »*

Les juifs ne sont pas épargnés. Dans son *Dictionnaire philosophique* (1764), Voltaire les qualifie, entre autres, de *« peuple ignorant et barbare, qui joint depuis longtemps la plus sordide avarice à la plus détestable superstition et à la plus invincible haine pour les peuples qui les tolèrent et qui les enrichissent »*.

Explication : réfutant le récit biblique de la création de l'homme, Voltaire et les philosophes des Lumières nient l'unicité de l'espèce humaine. Ils n'en sont pas moins décrits comme des *« humanistes »*, apôtres de la *« tolérance »*.

"Le peuple est entre l'homme et la bête"

Au-delà même de son racisme et de son antisémitisme, cette "tolérance" était pour le moins relative. Auteur de *Voltaire méconnu* (DMM, 2015), Xavier Martin rappelle ainsi que celui-ci, inhumé au Panthéon, faisait aussi preuve d'une haine tenace à l'encontre de ses adversaires, tel Rousseau, son concurrent, qu'il tenta de faire condamner à mort à Genève, ou Fréron, catholique et monarchiste, dont le journal, *L'Année littéraire*, fut interdit. Ce dernier prévoyait que *« si les sages philosophes du siècle, qui réclament la tolérance avec tant de chaleur et d'intérêt*, [...] *se voyaient armés du glaive de la souveraineté ou de celui des lois, ils seraient peut-être les premiers à s'en servir contre tous ceux qui auraient l'audace de contredire leur opinion »*.

L'"humanisme" des Lumières est en effet rien de moins que... tyrannique. Se rattachant au scientisme et aux tendances matérialistes de l'époque, il aboutit selon Xavier Martin à un *« réductionnisme anthropologique »* (*Trente années d'étonnement*, DMM, 2010). En condamnant le christianisme au nom de la *« tolérance »* et de la *« raison »*, et avec lui le regard qu'il porte sur l'être humain créé à l'image de Dieu, la philosophie des Lumières réduit l'homme à un animal évolué ou à une machine (ainsi Diderot écrit-il que *« L'homme et l'animal ne sont que des machines de chair ou sensibles »*), ce qui conduit notamment à nier le libre arbitre (quelle est la liberté d'un rouage dans une machine ?) et à considérer que l'animal humain peut être dressé afin d'être *« "amélioré" en vue de modèles sociopolitiques d'inclination utopisante »*. L'historien y voit *« la clé des propensions angéliquement totalitaires* [...] *des Lumières »*.

Loin d'être "égalitaires" ou attentives au sort des plus humbles, comme on le croit aujourd'hui, ces Lumières ne sont destinées qu'à l'élite capable de "philosopher". Pour Voltaire, *« le peuple est entre l'homme et la bête »* ; il convient qu'il *« soit guidé, et non pas qu'il soit instruit »*, car *« il n'est pas digne de l'être »*. Aux yeux de René de La Chalotais (1701-1785), *« le bien de la société demande que les connaissances du peuple ne s'étendent pas plus loin que ses occupations »*. Philipon de La Madelaine (1734-1818) souhaitant, lui, que l'usage de l'écriture soit... interdit aux enfants du peuple. De même le maintien de l'ordre social commande-t-il de maintenir la masse dans les *« superstitions »* dont l'élite s'est émancipée : *« Philosophez tant qu'il vous plaira entre vous*, préconise Voltaire. *Mais gardez-vous d'exécuter ce concert devant le vulgaire ignorant et brutal. Si vous avez une bourgade à gouverner, il faut qu'elle ait une religion. »*

D'ailleurs, cette plèbe *« imbécile »* appartient-elle vraiment à l'espèce humaine ? Non, répond Diderot dans *L'Encyclopédie*, affirmant que *« celui qui ne veut pas raisonner, renonçant à la qualité d'homme, doit être traité comme un être dénaturé »*. De même pour Rousseau qui estime dans le *Contrat social*, que *« renoncer à sa liberté, c'est renoncer à sa qualité d'homme, aux droits de l'humanité »*. C'est cette logique qui conduira, à la fin du XVIII[e] siècle, à la Terreur et à l'extermination des Vendéens. *« Au nom*, écrit Xavier Martin, *d'une idéologie des droits de l'homme* [aboutissant] *à leur nier non seulement la dignité, mais la nature humaine elle-même. »* ●

COLLECTION PARTICULIÈRE

Danton, le corrompu

Celui que l'on présente comme l'icône de la Révolution était aussi un homme cupide ayant perçu de multiples pots-de-vin. Y compris de l'étranger.

Par Arnaud Folch

Oubliée de l'Histoire, la corruption de Danton est pourtant assumée jusqu'à certains de ses… admirateurs. Ainsi de l'historien Gérard Walter, dantoniste passionné, dans l'introduction-plaidoyer de son livre *Le Procès de Danton* (Mercure de France) : *« Que demandons-nous à Danton ? Est-ce de savoir combien d'argent il a gagné au cours de sa carrière politique, et comment ? Ou quels sont les services qu'il a rendus à la Nation ?* (Si) *l'activité de Danton a contribué effectivement au triomphe de la Révolution, peu importe s'il a reçu de la Cour ou d'ailleurs 30 000 livres, ou 300 000, ou même 3 millions. »*

Car ce sont bien des sommes colossales qu'il est reproché d'avoir accaparées ou détournées à ce fils de bourgeois, que d'aucuns assurent d'origine noble (d'Anton), né en 1759 à Arcis-sur-Aube, non loin de Châlons-en-Champagne. Avocat doté d'un fabuleux talent d'orateur, Georges Jacques Danton a 30 ans lorsque éclate la Révolution. Membre des très ultras

Le chef révolutionnaire interprété par Gérard Depardieu dans le film "Danton", d'Andrzej Wajda (1983).

clubs des Cordeliers, puis des Jacobins, il parvient rapidement à s'imposer, outre son éloquence, par son incroyable énergie. « *L'action. Quoi encore? L'action. Et l'action comme troisième élément* », le dépeint Michelet. Mais l'action au service, aussi, de ses propres intérêts… Et à chaque poste occupé: député de la capitale, président de la Convention nationale, membre du Comité de salut public, ministre de la Justice, etc. Partout où il a siégé, Danton a profité de son pouvoir et de son influence pour accumuler l'argent des prébendes et de la corruption.

De même qu'il fut, dans la réalité, loin d'être le "modéré" qu'on croit — il a été le principal artisan de la tuerie des Tuileries d'août 1792, a applaudi aux massacres de septembre… —, nombre de documents en témoignent en effet: Danton s'est surtout enrichi, très au-delà des revenus de ses fonctions. Menant grand train, payant ses achats comptant tout en versant une rente à sa mère et à sa nourrice, l'homme possède quatre demeures et des centaines d'hectares de terrains. Auxquels s'ajoutent des dizaines de bien nationaux, acquis par le biais de prête-noms.

Ayant à peine commencé à l'honorer, le lourd crédit (78 000 livres) de sa charge d'avocat, signé en 1787, lui sera presque entièrement remboursé en 1791, à titre de "compensation" de l'abolition des charges. Et alors même que son cabinet n'a eu à traiter, en quatre ans, qu'une vingtaine d'affaires… Si les 30 000 livres qu'il aurait directement reçues de Louis XVI *via* son ami, et corrompu notoire, Mirabeau, ne sont pas à 100 % avérées, on sait en revanche de manière formelle que celui qui était alors ministre de la Justice a clairement, et à plusieurs reprises, monnayé sa "protection". Exemple: les personnalités classées comme "suspectes" qu'il fait libérer, en échange de pots-de-vin, à la veille des grands massacres dans les prisons de septembre 1792, tel Antoine Omer Talon, surnommé l'"agent de corruption" de Louis XVI.

Arrangements secrets avec l'Espagne et l'Angleterre

Danton percevra aussi de nombreuses commissions de la part de l'ultra-corrompu et spéculateur fournisseur des armées, l'abbé d'Espagnac, lequel surfacturait par… quatre, avec l'assentiment de Danton, ses achats pour les troupes. Envoyé deux mois en mission en Belgique à partir de décembre 1792, Danton est de même convaincu, comme le rappelle Jean Tulard, d'avoir « *dilapidé à son profit les fonds secrets du ministère de la Justice* ».

Et ce n'est pas fini! Les preuves sont accablantes concernant la concussion de Danton avec l'étranger. Celui-ci a notamment fait remettre 500 000 livres par l'ambassade d'Espagne à l'un de ses fidèles, le député Chabot, en échange de sa promesse (non tenue) d'intervenir en faveur du roi. L'Angleterre, à qui il réclamait 2 millions de livres pour un autre décret prônant la « *déportation du roi* », refusera quant à elle de payer…

Mais qu'importe ce "manque à gagner"! Au cours de sa carrière, Danton, au total, a reçu illégalement entre 5 et 10 millions de livres. Soit jusqu'à 14 millions d'euros actuels… ●

14

C'est, en millions d'euros, l'argent de la corruption (fourchette haute) reçu par Danton au cours de sa carrière (10 millions de livres). La fourchette basse est estimée à 7 millions d'euros (5 millions de livres).

AFP

Guy Môquet, la grande manip

Attention, tabou ! Contrairement à sa “légende”, le jeune fusillé communiste de Châteaubriant ne fut pas le résistant antiallemand qu’on a dit. Retour sur une mystification piège orchestrée par le PCF.

Par Arnaud Folch

CE QU'ON "OUBLIE" DE RACONTER

Commémoration, en 1945, par de jeunes communistes, du martyre de Guy Môquet.

Guy s'avance d'un pas rapide et assuré, dix-sept ans, plein d'insouciance et de vie! À peine éveillé aux premiers rêves de l'amour, il est parti, notre Guy, comme serait parti un peu de nous… »

S'il n'est pas question, ici, de dénier son statut de "martyr", ni son courage, à celui qui fut la plus jeune victime des 27 otages abattus par les Allemands à Châteaubriant (Loire-Inférieure), le 22 octobre 1941, en représailles à l'exécution d'un officier des troupes d'occupation, Môquet ne fut pas pour autant le *« héros de la Résistance »* dépeint depuis — et dont Nicolas Sarkozy, alors Président, imposa la lecture de la dernière lettre dans tous les lycées de France…

Acquitté en 1941 après son arrestation

« La confusion entretenue entre "clandestins" et "résistants" ne doit pas induire en erreur : si tous les résistants ont été clandestins dans leur action, tous les clandestins n'ont pas été résistants », préviennent les professeurs d'histoire Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre dans leur ouvrage *L'Affaire Guy Môquet, enquête sur une mystification officielle* (Larousse, 2009). Selon eux, politiques et médias, saluant tous la portée "résistantialiste" de ce destin tragique, se sont *« clairement trompés de modèle »*. Quant aux historiens, ajoutent-ils, *« la plupart ont choisi de se taire »*. Les autres se contentant de *« véhiculer des contre-vérités qu'ils auraient évitées en exerçant pleinement leur métier »*.

À l'instar du PCF clandestin durant la période du pacte germano-soviétique (23 août 1939-22 juin 1941), Môquet n'a en effet nullement résisté à l'occupant allemand. Membre des Jeunesses communistes (JC) depuis son plus jeune âge, fils d'un député PCF empri-

Quand s'ouvre la baraque 10, le sous-lieutenant Touya lance sans hésitation, avec un sourire pincé, un seul nom : Guy Môquet… » Ainsi commence le texte consacré au jeune fusillé commandé par le PCF, alors interdit, à son *« poète officiel »* Louis Aragon, dans le livre clandestin *Le Crime contre l'esprit* (1942). Ces quelques lignes, magnifiques, feront le tour de la France, et du monde : *« Le nom* [de Guy Môquet] *est un couperet qui tombe sur chacun de nous, une balle qui perce chacune de nos poitrines*, écrit Aragon. *Il répond d'un seul : présent ! Et comme sans réfléchir, droit, plus grand que jamais, notre*

sonné (à la suite de la dissolution du Parti) et d'une mère elle aussi militante, le jeune homme n'a jamais distribué ou collé sur les murs autre chose que des tracts, affichettes et "papillons" édités par le PCF appelant à la *« paix »* (alors que les Allemands occupent la France), à la lutte contre *« la guerre impérialiste »* (de De Gaulle et de l'Angleterre) et à la glorification de l'URSS de Staline (alliée à Hitler)...

L'étude des archives révèle en effet selon les auteurs *« une réalité occultée »* du PCF aux antipodes de l'image de "résistant" dont il s'est paré: *« Haine de nombreux militants pour la République, internationalisme, anglophobie* [...], *espoir d'une défaite française, d'une intervention de l'URSS pour la victoire du socialisme et de la révolution. »*

En témoigne, notamment, cet extrait du poème, non écrit de sa main, retrouvé dans une poche de Guy Môquet au moment de son arrestation: *« Les traîtres de notre pays/Ces agents du capitalisme/ Nous les chasserons hors d'ici/Pour instaurer le socialisme. »* Le démontrent surtout la plupart des libelles passés entre les mains du jeune militant et de ses "camarades". Ainsi du document titré *« Nous avions raison »*, qu'il distribue, peu avant son arrestation gare de l'Est à Paris: *« Il y a un an, la Jeunesse communiste, guidée par le grand parti communiste et son chef Maurice Thorez, approuvait le pacte germano-soviétique facteur de paix, et se dressait contre cette guerre odieuse. »*

Le 13 octobre 1940, jour de son arrestation, le groupe de militants dont il faisait partie devait même distribuer un numéro de *L'Avant-Garde*, l'un des organes du Parti, allant jusqu'à comparer de Gaulle à deux des chefs collaborationnistes (et anciens du PCF) les plus haïs par les communistes: *« Et maintenant, les Doriot, les Giton et les de Gaulle voudraient nous faire recommencer la guerre au profit d'une des nations belligérantes... »*

"Interné politique", pas "interné résistant"

Une fois arrêté, sur dénonciation, Môquet sera du reste si peu considéré comme "résistant" qu'il sera... acquitté le 23 janvier 1941 par la 15e chambre correctionnelle de Paris, laquelle enjoint même sa libération *« immédiate »*. Malgré cela, victime des lois drastiques de l'Occupation, et afin de vérifier son degré d'appartenance aux JC (qu'il nie), il sera néanmoins envoyé au camp de Choiseul, à Châteaubriant — où il sera pour son malheur désigné comme otage, puis fusillé.

Cela fait-il de lui un *« authentique résistant »*? Non, a encore répondu après-guerre, en 1955, la très offi-

LE COURRIER DE L'OUEST/MAXPPP ; COLLECTION LEEMAGE

CE QU'ON "OUBLIE" DE RACONTER

Hommage, à Châteaubriant, aux 27 otages sur le lieu même où ils ont été exécutés, la carrière des Fusillés. À gauche, affiche éditée par le PCF.

cielle Commission nationale des déportés et internés résistants, sollicitée par son père survivant afin de lui accorder le statut posthume d'"interné résistant". À l'issue de leurs trois réunions consacrées au cas Guy Môquet (11 février, 15 septembre, 4 novembre), la commission, unanime, estimera que celui-ci, à l'instar des 26 autres fusillés de Châteaubriant, ne peut y prétendre, devant se "contenter" de la qualité d'"interné politique" (carte n° 1301.08900). Ce n'est qu'un an après, en 1956, et sous la pression du PCF, alors toutpuissant, que le sous-secrétaire d'État (socialiste) aux Anciens Combattants et Victimes de guerre, François Tanguy-Prigent, acceptera *« exceptionnellement »* de "casser" le jugement et d'octroyer ce statut si convoité d'"interné résistant" (n° 1201.18926) à l'ancien militant communiste. Devant le risque de voir d'autres familles de fusillés réclamer à leur tour ce qui n'est rien d'autre qu'un "passe-droit", la décision ne sera du reste officialisée qu'en 1962, soit sept ans plus tard…

« Je laisserai mon souvenir dans l'histoire, car je suis le plus jeune des condamnés », avait confié Guy Môquet le jour de sa mort à l'abbé Moyon, chargé de l'assister. Sa jeunesse, donc, mais aussi sa dernière lettre, poignante, adressée à sa famille (*« Ma petite maman chérie, mon tout petit frère adoré, mon petit papa aimé, je vais mourir… »*), celle-là même que Sarkozy avait fait lire dès le jour de son investiture: plus que sa "résistance", inexistante, c'est cela, d'abord, et l'émotion qui se dégage de ce parcours foudroyé, qui permit à Môquet d'atteindre au rang de symbole.

Rien cependant n'aurait été possible sans la formidable propagande orchestrée, en France, par le parti communiste. Après avoir récupéré les lettres et planches de bois sur lesquels étaient inscrits les derniers mots des fusillés de Châteaubriant, Jacques Duclos, patron du PCF clandestin, les expédie à l'avocat communiste Joël Nordmann avec cette mention: *« Fais de cela un monument »*. Texte d'Aragon, son nom donné à des commandos FTP, stèles, plaques de rue et même station de métro après-guerre…: cela le deviendra! Moins, d'ailleurs, par la volonté du Parti de rendre hommage à la "résistance" de Guy Môquet qu'à celle de tisser sa propre (fausse) légende d'un mouvement engagé, dès l'origine, dans la lutte contre l'occupant. Démonstration *via* le livre *Les Fils de la nuit* (Grasset, 1975), de l'ancien résistant communiste Albert Ouzoulias: *« Certains ont l'audace de prétendre que les communistes ont commencé la résistance en juin 1941!*, s'offusque-t-il. *Dire ou écrire ces infamies* […], *c'est cracher sur la tombe de Guy Môquet, 17 ans, lycéen, héros national, arrêté gare de l'Est. »* Que répondre à cela?

Comme l'a écrit l'historien Jean-Pierre Azéma, Môquet *« représente un idéal type de la mémoire communiste et de son usage stratégique »*. Grâce à cette icône, poursuit-il, *« les communistes étaient donc les meilleurs patriotes et l'internement précoce de certains d'entre eux suggérait que la résistance communiste datait du début de l'Occupation, ce qui gommait l'image déplorable des errements d'avant l'été 1941. »* ●

1955

C'est l'année où la Commission nationale, saisie par son père, a refusé à Guy Môquet le statut posthume d'"interné résistant". Avant, un an plus tard, sous la pression du PCF, de se la voir accorder à titre "exceptionnel" par le ministre socialiste des Anciens Combattants.

L'HUMANITE/KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO

Guerre d'Algérie, les guillotinés de Mitterrand

Alors garde des Sceaux, le futur président abolitionniste est l'auteur oublié du décret de 1956 sur les pouvoirs spéciaux conduisant à une répression accrue en Algérie. Et à l'exécution, sous son ministère, de plus de… 40 FLN !

Par Bruno Larebière

Quarante-cinq : c'est le nombre exact de membres du FLN envoyés à la guillotine du 19 juin 1956 jusqu'au départ de François Mitterrand du ministère de la Justice, le 21 mai 1957 (chute du gouvernement Guy Mollet). Tous ces condamnés ont été choisis sur dossier par une petite équipe supervisée par le propre directeur de cabinet et principal homme de confiance

Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, venant saluer les soldats harkis en 1955.

du futur chef de l'État socialiste, Pierre Nicolaÿ. D'une fidélité absolue, charentais d'origine comme Mitterrand, il travaille depuis dix ans à ses côtés.

Principal critère de sélection des condamnés à mort: leurs crimes doivent être suffisamment ignobles pour que la décision ne suscite pas de remous dans l'opinion. C'est le cas des deux premiers guillotinés, Ahmed Zabana et Abdelkader Ferradj, dont les têtes

CE QU'ON "OUBLIE" DE RACONTER

tombent dans la cour de la prison Barberousse d'Alger le 19 juin 1956 à 4 heures et 4 h10 du matin. Proclamé depuis "héros national" en Algérie, le premier, déjà condamné pour braquage, a pris les armes avec le FLN et a été reconnu coupable de meurtre. Le second, un goumier, a déserté et s'est retourné contre les Français. Il a mis notamment le feu à une ferme au cours d'une série d'attaques ayant fait un total de sept morts.

Tous présentent peu ou prou un profil semblable, ne risquant pas d'émouvoir l'opinion publique française. Seule exception: Fernand Iveton, unique Européen de la liste, guillotiné le 11 février 1957. Mais même pour cette future icône de la repentance, alors membre du PCF et de la CGT, dont Hollande et Macron ont salué la mémoire, Mitterrand veut *« faire un exemple »*.

"Des mesures exceptionnelles pour rétablir l'ordre"

En plus de sélectionner les futurs guillotinés, le cabinet de Mitterrand donne son avis sur les recours en grâce devant le Conseil supérieur de la magistrature — dont le garde des Sceaux est, de droit, le vice-président. Résultat: sur les 45 exécutions ayant eu lieu sous son ministère, celui-ci ne s'est prononcé en faveur de la clémence qu'à… huit reprises. Contre trente-deux *« avis défavorable au recours »* et *« recours à rejeter »* (dans cinq cas, sa position personnelle n'est pas connue)!

Ces condamnations à mort à rythme accéléré ont été rendues possibles par une décision prise lors du Conseil des ministres du 15 février 1956, sous l'égide d'un autre socialiste, Guy Mollet, alors président du Conseil. C'est ce jour-là que seront adoptées des *« mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la sécurité des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire »*. Devant ses ministres réunis à huis clos, dont Pierre Mendès France, deuxième dans l'ordre protocolaire, et Mit- ➤

PEINE DE MORT : DANS LE CAMP DES "DURS"

Dans *François Mitterrand et la guerre d'Algérie* (Calmann-Lévy, 2010), François Malye et Benjamin Stora racontent le déroulement du Conseil des ministres du 15 février 1956, dont les membres doivent se prononcer sur le sort de 55 détenus algériens condamnés à mort sous le précédent gouvernement. *« Les peines ont été confirmées par le tribunal de cassation d'Alger; des sentences doivent être exécutées »*, annonce le socialiste Max Lejeune, secrétaire d'État à la Défense nationale. Puis chaque ministre doit donner son avis. *« Gaston Defferre (Outre-Mer) est contre,* racontent les auteurs. *Pierre Mendès France,* "contre également". *Alain Savary (secrétaire d'État aux Affaires étrangères), contre. Maurice Bourgès-Maunoury, pour. Le dernier à se prononcer est Mitterrand.* "Pour", *dit-il. »* A. F.

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO

Mitterrand en visite en 1954, en Algérie.

terrand, troisième, Mollet ira, ce jour-là, jusqu'à évoquer la nécessité de pouvoirs *« dictatoriaux »*.

Non seulement Mitterrand ne s'en est pas ému, mais encore est-ce à lui, et à ses services, que l'on doit les décrets, d'une extrême fermeté, aboutissant à la multiplication des condamnations à mort. Garde des Sceaux depuis le 1er février (après avoir été ministre de l'Intérieur du gouvernement Mendès France), le futur abolitionniste est même l'un des plus ardents partisans de ces mesures radicales *(lire encadré 29)*, sans lesquelles, estime-t-il, *« l'insurrection va prospérer »*. Pour lui, les choses sont claires, comme il le déclarera dès le 12 novembre 1954 à l'Assemblée : *« L'Algérie, c'est la France, et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne. »*

À l'origine du durcissement de la répression en Algérie, les deux "décrets Mitterrand" prévoient notamment le transfert aux *« autorités militaires compétentes »* des pouvoirs de police et de justice face à des insurgés *« pris en flagrant délit de participation à une action contre les personnes ou les biens (…) lorsqu'elles auront été commises par des auteurs porteurs d'armes, d'explosifs, de munitions, de matériel de destruction ou d'effets d'équipement ou d'habillement militaire »*. Ces derniers pouvant être traduits *« sans instruction préalable »* devant un tribunal permanent des forces armées, y compris si les faits qui leur sont reprochés *« sont susceptibles d'entraîner la peine capitale »*.

Avant d'être adoptées, ces mesures d'exception doivent obtenir l'aval du Parlement. Le débat s'ouvre le 8 mars 1956. Au nom du groupe Union et Fraternité française (poujadiste), Jean-Marie Le Pen, alors député de la Seine, s'y fait remarquer en prononçant un long réquisitoire contre les politiques suivies par les gouvernements successifs, lesquelles ne peuvent, selon lui, conduire qu'au même abandon qu'en Indochine. Que le pouvoir, lance-t-il sous les huées des communistes, commence par faire *« exécuter les assassins condamnés qui sont dans les prisons algériennes et qui attendent encore le châtiment suprême ! »* À l'issue d'un long débat, le rejet du texte contraint le gouvernement à demander un vote de confiance — laquelle sera accordée à une large majorité, dont les communistes.

Le 17 mars, les décrets sont publiés au *Journal officiel*. Ils sont signés par Mitterrand, Maurice Bourgès-Maunoury, ministre de la Défense, et Robert Lacoste, ministre résident en Algérie. Trois mois plus tard, Maurice Meyssonnier, "exécuteur en chef des arrêts criminels" — le titre officiel du bourreau —, commence à faire tomber le couperet sur les têtes des condamnés à mort de l'insurrection.

Pour le pouvoir algérien, les "guillotinés de Mitterrand" deviendront des "martyrs de la révolution". À Alger, une plaque commémorative apposée sur le lieu des exécutions égrène la liste des 138 condamnés à mort, qui, au total, y périrent.

En décembre 2010, François Hollande, alors candidat à la primaire socialiste, se rend en Algérie, où il rencontre Ben Bella. Le jour de son départ, longeant le port pour gagner l'aéroport, il entrevoit devant la Grande Poste, élevée sur une estrade, une guillotine grise dotée d'une lame couleur rouge sang. Au-dessus, une banderole, en français et en arabe, affichant ces mots : *« Les guillotinés de Mitterrand »*…

Si médias et historiens aux ordres ont "oublié" cet épisode au profit de l'abolition de 1981, Mitterrand, lui, n'a rien oublié. Aussitôt après son élection, et *via* un décret signé Badinter, il fera nommer le témoin numéro un de cette période, Pierre Nicolaÿ, son ex-directeur de cabinet durant la guerre d'Algérie, à la vice-présidence du Conseil d'État ! Avant, six ans plus tard, de le faire élever à la dignité de grand officier dans l'ordre de la Légion d'honneur… Jusqu'à sa mort, en 2005, celui-ci ne s'exprimera jamais sur la question. ●

8

C'est le nombre (très) modeste de fois où Mitterrand, ministre de la Justice, s'est prononcé pour la clémence, sur les 45 exécutions qu'il a eues à "traiter" durant son ministère. Dans 5 cas sa position n'est pas connue. Tous les autres condamnés à mort (32) ont été l'objet de sa part d'"avis défavorables au recours" et de "recours à rejeter".

Avec *Le Spectacle du Monde* vous êtes aux premières loges de l'actualité internationale.

LE SPECTACLE DU MONDE

Retrouvez chaque trimestre les analyses et les décryptages de personnalités expertes de la géopolitique et des grandes questions mondiales. Chercheurs, universitaires reconnus et décideurs politiques et économiques se penchent sur l'actualité internationale et nous éclairent sur les enjeux et les bouleversements mondiaux et régionaux de la planète.

Retrouvez les offres d'abonnements sur boutique.lespectacledumonde.fr

Découvrez le site lespectacledumonde.fr

Offre intégrale 1 an/4 nos

40 € au lieu de ~~47,60 €~~*

ou

Offre durée libre prélèvement

10 € tous les 3 mois

N°1 N°2 N°3 N°4 N°5 N°6 N°7 N°8

N°9 N°10 N°11 N°12

Vous pouvez commander tous les N° en version papier, **11,90 €** par numéro sur les sites : boutique.valeursactuelles.com ou boutique.lespectacledumonde.fr

*Prix de vente au numéro.

LE SPECTACLE DU MONDE AU CAPITAL DE 15 000€ - 24 RUE GEORGES BIZET 75116 PARIS – RCS PARIS 908 373 574

UNIVERSAL PHOTO/SIPA

Giscard, taupe de l'OAS ?

Alors ministre de De Gaulle, le futur président de la République aurait fait partie d'un réseau pro-Algérie française au cœur de l'État.

Par Jérôme Besnard

Après l'échec du putsch, le général Salan est entré dans la clandestinité. C'est également vers cette époque-là que différents réseaux ont été mis sur pied à Paris, M. Giscard d'Estaing étant inscrit à l'OAS dans l'un de ces réseaux [...]. *M. Giscard d'Estaing était inscrit sous le numéro 12B.* » Signés du lieutenant-colonel Bastien-Thiry, début 1963, ces propos ont été tenus devant ses juges, l'interrogeant sur sa participation à l'attentat du Petit-Clamart contre de Gaulle (22 août 1962), pour laquelle il sera condamné à mort. Sans citer nommément celui qui était alors le ministre des Finances du Général, le capitaine Ferrandi, ancien aide de camp de Salan, évoquera, lui, *« la sympathie agissante et efficace qu'avait manifestée au général Salan et à l'OAS l'un des*

Valéry Giscard d'Estaing, ministre des Finances, en 1963.

ministres les plus importants de l'actuel gouvernement » (*Nostalgérie. L'interminable histoire de l'OAS*, d'Alain Ruscio, La Découverte, 2015)…

Alors, comme le titrait *L'Humanité* du 28 mai 1962, *« Giscard renseignait-il Salan? »* Oui, a encore affirmé l'avocat Jacques Isorni, lequel est allé, le 4 décembre de la même année, jusqu'à écrire directement au futur président de la République (1974-1981) pour *« lui reprocher son absence de prise de position publique au sujet des procès de l'Algérie française »* (*Jusqu'au bout de l'Algérie française. Bastien-Thiry*, de Jean-Pax Méfret, Pygmalion, 2007). Oui, aussi, l'a confirmé un autre membre du commando du Petit-Clamart, Lajos Marton, dans un documentaire d'Éric Brunet, diffusé en novembre 2015 sur RMC. Giscard, lui, a toujours nié ses liens tant avec l'OAS qu'avec le Conseil national de la Résistance animé par Georges Bidault.

CE QU'ON "OUBLIE" DE RACONTER

Outre sa sympathie, avérée, pour la cause de l'Algérie française, qui lui aurait fait prendre, avec son bras droit Michel Poniatowski, la tête d'un réseau d'inspecteurs des Finances et de hauts fonctionnaires renseignant l'OAS, Giscard aurait été mû par une autre *« ambition »*: devenir, en cas de disparition du général de Gaulle, le *« Premier ministre d'un gouvernement d'union nationale »* (*Le Procès de l'attentat du Petit-Clamart*, sous la direction de Maurice Garçon, Albin Michel, 1963).

Pompidou : "Fichez-moi la paix avec Giscard !"

Selon le commissaire Delarue, l'un des anciens patrons de la lutte anti-OAS, la vérité se situerait entre la version Giscard et celle de ses accusateurs. *« S'il confirme les contacts politiques entre Giscard, Poniatowski et l'OAS* […], explique Éric Branca dans *Histoire secrète de la droite* (Plon, 2008), *il se dit persuadé que l'informateur opérationnel était dissimulé, lui, dans les services subalternes de l'Élysée. »* Et de citer le témoignage de Delarue, datant de 1982, devant la commission d'enquête parlementaire sur les activités du SAC (Service d'action civique, le service d'ordre gaulliste, *lire page 98*): *« La taupe importante, c'était celle qui voyait sortir les voitures*, déclarait-il. *C'était elle qui pouvait faire tuer le général de Gaulle, et elle devait se trouver dans le petit personnel. »*

Nombre de gaullistes n'en étaient pas moins convaincus, à l'époque, du rôle central joué par Giscard. Dans son livre *C'était de Gaulle* (De Fallois-Fayard, 1994), Alain Peyrefitte raconte ainsi un petit-déjeuner, le 1er janvier 1963, au ministère de l'Intérieur, tournant à la *« curée »* contre le ministre des Finances — absent de la réunion. Jusqu'à ce que le Premier ministre, Georges Pompidou, ne mette *« fin à ce déballage en explosant »*: *« Vous êtes prêts à prendre pour argent comptant ce que raconte Isorni, qui nous hait!* […] *Et vous accablez votre collègue sans l'avoir entendu!* […] *Fichez-moi la paix avec lui! » « Le chef a parlé. Il a défendu l'absent. Tout le monde se tait »*, conclut Peyrefitte.

Onze ans plus tard, en 1974, Giscard confiera cependant secrètement la responsabilité du service d'ordre de sa campagne présidentielle victorieuse à Pierre Sergent, ancien patron de l'OAS-Métro. Son supposé "contact" au moment des faits… ●

"M. Giscard d'Estaing était inscrit dans l'un des réseaux de l'OAS sous le numéro 12B."

Lieutenant-colonel Bastien-Thiry, lors de son procès en 1963.

CE QU'ON "OUBLIE" DE RACONTER

Daniel Cohn-Bendit face à un CRS devant la Sorbonne.

Mai 68, révolution bobo

Trotskistes ou maoïstes, les meneurs de la révolte n'en étaient pas moins avant tout des étudiants bourgeois rêvant de "jouir sans entraves". "Bobos" avant l'heure, la plupart ont rallié la "société libérale" qu'ils ont contribué à façonner…

Par Éric Letty

28 novembre 2018, sur LCI, cinquante ans après les *« événements »*. Empruntant mimétiquement la voix aigrelette et le tutoiement obligatoire de son ami Daniel Cohn-Bendit, le chroniqueur macroniste Romain Goupil interpelle agressivement le "gilet jaune" Éric Drouet : *« Mais d'où tu sors ? d'où tu parles ? c'est qui qui t'a élu ? »* Et lorsque celui-ci évoque le *« passage à tabac »* d'un homme âgé par les CRS, il proteste : *« Mais la manifestation était interdite ! »*

Autre temps, autre discours… Ancien militant trotskiste et membre des Comités d'action lycéens, Romain Goupil, de son vrai nom Romain-Pierre Charpentier, fut en effet dès l'âge de 16 ans l'un des activistes les plus acharnés des "manifestations interdites" de Mai 68. Avant d'intégrer l'ultra-violente Commission très spéciale (CTS) de la Ligue communiste (LC, l'ancêtre de l'actuel NPA de Besancenot et Poutou), dissoute à la suite des affrontements *« contre l'extrême droite »* du 21 juin 1973, au cours desquels… 76 policiers seront blessés !

Devenu par la suite réalisateur de cinéma, il fera dans son film *Mourir à trente ans* (1982) l'apologie du militant trotskiste Michel Recanati et des méthodes musclées de cette même Ligue communiste. Aujourd'hui, l'ex-camarade Goupil a intégré les valeurs libérales libertaires de la nouvelle bourgeoisie "bobo" et appelle à voter pour l'ancien banquier d'affaires Emmanuel Macron. Identique à celle de "Dany le Rouge", lui aussi détracteur des "gilets jaunes" et rallié au macronisme, son évolution n'est pas sans rappeler la célèbre chanson *Les Bourgeois* de Jacques Brel. *Idem* pour la plupart des autres meneurs de Mai 68 *(lire page 37)*.

Et pour cause : Mai 68 fut d'abord un chahut d'étudiants bourgeois, gros ou petits. Ce que constatait déjà Raymond Aron, la même année, dans *La Révolution introuvable. Réflexions sur les événements de mai* (Calmann-Lévy) : *« Ce qu'il y a peut-être de plus original dans la révolution de mai*, écrivait-il, *c'est la part qu'y a pris une certaine bourgeoisie. Dans l'Université, les éléments les plus actifs furent souvent des révolutionnaires venus du XVIe arrondissement, ou des assistants, ou des maîtres assistants. »* Tout un symbole : la personnalité de celle qu'on surnomma *« la Marianne de Mai »* *(lire encadré ci-dessous)*.

Les ouvriers, les vrais, ne s'y sont du reste pas trompés. En dépit des mains tendues, ceux-ci n'emboîteront pas le pas aux étudiants. *« On ne sent que trop que le pouvoir serait balayé si les forces prolétaires se mettaient à franchement soutenir les forces étudiantes*, expliquait l'ancien patron de l'ORTF Arthur Conte. *Par immense chance pour lui, elles ne lui prêtent d'autre sympathie que verbale.* […] *Quand les étudiants s'en vont à Boulogne-Billancourt "recruter" les ouvriers de Renault, ils trouvent grilles closes. Obstinément, le Parti communiste comme la CGT refusent de se laisser entraîner par ces "fous de gauchistes". »* Si les syndicats ont appelé à la grève générale après le 20 mai et rejoint les étudiants le 27 mai au stade Charléty, c'est d'abord pour négocier en position de force les futurs accords de Grenelle avec le Premier ministre Georges ➤

L'ARISTOCRATIQUE "MARIANNE DE MAI"

C'est une icône de Mai 68 : au milieu de la manifestation du 13 mai, une jeune femme juchée sur les épaules d'un ami brandit le drapeau du Vietcong. Le cliché, dû à l'œil de Jean-Pierre Rey, a depuis été plusieurs fois publié. L'héroïne s'appelle Caroline de Bendern, mannequin et petite-fille d'un riche aristocrate, Maurice Arnold de Forest — qui déshérite sa descendante après avoir découvert la photo dans *Paris Match*, le 15 juin 1968. Elle affirmera s'être trouvée là par un concours de circonstances, et portera plainte en 1978 contre le photographe au nom du droit à l'image. Elle sera déboutée. É. L.

FONDATION GILLES CARON/IN-ACTUA

JEAN-SÉBASTIEN EVRARD/AFP

Cohn-Bendit et Macron lors de la campagne présidentielle de 2017.

Pompidou et son représentant Jacques Chirac (27 juin 1968). Si la plupart des dirigeants du mouvement étudiant appartiennent à des groupuscules d'extrême gauche — trotskistes, maoïstes, anarchistes, situationnistes, PSU, etc. —, lesquels se regrouperont provisoirement au sein du Mouvement du 22 mars (dont Cohn-Bendit prendra la tête), la grande majorité des manifestants, elle, n'est encartée nulle part. Ce n'est pas en effet un objectif de révolution qui déclenchera l'insurrection, mais un "ras-le-bol", plus tard politisé par ses meneurs, contre la saturation de l'enseignement supérieur (500 000 étudiants en 1968, contre 250 000 dix ans plus tôt) ainsi que la réforme d'Alain Peyrefitte, alors ministre de l'Éducation nationale, qui prévoit de renforcer la sélection à l'entrée de l'université.

Autre déclencheur: l'aspiration à l'émancipation sexuelle. L'une des revendications des étudiants de l'université de Nanterre porte ainsi sur la libre circulation entre les bâtiments des garçons et des filles. Au désir de *« jouir sans entraves »* s'ajoutent le rejet des *« structures bourgeoises »* de *« l'université de papa »*, du mandarinat et du paternalisme. *« Interdit d'interdire »*, donc, mais avec des exceptions: *« Nous demandons la liberté d'expression à l'intérieur de la faculté, mais nous la refusons aux partisans des Américains »*, déclarait ainsi Cohn-Bendit au *Nouvel Observateur*. Pas de liberté pour les ennemis de la Liberté…

> **"Dans l'Université, les éléments les plus actifs furent souvent des révolutionnaires venus du XVIe arrondissement"**
>
> *Raymond Aron*

Raymond Aron n'est pas le seul à constater cette prédominance des jeunes bourgeois et de leurs aspirations libertaires au sein du mouvement étudiant. Des sociologues aussi différents que Raymond Bourdon et Pierre Bourdieu ont eux aussi analysé la révolte de Mai 68 comme l'expression de la peur du déclassement chez une catégorie d'enfants de la bourgeoisie.

"Le berceau de la nouvelle société bourgeoise"

C'est cependant Régis Debray, ancien authentique révolutionnaire, qui livre la réflexion la plus juste sur cet épisode dans son livre *Mai 68, une contre-révolution réussie* (Maspero, 1978). L'ex-compagnon de Che Guevara voit dans ce mouvement *« le berceau de la nouvelle société bourgeoise »*. Selon lui, Mai 68 a eu pour conséquence l'adaptation malgré elle, et aux dépens de ses valeurs traditionnelles, de la bourgeoisie à la *« société capitaliste mondialisée »*: *« La "chienlit"? Allons donc!* écrit-il. *Il fallait donner des mœurs à l'industrialisation, non parce que les poètes en réclamaient de nouvelles, mais parce que l'industrialisation l'exigeait. La vieille France paya d'un coup ses arriérés à la nouvelle* […] *et l'ardoise n'était pas mince. La France de la pierre et du seigle, de l'apéro et de l'institit, du oui-papa oui-patron oui-chéri recevait l'ordre de décamper pour que celle du software et du supermarché, du news et du planning, du know-how et du brainstorming puisse étaler ses bonnes affaires, enfin chez elle. »* Selon Debray, les révolutionnaires de Mai 68 ne sont autres que *« les hommes d'affaires du génie de la bourgeoisie qui en avait besoin »*, accomplissant *« le contraire de ce qu'ils croyaient réaliser »*.

Ainsi les héritiers ont-ils liquidé à leur propre bénéfice la *« bourgeoisie de papa »* et permis l'émergence de nouvelles valeurs *« libérales »*. En se ralliant à Macron, les Goupil et Cohn-Bendit n'ont en réalité pas vraiment changé. La France, si ! ●

De l'ultra-gauche au Système

À l'instar de Cohn-Bendit, nombre d'autres meneurs de Mai 68 ont depuis, et logiquement, intégré le "système" qu'ils prétendaient combattre. Exemples.

ALAIN GEISMAR
de Mao à la Mairie de Paris

Après des études secondaires au très chic lycée Janson-de-Sailly (Paris XVIe), Alain Geismar, ingénieur des Mines, est en 1968 maître assistant à l'université des Sciences de Paris et enseignant au laboratoire de l'École normale supérieure. Membre du Parti socialiste unifié (PSU), il est aussi secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SneSup). Devenu l'un des principaux meneurs de Mai 68, il fonde la Gauche prolétarienne

(maoïste). Nommé directeur général adjoint de l'Agence de l'informatique en 1984, il adhère au PS en 1986, devient par la suite inspecteur général de l'Éducation nationale puis fera partie de plusieurs cabinets ministériels. Avant de devenir conseiller de Paris auprès de Bertrand Delanoë.

JACQUES SAUVAGEOT
de l'Unef aux Beaux-Arts

Disparu en 2017, ce fils d'un employé des chemins de fer catholique de gauche est déjà licencié

en droit et prépare un troisième cycle d'histoire de l'art lorsque éclate Mai 68. Membre du PSU puis dirigeant de l'Union nationale des étudiants de France (Unef), Sauvageot deviendra par la suite directeur de l'école des Beaux-Arts de Rennes.

HENRI WEBER
de Krivine à Fabius

Né en 1944 en URSS dans une famille d'horlogers juifs polonais, Weber, décédé en 2020, adhère en 1966 à l'Union des étudiants communistes à la Sorbonne, puis à la Jeunesse communiste révolutionnaire d'Alain Krivine, avant de devenir rédacteur en chef du journal *Rouge* et de diriger le service d'ordre de la LCR. De 1969 à 1988, il enseigne la philosophie politique comme maître assistant et maître de conférences. Encarté au PS en 1986, il entre au cabinet de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, puis à ceux des ministres socialistes Martin Malvy et Louis Mermaz, devient maire adjoint de Saint-Denis, sénateur de la Seine-Maritime et député européen. En 2017, il soutient Emmanuel Macron.

TIENNOT GRUMBACH
de Lénine à l'Ordre des avocats

Né en 1939, Tiennot Grumbach a pour oncle Pierre Mendès France. Fondateur avec Robert Linhart du groupuscule maoïste Union des jeunesses communistes marxistes léninistes, il devient par la suite bâtonnier de l'ordre des avocats de Versailles et président du Syndicat des avocats de France. Il dirigera en outre l'Institut des sciences sociales du travail de Paris Sceaux.

É. L.

AFP ; MONIQUE NOU/GAMMA-RAPHO ; GÉRARD AIME/GAMMA-RAPHO ; SP/LE MAITRON

Chirac-Le Pen, l'histoire secrète

C'est l'un des affrontements les plus féroces de la Ve République. Cependant marqué par de brèves et méconnues périodes d'apaisement, voire de rapprochement secret…

Par Arnaud Folch

C'est un repas que cet ami de Jean-Marie Le Pen n'est pas près d'oublier. Nous sommes en 1995, quelques semaines après l'élection de Jacques Chirac à l'Élysée. Entouré de deux de ses proches, celui qui est alors le président du Front national revient, tout sourire, sur les mille et une anecdotes de sa vie politique. L'ambiance est joyeuse et conviviale. Le vin coule dans les verres. Les rires fusent.

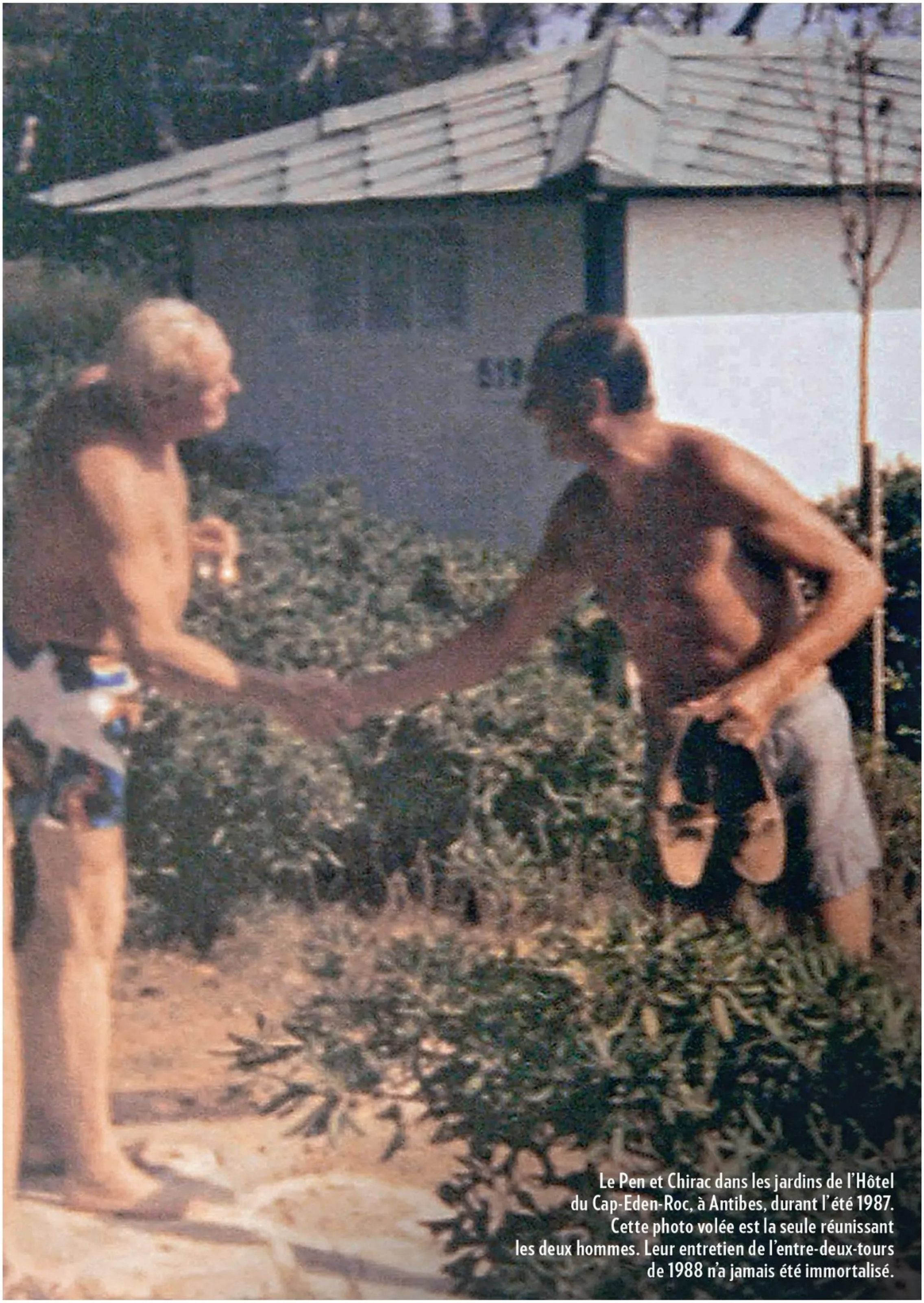
Soudain, la conversation "dérape" sur le nouveau chef de l'État. Le visage de Le Pen se durcit. « *Je suis sûr*, confie-t-il, *que Chirac a signé un "pacte" pour refuser toute alliance avec moi. Comment expliquer, sinon, qu'il ait pu jouer ainsi contre ses propres intérêts ?* » Assis à sa droite, l'un de ses hôtes le reprend: « *Jean-Marie, quand même! Il a gagné, il vient d'être élu… Tu ne peux pas dire que sa stratégie n'a pas été payante…* » C'est alors, se souvient-il, que Le Pen, rouge de colère, se tourne vers lui: « *Quoi? Je t'interdis de dire ça!* » « *On aurait dit un bouledogue*, se souvient-il. *Je l'avais rarement vu comme ça. Nous avons vite changé de sujet. La vérité, c'est que l'hostilité, je devrais dire la haine, entre les deux est irraisonnée…* »

La remarque vaut aussi pour Chirac. Nous sommes, cette fois, début 1989. Largement défait un an plus tôt à la présidentielle par Mitterrand, contesté jusque dans son propre parti, Chirac doit absolument rebondir aux municipales. Comptant parmi les hommes les plus influents de la Chiraquie grâce à sa fortune acquise dans les casinos, le député RPR des Hauts-de-Seine Georges Tranchant a obtenu l'accord de Le Pen pour l'aider à conquérir Asnières, ville bastion de la gauche. « *Jacques, je vais prendre la ville avec le FN* », annonce-t-il à Chirac. La réponse fuse, ulcérée: « *Non, il n'en est pas question!* » Tranchant insiste: « *Mais enfin, Jacques, sans cet accord, jamais nous ne pourrons gagner Asnières.* » Alors Chirac, coupant court à la discussion: « *Si tu fais ça, je te f… à la porte!* »

Selon l'entourage de l'ancien président de la République, c'est à Le Pen que l'on doit d'avoir déterré la hache de guerre. Lors des législatives suivant l'élection de Mitterrand en 1981, le FN, alors groupusculaire, décide, sur ordre de son fondateur, de présenter un candidat contre Chirac en Corrèze. Ses 307 bulletins ne parviendront pas à empêcher l'élection au premier tour de son "meilleur ennemi" — mais avec 400 suffrages d'avance seulement, presque une gifle. ➤

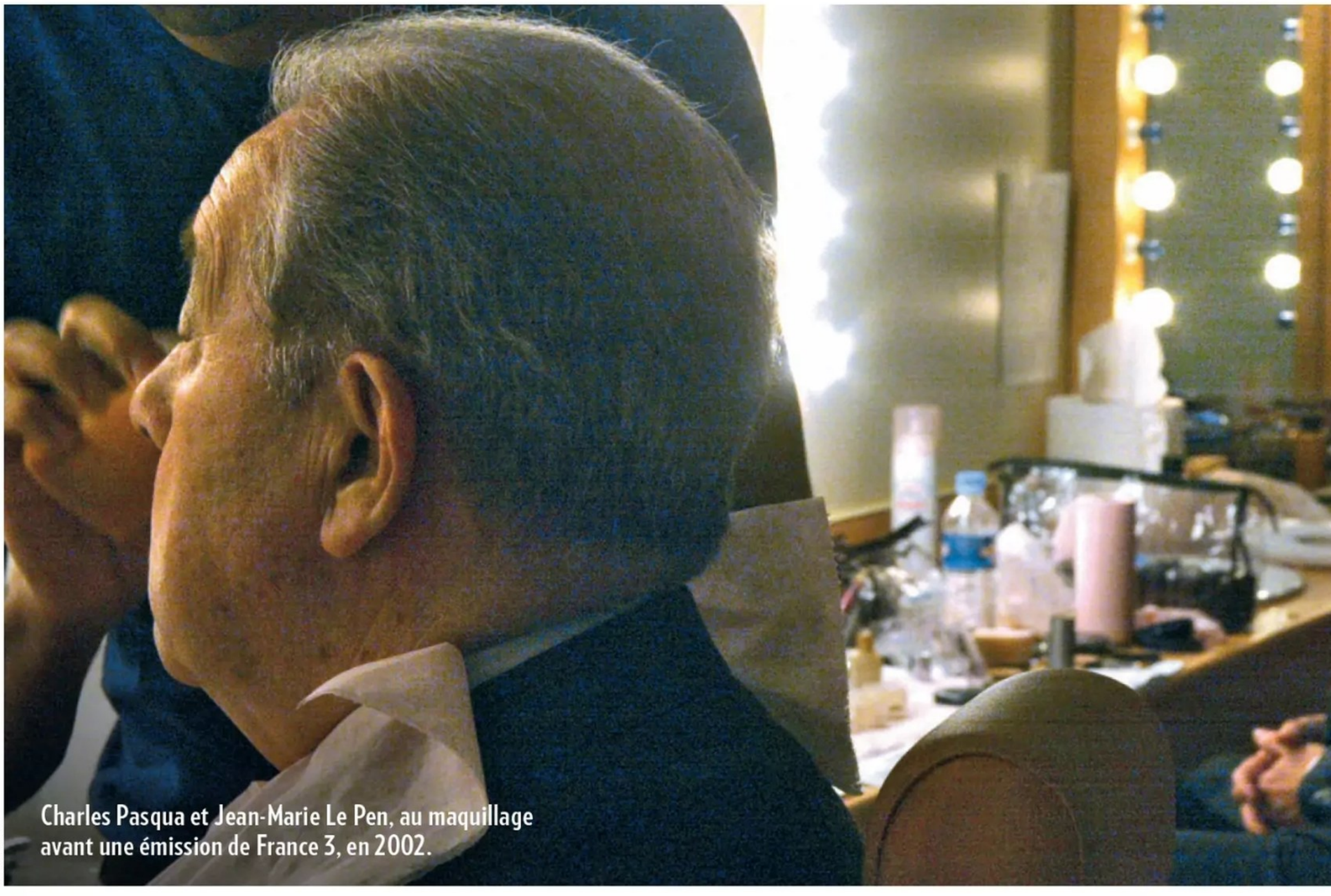
"Je ne serais pas opposé à ce que les prestations à caractère nataliste ne bénéficient qu'aux seuls Français."

Jacques Chirac, dans "Le Figaro magazine", en 1986.



Le Pen et Chirac dans les jardins de l'Hôtel du Cap-Eden-Roc, à Antibes, durant l'été 1987. Cette photo volée est la seule réunissant les deux hommes. Leur entretien de l'entre-deux-tours de 1988 n'a jamais été immortalisé.

AFP



Charles Pasqua et Jean-Marie Le Pen, au maquillage avant une émission de France 3, en 2002.

SAGET/AFP

Côté Le Pen, on assure l'inverse : c'est à Chirac que l'on doit la "trahison originelle". Celle-ci remonterait aux municipales de 1983 à Paris. Négocié au nom de Chirac par son adjoint à la Mairie de Paris Paul Violet, un "accord" en bonne et due forme, prévoyant la fusion au second tour de la liste Le Pen dans le XX^e^ arrondissement (11,2 %) avec celle de l'UDF Didier Bariani, n'aurait pas été respecté. *« Chirac a trahi cet engagement quand il s'est aperçu qu'il n'avait pas besoin de nous pour gagner »*, accuse encore aujourd'hui l'ex-patron du FN.

"Chirac secouait les jambes et fumait cigarette sur cigarette"

Circonstance aggravante trois ans plus tard, en 1986. Le président du RPR, Premier ministre de la première cohabitation, refusera la "main tendue" de son adversaire, lui proposant la signature d'un "pacte majoritaire". Puis imposera la fin de la proportionnelle *via* le retour du scrutin majoritaire, condamnant les députés FN (36 élus). *« Ave Caesar, morituri te salutant! »* ("Salut César, ceux qui vont mourir te saluent!"), lui lancera Le Pen, reprenant le serment des gladiateurs, à la tribune de l'Assemblée…

Longtemps restée secrète et révélée des années plus tard par… Éric Zemmour — qui la tenait de Le Pen —, l'entrevue des deux hommes durant l'entre-deux-tours de la présidentielle de 1988 n'apaisera pas leur affrontement. Bien au contraire. *« Chirac secouait les jambes et fumait cigarette sur cigarette frénétiquement. Il était là sans y être »*, racontera Le Pen, aujourd'hui encore convaincu que Chirac aurait pu l'emporter s'il avait accepté son soutien, comme il le lui proposait, en échange de la reprise d'un certain nombre de ses propositions…

Faute de ce "deal", le président du FN se contentera d'appeler ses partisans à *« éviter le pire »*. Chirac, lui, se limitera à un appel aux électeurs FN… sans même les citer : *« Je veux rassembler tous ceux qui veulent que la sécurité soit assurée, que la délinquance, la criminalité et le terrorisme soient combattus avec toute la fermeté nécessaire, que l'identité nationale soit préservée et l'immigration clandestine réprimée. »* Deux ans plus tôt, à l'approche des législatives, Chirac s'était déjà adressé, mais sans davantage les nommer, aux supporters de Le Pen : *« Je ne serais pas opposé à ce que les prestations à caractère nataliste ne bénéficient qu'aux seuls Français »*, ira-t-il jusqu'à déclarer au *Figaro Magazine*.

À partir de son élection à l'Élysée, en 1995, l'affrontement deviendra total. Irréversible. Avec deux points d'orgue : aux régionales de 1998, le "niet"

de Chirac à toute alliance avec le FN, quitte à "sacrifier" quatre régions ; à la présidentielle de 2002, son refus de débattre entre les deux tours avec Le Pen…

Tout, pourtant, aurait pu se dérouler autrement. La seule photo existante des deux hommes ensemble — une photo volée prise durant l'été 1987 à l'Hôtel du Cap-Eden-Roc, à Antibes, où ils séjournaient chacun de leur côté — les montre en caleçon de bain, avec le même physique d'athlète, en train de se serrer la main, large sourire aux lèvres. Beaucoup l'ont oublié, mais, en 1983, Chirac avait aussi bel et bien cautionné l'accord passé à Dreux (Eure-et-Loir), lors d'une élection municipale partielle, entre le candidat RPR, Jean Hieaux, et celui du FN, Jean-Pierre Stirbois, alors numéro deux du parti. Après avoir fusionné entre les deux tours la liste RPR-FN l'avait emporté haut la main contre la gauche. À la manœuvre, Charles Pasqua justifie alors cet accord sur France Inter : *« Dans un contexte donné*, explique-t-il, *il peut apparaître indispensable, nécessaire à nos instances locales, d'intégrer des représentants d'une liste qui vient de faire un certain nombre de suffrages, même si cette liste est dirigée par des éléments d'extrême droite. »*

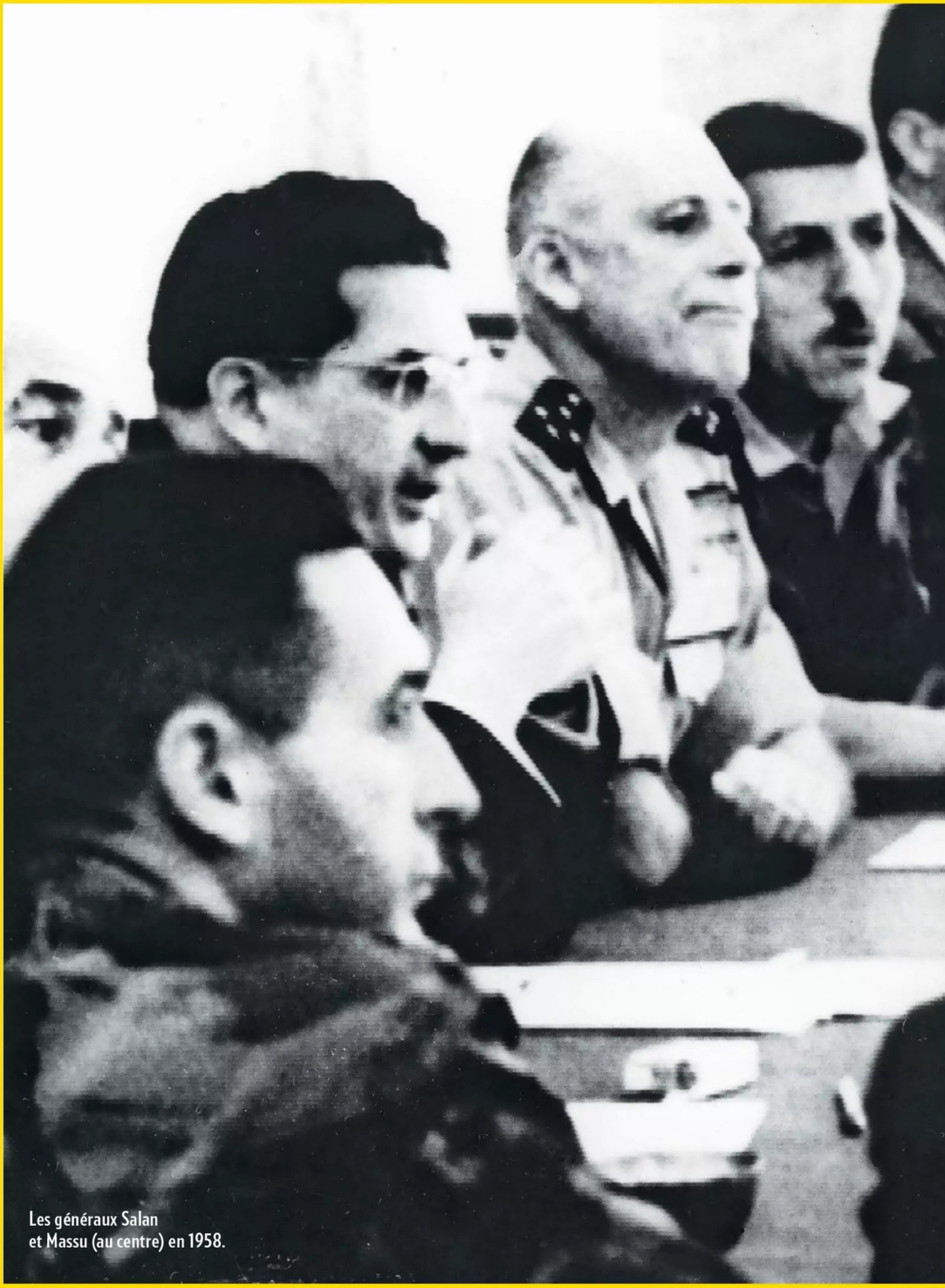
1983

C'est l'année où, selon Le Pen, Chirac n'aurait pas respecté son "accord" prévoyant de fusionner sa liste avec celle de l'UDF au second tour des municipales dans le XXe arrondissement de Paris. "Chirac a trahi cet engagement", assure l'ex-patron du FN.

Chirac : "Le Pen n'est pas un fasciste"

Interrogé à son tour, Chirac, quant à lui, *« ne voit pas »* ce qu'un tel accord a de *« gênant »*. Et d'ajouter : *« La présence de quatre ministres communistes au gouvernement est beaucoup plus dangereuse pour la France que celle de quatre pèlerins du Front national au conseil municipal de Dreux. »* De même acceptera-t-il que Pasqua noue des relations régulières avec le président du FN, qu'il rencontrera secrètement à plusieurs reprises, dont la première, début 1984, dans la propre maison de Le Pen, à Montretout. Jean-Claude Gaudin se souviendra aussi avoir été personnellement *« félicité »* par Chirac pour son très officiel "accord de gestion" signé avec le FN en région Paca après sa victoire de 1986, puis pour cet autre accord, de désistement cette fois, passé deux ans plus tard, aux législatives : en pleine "vague rose", celui-ci permettra aux candidats RPR et UDF de sauver 6 sièges dans le seul département des Bouches-du-Rhône ; bénéficiant du soutien de la droite et du centre, les 14 candidats FN présents au second tour face à la gauche dans la région recueilleront, quant à eux, entre 43 et 49,5 % des voix.

« Le Pen n'a pas les mêmes idées que moi, mais ce n'est pas un fasciste », déclarait encore Chirac au *Quotidien de Paris* peu avant la campagne présidentielle de 1988. Quelques années avant sa mort, Pasqua l'avait de même confié à l'un de ses proches : *« À ce moment-là, tout aurait été possible, mais la lourde défaite de Chirac l'a convaincu que plus il cédait à Le Pen, plus c'était Le Pen qui progressait. Il faut croire qu'il avait raison puisqu'il l'a emporté sept ans plus tard. » « Sur le plan tactique et pour lui-même, c'est vrai*, lui a répondu cet ami. *Mais combien de ses fidèles, et de leurs idées, a-t-il dû sacrifier pour y arriver ? »* Alors Pasqua, les yeux rieurs : *« Ah ça, c'est une autre histoire ! »* ●



Les généraux Salan
et Massu (au centre) en 1958.

La revanche des proscrits

Le passé résistant des chefs de l'OAS, Napoléon III empereur social, Charles Martel sauveur de chrétienté, la bravoure de nos soldats de 1940... La vérité sur les "maudits" de l'histoire officielle.

COLLECTION DUPONDT/AKG-IMAGES

Napoléon III, ce géant méprisé

Écrasé par l'ombre portée de son illustre aïeul, notre premier président de la République et dernier empereur souffre d'une légende noire. Et fausse. Cent cinquante ans après sa chute, sa personnalité et son bilan méritent d'être enfin reconnus.

Par Arnaud Folch

Néron repu, *« tyran »*, *« vautour »*, *« pourceau dans le cloaque »*, *« nain tout-puissant »*, *« bête fauve »*, *« perroquet »*, *« singe »*, *« maître des fronts plats et des cœurs abrutis »*, *« traître »*, *« chacal à sang froid »*, *« escroc »*, *« hibou monstrueux »*, *« assassin de la chose publique »*, *« ogre galonné »*, *« loup fait empereur »*... Extraits de son livre brûlot *Napoléon le Petit* (1852), ces propos de Victor Hugo ont marqué l'histoire et forgé les esprits. Que *« sa haine n'eut aucune limite au point d'en être grotesque »*, comme l'a écrit Philippe Séguin, l'un des rares avocats de l'empereur, n'y change rien. Depuis un siècle et demi, et la chute du second Empire (1870), cette *« haine »* a modelé de toutes pièces l'image d'un monarque terne et cruel, symbolisé jusqu'à la caricature par son allure de *« représentant en pompes funèbres »*: visage inexpressif, petite barbiche, petite taille (1,65 mètre) et longue redingote noire. *« Un air endormi et glacial*, le décriront les frères Goncourt dans leur *Journal. Il a du reptile dans l'approche et du caméléon dans le mouvement; l'œil petit, éteint, et la peau, tout autour, ridée et plissée comme des paupières de lézard. »*

Voilà exactement cent cinquante-trois ans que "Badinguet" traîne donc de façon imméritée son statut de *« pestiféré »*, comme l'a écrit l'historien Raphaël Lahlou dans *Napoléon III ou l'Obstination couronnée* (Bernard Giovanangeli éditeur). Le titre de sa préface résumant bien le jugement de l'Histoire: *« Les cruautés de la postérité »*.

Moins d'une dizaine de rues à travers la France portent aujourd'hui le nom de celui qui aura été à la fois notre premier président de la République (1848-1852) et notre dernier empereur (1852-1870), gouvernant vingt-deux ans au total — soit sept années de plus que son oncle et parrain Napoléon Ier, frère de son père, Louis Bonaparte. Une simple placette à Paris, proche de la gare du Nord, mais un quai à Annecy et un boulevard à Nice, deux villes qui lui doivent leur rattachement à la France... Toujours ➤

"La haine de Victor Hugo n'eut aucune limite au point d'en être grotesque."

Philippe Séguin

COLLECTION PARTICULIÈRE

Napoléon III,
photographié en 1859.

WIKIPÉDIA ; ARCHIVES CHARMET / BRIDGEMAN IMAGES

enterré en terre étrangère à Farnborough, en Angleterre, l'empereur subit un *« exil intérieur, en vérité pire encore que l'exil réel dans lequel sa dépouille est aujourd'hui maintenue »*, écrit Raphaël Dargent, dans *Napoléon III, l'empereur du peuple* (Bernard Grancher), préfacé par Philippe Séguin.

Or, *« mal aimé »*, Napoléon III l'est surtout d'être *« méconnu »*, assurent l'écrivain Raoul Mille et Christian Estrosi dans *Le Roman de Napoléon III* (Le Rocher). Lui est notamment objecté la comparaison avec le "vrai" Napoléon, auréolé de gloire pour l'éternité. Sous celui-ci, pourtant, la France s'est rétrécie, quand elle s'est agrandie sous le second. Et même lorsque l'Histoire relâche, un temps, l'emprise de son ressentiment pour lui accorder quelque crédit, c'est pour en offrir les lauriers à un autre. Au préfet Haussmann, et à lui seul, l'extraordinaire refonte de Paris. Le célèbre baron, pourtant, n'en a pas fait mystère dans ses *Mémoires* : le vrai maître d'œuvre, c'est Napoléon III ! *« L'Empereur était pressé de me montrer une carte de Paris sur laquelle on voyait tracées par lui-même — en bleu, en rouge, en jaune*

ZOLA : "NAPOLÉON III, UN HOMME SINCÈRE, HANTÉ DE RÊVES GÉNÉREUX"

Longtemps influencé par les écrits de Victor Hugo, l'écrivain finira, à la fin de sa vie, par devenir un "fan" de Napoléon III. Récit d'une "conversion".

« À 20 ans, écrit Émile Zola, *en plein Empire, je tenais le neveu du grand Napoléon pour le bandit, le ruffian, le "voleur de nuit" qui, selon l'expression célèbre, avait allumé sa lanterne au soleil d'Austerlitz. Dame, j'avais grandi au roulement des foudres de Victor Hugo:* Napoléon le Petit *était pour moi un livre d'histoire d'une vérité absolue* [...]. *Mais j'en suis revenu depuis. Car, au fait, le Napoléon III des* Châtiments, *c'est un croquemitaine sorti tout botté et tout éperonné de l'imagination de Victor Hugo. Rien n'est moins ressemblant que ce portrait, sorte de statue de bronze et de boue élevée par le poète pour servir de cible à ses traits acérés, disons le mot, à ses crachats. Non, l'empereur: un brave homme, hanté de rêves généreux, incapable d'une action méchante, très sincère dans l'inébranlable conviction qui le porte, à travers les événements de sa vie qui est celle d'un homme prédestiné, à la mission absolument déterminée, inéluctable, l'héritier du nom de Napoléon et de ses destinées. Toute sa force vient de là, de ce sentiment des devoirs qui lui incombent. »* **A. F.**

Ligne de chemin de fer de Paris Saint-Lazare sous le second Empire. Page de gauche, inauguration de l'Opéra Garnier, lancée par Napoléon III.

73 %

C'est la hausse de la croissance en France durant le règne de Napoléon III. Soit le double de celle de l'Angleterre. Dans tous les domaines économiques ou presque, celle-ci, ultradominante en 1848, sera dépassée par la France.

et en vert suivant leur degré d'urgence — les différentes voies nouvelles qu'il se proposait de faire exécuter », raconte-t-il au sujet de leur première "réunion de travail". Ajoutant qu'il en sera ainsi jusqu'à la fin du Second Empire…

Chemins de fer, industrie, grands magasins…

En matière sociale, jamais, au cours de l'Histoire, il n'aura été autant fait pour les "classes laborieuses" *(lire page 49)*. De même pour l'industrie qui va s'envoler : 73 % de croissance en vingt ans, le double de l'Angleterre ! "Libéral-interventionniste" c'est à lui, d'abord, que l'on doit ces "vingt glorieuses". D'inspiration saint-simonienne, et reposant sur l'innovation, sa politique économique a pour fondement un projet humaniste : le *« progrès qui améliore la vie des hommes »* — tout en veillant à *« éviter les dépenses inutiles »*… Le succès sera foudroyant : en moins de vingt ans, la France rattrape, et même dépasse, la Grande-Bretagne, ultradominante avant 1848 !

La production charbonnière triple, les profits boursiers s'envolent. Sans crise ni dépression. C'est le temps de la sidérurgie triomphante, qui prospère dans l'Est et le Nord sous l'impulsion des Schneider et des Wendel. Dans tous les domaines, ou presque, la Grande-Bretagne est devancée. En 1851, la France ne compte que 3 500 kilomètres de voies ferrées, contre plus de 10 000 au Royaume-Uni. En 1870, elle en alignera 20 000, quand les Britanniques en possèdent 5 000 de moins ! Cent dix millions de voyageurs et 45 millions de tonnes de marchandises circulent annuellement sur ces "chemins de fer de l'Empereur". Lesquels désenclavent les provinces françaises, tout en imposant Paris au centre de la toile d'araignée du réseau ferroviaire.

En plus de la Banque de France, qui investit comme une banque d'affaires, un décret de 1852 favorise l'établissement d'instituts de crédit foncier : Crédit foncier de France, Société générale (alors Société générale de crédit immobilier)… En profitent les créateurs d'entreprise, petits ou gros, dont le nombre explose. La loi du 23 mai 1863 crée les sociétés anonymes à responsabilité limitée (SARL). Celle du 24 juillet 1867 les sociétés anonymes (SA). Le kilométrage de voies carrossables augmente de 300 % ! Vingt-sept mille kilomètres de chemins vicinaux sont ouverts dans les campagnes. Des canaux sont creusés. Les ports sont agrandis, dont Marseille, qui prend son essor. Se créent de grandes compagnies de navigation (Messageries maritimes, Compagnie générale transatlantique). Pièce après pièce, l'une entraînant l'autre, le puzzle de la modernité se construit… *« Les améliorations ne s'improvisent pas,*

WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM

Livreurs du Bon Marché. La plupart des grands magasins ont été créés sous Napoléon III.

elles naissent de celles qui les précèdent », explique l'empereur.

Tout va plus vite. Partout. Les grands magasins poussent comme des champignons: Le Bon Marché, le BHV (Bazar de l'Hôtel de Ville), Au Printemps, la Samaritaine… Napoléon III invente les périodes de soldes. Le télégraphe, qui transmettait moins de 50 000 dépêches en 1852, en diffuse près de 3 millions quatorze ans plus tard. La France est un gigantesque chantier. Mais il y fait bon vivre: le parc Monceau est inauguré, les théâtres font le plein, on va faire ses courses aux Halles; Biarritz et Vichy, totalement redessinés par Napoléon III, attirent les élégantes…

Jusqu'alors protectionniste forcenée, la France s'ouvre au libre-échange. Le 15 janvier 1860, un traité commercial est conclu avec la Grande-Bretagne, qui abolit les droits de douane sur les matières premières et sur la plupart des produits alimentaires importés d'outre-Manche. Des accords commerciaux sont signés avec des pays comme l'Italie, la Belgique et l'Autriche, stimulant encore la production et la modernisation des entreprises. Deux Expositions universelles (1855 et 1867) permettront de célébrer, dans la capitale, la formidable prospérité française.

Napoléon III, icône méconnue, comme antidote à la crise et aux dérives contemporaines? Une certitude pour son biographe, Raphaël Dargent: « *Dans une époque comme la nôtre, dans un pays comme le nôtre, qui ne sait plus bien qui il est ni où il va, il est important*, écrit-il, *de remettre cette haute figure française sur son piédestal.* » ●

QUAND L'EMPEREUR PAYAIT LES HÔPITAUX DE SA POCHE…

Si souvent dépeint en personnage cupide, Napoléon III fut en réalité l'un de nos chefs d'État les plus désintéressés. En surtout le plus généreux. Cas unique dans l'Histoire, Napoléon III renoncera à la quasi-totalité de ses revenus afin de financer hôpitaux, écoles et secours aux nécessiteux. Pratique inimaginable aujourd'hui, l'empereur payait donc de sa poche une partie des dépenses de l'État: sur les 94,5 millions de francs de revenus perçus au cours de ses dix-huit ans de règne, 87 seront redistribués en allocations et subventions, ou consacrés à des dépenses d'intérêt public! Durant la même période, les dépenses de la famille impériale, caricaturée pour ses bals en réalité bien modestes, n'ont été que de 300 000 francs par an.

En 1866, l'impératrice Eugénie achète pour 200 000 francs le château de Longchêne, près de Lyon, pour en faire un asile pour nécessiteux. En 1869, c'est Napoléon III qui règle 90 000 francs sur ses deniers personnels pour acquérir la propriété de La Motte-Sanguin, près d'Orléans, aussitôt transformée en centre pour *« ouvriers convalescents du Loiret »*. Prélevant sur sa *« cassette particulière »*, il financera encore, entre autres, plusieurs "cités ouvrières", ainsi que des lavoirs et bains publics dans les quartiers populaires *(lire page de droite)*. Jusqu'aux travaux sur le moteur thermique à quatre temps du scientifique Alphonse Beau de Rochas — notre actuel moteur à combustion interne —, que ce monarque épris de modernité finança entièrement! A. F.

BRIDGEMAN IMAGES

Ouvriers et employés d'une imprimerie sous le Second Empire.

L'inventeur des HLM et des caisses de retraite

Entre 1848 et 1869, le salaire des ouvriers a progressé encore plus vite que l'industrie : + 75 % ! Jamais dans notre histoire le niveau de vie des salariés modestes n'a autant augmenté. Le bilan méconnu d'un empereur "hanté par la question sociale".

Qui le sait ? C'est à Napoléon III, auteur dans sa jeunesse de *L'Extinction du paupérisme* (1844), que l'on doit les *« prêts sur l'honneur »* aux familles nécessiteuses et la création de l'assistance judiciaire gratuite. *Idem* pour les Bourses du travail, caisses d'épargne, de retraite et de secours mutuels, à destination de *« tous les travailleurs des villes et des campagnes victimes d'accidents suivis d'infirmité »*. Lui encore qui fit voter, le 2 août 1868, la loi établissant *« l'égalité de valeur des témoignages entre employés et employeurs »*. Lui qui imposa le contrat d'apprentissage, en diminuant les heures de présence obligatoire. Lui qui inventa les soupes populaires et même les… HLM, alors appelés "cités ouvrières", dont la construction fut en partie financée par la confiscation des biens des Orléans (1852). Des exonérations d'impôts seront également accordées aux propriétaires faisant bâtir des logements ouvriers.

Pour l'immense majorité des foyers qui ne disposait pas de l'eau courante, l'empereur va lancer un programme sans précédent de lavoirs et de bains publics gratuits, financés, pour nombre d'entre eux, sur sa cassette personnelle *(lire encadré page de gauche)*. Alors que la médecine gratuite n'existait que dans deux départements lors de son arrivée au pouvoir, celle-ci sera étendue à la quasi-totalité du pays au moment de son départ.

Bourses d'État, bibliothèques scolaires…

Avec son ministre de l'Instruction publique, Victor Duruy, Napoléon III va s'atteler à une autre tâche aussi immense : *« Dans le pays du suffrage universel, chaque citoyen doit savoir lire et écrire »*, dit-il. Toute commune de plus de 500 habitants est tenue d'avoir une école publique pour les filles (loi de 1867). Des bibliothèques scolaires voient le jour sur tout le territoire : 1,3 million de livres, payés pour partie sur la cagnotte impériale, sont mis à disposition. Les bourses d'État sont créées. Spectaculaires, les résultats se mesurent notamment par le taux d'alphabétisation des appelés au service militaire : entre 1852 et 1856, la moyenne des recrues sachant lire était de 66 % ; en 1865, de 74 %. Avant d'atteindre 80 % en 1869 ! **A. F.**

"La Bataille de Poitiers", par Charles de Steuben (galerie des Batailles, château de Versailles).

Charles Martel, le premier résistant

732 : les Arabes sont vaincus près de Poitiers par les guerriers francs de Charles, bientôt surnommé "Martel" ("marteau") pour sa vaillance. Oublié de l'Histoire pour complaire aux "minorités", il a sauvé la France chrétienne.

Par Claire Dozoir et Mickaël Fonton

Cachez ce vainqueur que l'on ne saurait voir… Charles Martel est l'homme d'une date, l'homme d'une bataille — lui qui, par ailleurs, en a livré un grand nombre, contre les Frisons, les Saxons, les Alamans, les Bavarois… Mais en 732, près de Poitiers, il arrête la marche vers Tours et Paris des guerriers maures d'Abd al-Rahman. Cette victoire frappe les esprits de l'époque et, même si elle n'est pas entièrement décisive, n'en eut pas moins une conséquence très concrète : le sud de la France n'a pas été durablement conquis par les musulmans comme le furent l'Espagne ou la Sicile.

BRIDGEMAN IMAGES

Grâce à cette victoire, le royaume encore en herbe que les descendants carolingiens de Charles Martel allaient unifier, sera intégralement chrétien, de foi et de culture. C'est dans le cadre de ce débat — celui de l'apport de la culture islamique à l'Europe — que Charles Martel fut déclaré "indésirable", et c'est pour ne pas risquer de choquer les élèves d'origine arabo-musulmane que *« Poitiers, 732 »* a été chassé des programmes.

"Sans la vaillance de Charles Martel, nous porterions aujourd'hui le turban."

François-René de Chateaubriand, en 1826.

C'est un siècle auparavant, en 632, qu'a commencé l'expansion de l'islam, avec la mort du prophète Mahomet. Des textes rassemblés après sa disparition vont constituer le Coran, dont la sourate 9, verset 29 incite à propager la nouvelle religion : *« Combattez ceux qui ne croient pas en Dieu ni au Jour dernier et ne s'interdisent pas ce que Dieu et Son Envoyé ont prohibé. Combattez également ceux qui, parmi les gens du Livre, ne professent pas la religion de la vérité, à moins qu'ils ne versent la capitation directement et en toute humilité. »*

L'esclavage pour les enfants, la mort pour les adultes

Deux des bases essentielles de l'islam sont déjà posées. D'une part, le *djihad*, ou guerre sainte : les musulmans doivent conquérir des territoires afin de convertir les populations à l'islam. À ceux qui refuseront on réservera l'esclavage pour les enfants, ou la mort s'il s'agit d'adultes. D'autre part, les musulmans se donnent pour objectif de fonder un empire où seront soumises les populations. Si elles sont chrétiennes ou juives, elles pourront continuer à pratiquer leur religion en échange d'une taxe, la *jizya*, qui fera d'eux des *dhimmis*, sujets de seconde zone. À la tête de cet ensemble, l'émir percevra le quint, soit 20 % du tribut issu des taxes, du pillage et de la vente des esclaves au Proche et au Moyen-Orient.

Le système est si bien rodé que, dès l'origine, les Bédouins du désert se transforment en une puissante armée. Eux qui n'ont pas bâti de système agricole et vivent principalement du nomadisme sont d'excellents cavaliers ; ils vont donc se muer en guerriers attirés par l'argent. Ibn Khaldoun, célèbre historien du XIVe siècle, écrit : *« Par leurs dispositions naturelles, ils sont toujours prêts à enlever de force le bien d'autrui, à chercher les richesses les armes à la main et à piller sans mesure ni retenue. »*

LA REVANCHE DES PROSCRITS

Dès 661, les Maures quittent l'Arabie désertique pour s'emparer de la Syrie. Les Arabes y trouvent des structures étatiques et fiscales bien établies. C'est à Damas que s'installe le premier calife omeyade, Muawiya. Soucieux de contrôler de plus en plus de riches régions, il envoie ses armées en Tunisie, où son gouverneur fait ériger la ville de Kairouan. Son premier geste, symbolique, est de fonder une mosquée.

La tactique militaire d'Alexandre le Grand

La langue arabe signe le succès définitif de la conquête, accompagnant la domination qui progresse: l'océan Atlantique est atteint une première fois en 683, Carthage tombe en 697. Puis c'est au tour de la Berbérie, le pays des Berbères, d'être prise. Un tournant décisif. Les Berbères prononcent la *chahada*: ils se convertissent en masse à l'islam, venant à leur tour grossir les rangs des armées musulmanes.

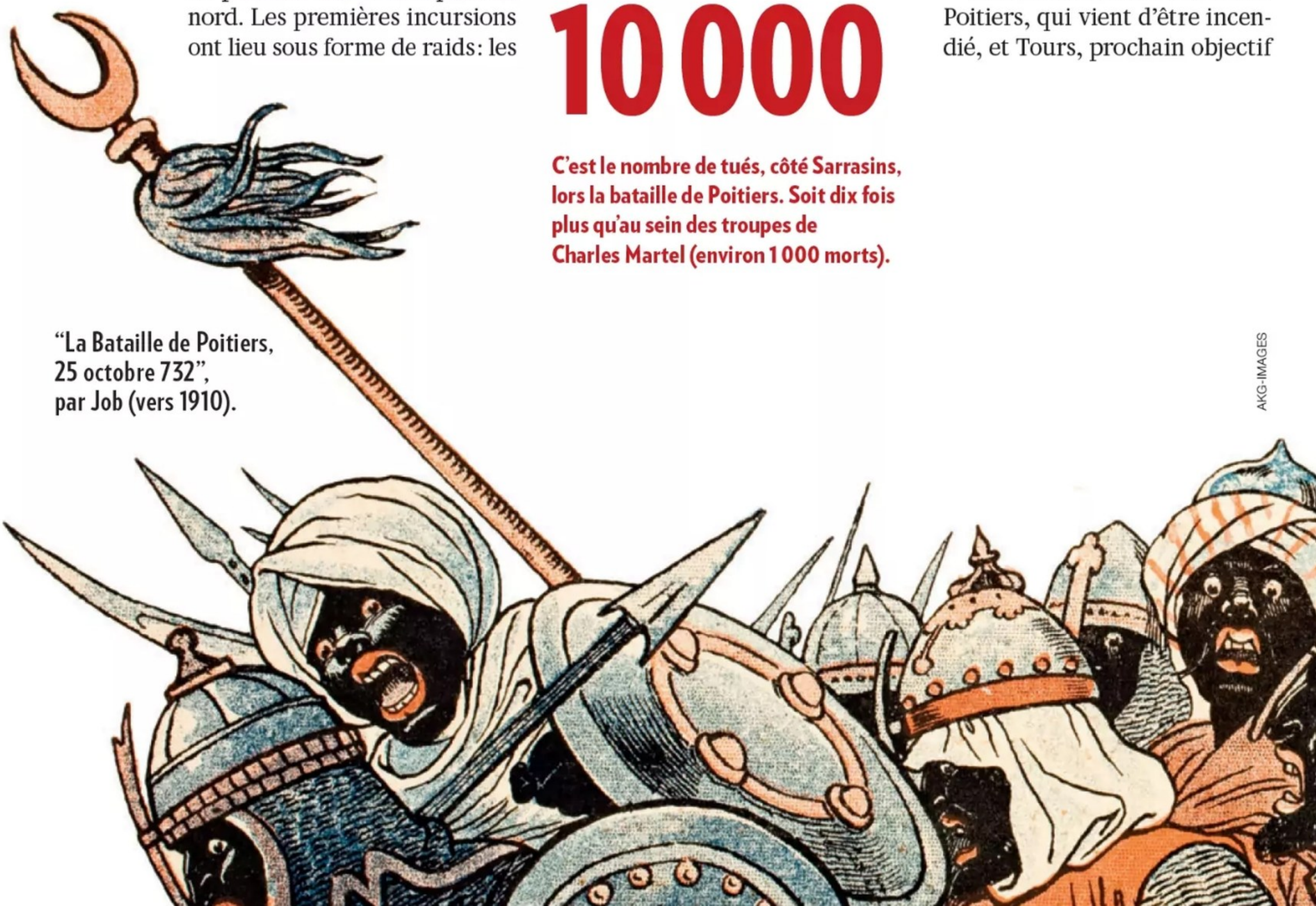
Le détroit de Gibraltar est franchi en 711. La voie est désormais ouverte vers l'Europe, où les rois chrétiens sont affaiblis par des querelles intestines. À Cordoue, Abd al-Rahman fonde un nouvel émirat en tant que gouverneur de l'Andalousie. Puis décide de pousser l'aventure plus au nord. Les premières incursions ont lieu sous forme de raids: les Francs sont assaillis par les Sarrasins au sud avant d'avoir affaire aux Vikings au nord. Les musulmans ont installé une nouvelle capitale à Narbonne et ont entrepris le siège de Toulouse. En 724, ils prennent Carcassonne et saccagent Bordeaux, la Burdigala des Romains.

Face au danger, Charles — qui ne sera surnommé "Martel" ("marteau", symbole de force) qu'à l'issue de la bataille décisive — parvient à rassembler autour de lui des princes antagonistes: le duc Eudes d'Aquitaine, des princes burgondes, plusieurs rois francs du nord de la Gaule et de la Forêt-Noire, au-delà du Rhin. Tous se sont convertis au christianisme depuis deux ou trois siècles. Une première défaite d'Eudes, battu sur la Garonne, décide Charles à engager ses troupes. À la tête de son armée, celui-ci marche vers le sud pour rencontrer l'ennemi sur un terrain qu'il aura lui-même choisi. Il a étudié les tactiques militaires d'Alexandre le Grand. De son côté, Abd al-Rahman est confiant. Trop. Les guerriers francs ne lui font pas peur. *« Impétueux et braves quand ils attaquent, ils sont faibles dans la défense et timides après la défaite »*, les avait décrits Mouça, ancien gouverneur de l'Andalousie. Lourde erreur.

La bataille décisive a lieu entre Poitiers, qui vient d'être incendié, et Tours, prochain objectif

10 000

C'est le nombre de tués, côté Sarrasins, lors la bataille de Poitiers. Soit dix fois plus qu'au sein des troupes de Charles Martel (environ 1 000 morts).



"La Bataille de Poitiers, 25 octobre 732", par Job (vers 1910).

AKG-IMAGES

de l'émir. Charles a décidé de privilégier des guerriers cuirassés combattant à pied plutôt que des cavaliers, contrairement à l'émir qui ne conçoit la guerre qu'à cheval. Les hommes du premier sont positionnés sur les hauteurs et dans les fourrés, où les cavaliers du second ne progressent qu'avec difficulté.

Face aux Sarrasins, "un mur immobile et glacé"

À l'issue d'escarmouches qui durent plusieurs jours, l'émir engage un formidable assaut frontal. Les Francs sont rangés en bataille, couverts par leurs boucliers, constitués en carrés puissants hérissés de piques. « *Les gens du Nord*, résume un historien espagnol contemporain, *sont comme un mur immobile et glacé.* » La cavalerie arabe se rue sur ces carrés, mais en vain. En plus de la bravoure de leurs adversaires, les cavaliers musulmans ont pâti de l'absence d'étriers, ayant permis aux fantassins francs de les désarçonner.

Abd al-Rahman est tué. Ses troupes refluent à la faveur de la nuit. Pendant ce temps, une partie des troupes franques contourne l'armée arabe et met la main sur le fruit des pillages entreposé dans un campement. Les trésors volés à Bordeaux sont récupérés. Les pertes seront de 1000 tués pour les chrétiens ; de 10 000 pour les Sarrasins.

Grâce à cette victoire, les Maures battent en retraite et refluent progressivement de l'autre côté des Pyrénées. « *Sans la vaillance de Charles Martel, nous porterions aujourd'hui le turban* », écrira Chateaubriand. Si quelques communautés islamisées continueront à vivre dans le massif des Maures et près de Nîmes (où l'on a découvert, en 2016, des tombes musulmanes du VIII[e] siècle), l'ambition politique d'une nouvelle possession musulmane a disparu. Il s'agit pour Damas de tenter de maintenir la conquête sur un immense territoire s'étendant de l'Asie centrale à l'Espagne. En Europe, le pouvoir politique s'organisera bientôt sous le commandement du petit-fils de Charles Martel, surnommé Charlemagne — Charles le Grand. ●

QUAND HITLER REGRETTAIT LA VICTOIRE DE POITIERS

Selon Martin Bormann, son homme de confiance, Hitler… regrettait la défaite des Sarrasins en 732. ***« Si à Poitiers Charles Martel avait été battu, la face du monde eût changé,*** **affirmait-il.** ***Puisque le monde était déjà voué à l'influence judaïque — et son produit, le christianisme, est une chose si fade! —, il eût beaucoup mieux valu que le mahométisme triomphât. Cette religion récompense l'héroïsme, elle promet aux guerriers les joies du septième ciel… Animés par un tel esprit, les Germains eussent conquis le monde. C'est le christianisme qui les en a empêchés. »***

Statue de Colbert devant l'Assemblée nationale, vandalisée le 23 juin 2020.

CHRISTOPHE PETIT TESSON/EPA/MAXPPP ; WIKIPÉDIA

Colbert, la vérité sur le "Code noir"

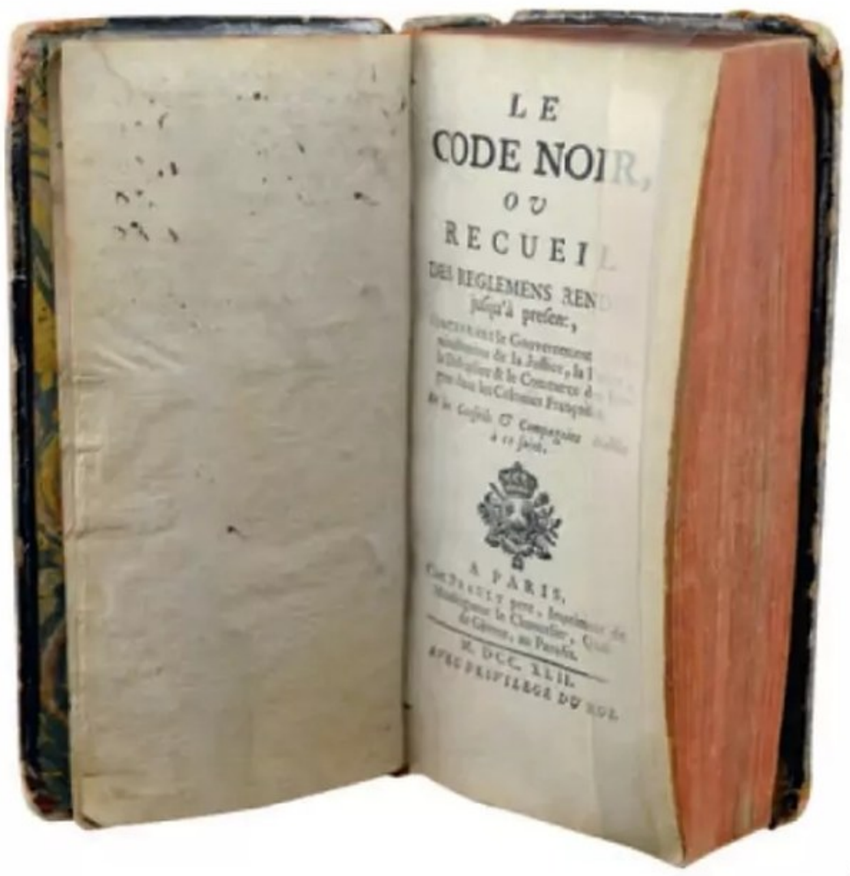
Dans le viseur des "wokistes", appelant à déboulonner ses statues, le célèbre contrôleur général de Louis XIV, rédacteur du "Code noir", ne mérite en rien cet opprobre.

Par Maurice Lemoine

À bas Colbert ! Celui dont on enseigna longtemps, dans les écoles, l'exceptionnelle œuvre économique, est l'objet, depuis quelques années, d'une véritable "chasse aux sorcières" historique. Motif : son *Code noir*, accusé de promouvoir l'esclavage. Pas si simple, en vérité.

Retour aux sources. C'est dès 1669 que Jean-Baptiste Colbert (1619-1683) se penche sur cette question de l'esclavage, pratique interdite en métropole mais admise tacitement dans les colonies sucrières. Achevé en 1683, l'année de sa mort, son projet d'ordonnance initial de 14 pages, qui sera enrichi par la suite, s'appuie sur la jurisprudence insulaire compilée par les autorités antillaises.

Disons-le clairement : rien, moralement, ne justifie un tel texte. Une fois posée cette évidence, on est en droit de s'exonérer d'une lecture strictement compassionnelle pour saisir un système, la traite, à laquelle les sociétés se sont un temps résignées, y compris les États africains qui en font commerce.



Peu s'indignent alors de la condition des esclaves, mais peu également sont convaincus de leur infériorité. Colbert se garde de toute considération morale. Seuls priment, pour lui, l'efficacité du droit et l'intérêt commercial des planteurs et des compagnies. À l'instar du Code Louis de 1667 ou du Code Savary de 1673, c'est en juriste qu'il entend conduire l'État vers une monarchie administrative soumise à une seule loi.

Dans son texte, Colbert instille la *« maxime de l'ordre »*, c'est-à-dire de la règle commune, sous le contrôle de l'État, là où régnait le droit particulier. Objectif : unifier coutumes et usages. Ce que feront les 60 articles de l'*Édit du roi sur la police de l'Amérique française*, dit aussi *Ordonnance sur les esclaves des îles d'Amérique*, qui encadrent et régissent les relations entre les esclaves et leurs maîtres.

Lui est principalement reproché, aujourd'hui, la désignation de l'esclave comme *« meuble »*. Il ne s'agit pourtant pas d'une chosification de l'humain. Ce terme, issu du droit romain, précise certes que l'esclave peut être l'objet d'une transaction. Mais ce fait, dans l'esprit des juristes de l'époque, n'obère en rien son humanité. Le *Code noir* pose du reste des limites à l'autorité des maîtres dans nos colonies en supprimant la torture — un siècle avant la métropole — et en interdisant les mariages forcés. Dans les faits, nombre de propriétaires ne s'y soumettront pas, et la justice royale peinera à s'imposer. Mais ce sont les colons, alors, qui outrepassent les bornes du droit. Pas Colbert. Celui-ci n'a pas inventé la traite, encore moins la cruauté humaine.

Des contraintes inférieures à celles des autres puissances coloniales

Si tel était cas, l'article 2 ne rappellerait pas la nécessité de *« baptiser les esclaves pour les instruire des choses de la religion »*. On ne baptise pas un mobilier… Toute une série de préconisations — alimentation, soins, repos hebdomadaire, etc. — vise de même à garantir des "droits" aux esclaves. La dimension juridique et patrimoniale de l'esclave rend également possible mariages mixtes et affranchissement. Il y en aura, conquis devant les tribunaux. On est loin, très loin, de l'égalité depuis affirmée. Il n'empêche : les contraintes imposées par Colbert aux esclavagistes sont très supérieures à celles des autres puissances coloniales.

Celui-ci n'avait donc aucune intention "raciste" au sens où le siècle des Lumières l'entendra avec notamment l'apparition des *« libres de couleur »*, ces affranchis rendus inférieurs par leur couleur de peau. Ce n'est d'ailleurs qu'en 1718, soit trente-cinq ans après sa mort, que son texte prendra le nom de *Code noir*. On trouve certes sous la plume de Colbert les mentions *« noir »* ou *« nègre »*, mais c'est le terme *« esclave »* qui domine.

L'ancien contrôleur général de Louis XIV mérite mieux que le procès qui lui est intenté trois siècles après les faits. Car ce que la postérité mérite, d'abord, que l'on retienne de lui, c'est celle de *L'Ordre rétabli dans les finances*, titre d'un des plus célèbres tableaux, lui rendant hommage, de la galerie des Glaces de Versailles. Celui que Michelet a surnommé le *« bœuf de labour de Louis XIV »* est en effet celui qui, par sa science de l'économie et son labeur inlassable (seize à dix-huit heures par jour !), a fourni au Roi-Soleil les moyens de sa politique et de sa gloire. Avant tout le reste. ●

François Athanase Charette de la Contrie peint par Jean-Baptiste Paulin Guérin (1819, musée d'Art et d'Histoire de Cholet).

Charette, l'héroïque

D'une incroyable audace, le chef des Vendéens l'aura été jusqu'au sacrifice suprême. Retour sur un parcours exceptionnel, en forme d'ode à la bravoure.

Par Éric Letty

Charette me laisse l'impression d'un grand caractère, je lui vois faire des choses d'une énergie, d'une audace peu commune, il laisse percer du génie », a confié à son sujet Napoléon, à Sainte-Hélène. Fils de Michel-Louis Charette, ancien officier au régiment de Brissac-Infanterie, et de Marie Anne de La Garde de Monjeu, de noble famille ardéchoise, François Athanase Charette de la Contrie naît le 2 mai 1763 à Couffé, dans le Pays nantais. Après avoir intégré à 16 ans les gardes de la Marine, destinés à former les officiers du Grand Corps, et reçu le baptême du feu sur les vaisseaux du roi pendant la guerre d'indépendance américaine, il demande sa mise à la retraite à l'été 1789, les ports français étant gagnés par la contagion révolutionnaire. En mai 1790, il épouse Marie-Angélique Josnet de la Doussetière, de quatorze ans son aînée, et s'installe au manoir de Fonteclose, propriété de sa femme, dans le nouveau département de Loire-Inférieure.

« *Un port distingué sans orgueil, une démarche leste, la tête haute, un air doux et riant annonçaient la noblesse de son caractère et son goût dominant pour le plaisir* », le décrit à cette époque son premier biographe, Urbain Le Bouvier-Desmortiers. Parmi ses traits de jeunesse dépeints par l'auteur, nombreux sont ceux qui caractériseront jusqu'au bout le futur général : l'amour des femmes, le désir de plaire et le goût de sa toilette, tout en soulignant qu'« *au fort de ces dissipations de jeunesse* », il reste « *religieux de bonne foi* ».

Royaliste convaincu, Charette se trouve parmi les défenseurs du château des Tuileries le 10 août 1792, où il échappe au massacre en brandissant la jambe coupée d'un garde suisse. Toutefois, lorsque les paysans insurgés du Marais breton viennent le chercher le 14 mars 1793 dans son manoir de Fonteclose (Vendée), entre Challans et Machecoul, pour le convaincre de se porter à leur tête, Charette refuse de se laisser entraîner dans cette aventure qu'il juge perdue d'avance. Et se cache sous un lit. Découvert, tiré de sa cachette, il résiste jusqu'à ce que quelqu'un s'écrie : « *C'est honteux, pour un ancien officier du roi!* » Piqué au vif, Charette accepte alors de commander ces paysans et jure de ne revenir que « *mort ou victorieux* ». On ne badine pas avec l'honneur !

"Ma place : le plus près possible de l'ennemi !"

Chef de l'armée du Bas-Poitou, il participe en août 1793, pour la première fois, à un conseil de l'Armée catholique et royale. Lorsque Louis-Marie de Lescure, commandant l'armée du Poitou, lui demande quelle place il souhaite occuper, il répond : « *Le plus près possible de l'ennemi!* » ; comme certains généraux sourient, il les défie : « *Avec mes 6000 hommes, je prendrai bien Luçon tout seul!* »

Bien que soldée par une défaite, la bataille offre à Charette l'occasion de montrer sa bravoure : chargé par trois hussards républicains, il en tue deux et met le troisième en fuite sous les vivats de son armée, dont ses célèbres femmes soldats, surnommées "les Amazones", parmi lesquelles plusieurs, dit-on, étaient aussi ses maîtresses. Encore héroïque lors de la retraite, il emporte en croupe un blessé couvert de sang qu'il parvient à sauver : « *Il ne sera pas dit que j'ai abandonné l'un de mes soldats!* », lance-t-il. À la bataille de Torfou, son chapeau à plumet blanc piqué en haut du sabre, il s'élance contre les redoutables Mayençais de Kléber en criant : « *Mes amis, je vais vaincre ou mourir! Qui m'aime me suive!* »

1105

C'est le nombre de jours (14 mars 1793-23 mars 1796) durant lesquels Charette a été à la tête des armées blanches de Vendée, de son intronisation à son arrestation. Suivie, six jours plus tard, de son exécution.

WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM - WWW.BRIDGEMAN IMAGES.

LA REVANCHE DES PROSCRITS

DR ; UTCON COLLECTION / ALAMY STOCK PHOTO

Arrestation de Charette dans le bois de la Chabotterie (gravure du XIXe siècle). Page de droite, "Exécution du général Charette à Nantes, mars 1796", par Julien Le Blant (1883).

Mais si son courage n'est pas contesté, sa susceptibilité, jointe à un fort sentiment d'indépendance, le conduit à commettre une erreur aux graves conséquences. Après la victoire de Saint-Fulgent, où Lescure et lui ont écrasé les Bleus du général Mieszkowski, Charette est accusé d'avoir laissé s'échapper Kléber. Furieux, il quitte la Grande Armée, regagne son quartier général de Legé et conquiert Noirmoutier le 12 octobre. Mais son armée manque à la bataille décisive de Cholet, le 17 octobre, où sa présence aurait pu éviter la défaite des Vendéens.

Resté en Vendée, Charette se retrouve presque seul face aux républicains. Son audace, son incroyable endurance et son insaisissabilité sont des atouts précieux dans la guérilla qu'il mène contre les colonnes infernales de Turreau, à l'œuvre à partir de janvier 1794. « *Il est aujourd'hui à la tête de 10000 hommes et, le lendemain, il erre avec une vingtaine de soldats*, décrit le général Haxo. *Vous le croyez en face de vous et il est derrière vos colonnes; il menace tel poste, dont il est bientôt à dix lieues. Habile à éluder le combat, il ne cherche qu'à vous surprendre pour égorger vos patrouilles, vos éclaireurs, et enlever vos convois…* »

"Monsieur, vous m'avez apporté mon arrêt de mort…"

Traqués, les Vendéens se réfugient dans les forêts. Campent au cœur du Marais breton, dans des conditions d'existence misérables. Mais dès que l'occasion s'en présente, le chef royaliste venge ses morts. Avec 3 000 paysans à bout de forces, il défait la

DANSE AVEC LA MORT…

La gaieté inentamable de Charette fait un pied de nez à la mort. Michel de Saint-Pierre a intitulé l'un des chapitres de la biographie qu'il lui a consacrée *La danse devant les Bleus*. En effet, on danse souvent chez Charette, même dans les situations les plus périlleuses. Une nuit de novembre 1793, alors que son armée est cernée par les Bleus du général Haxo dans les marais de la petite île de Bouin, le chef royaliste ouvre le bal, au son des violes et des cornemuses, au bras de Mme de Couëtus. Haxo s'énerve: « *Puisqu'ils aiment danser, je les ferai danser demain au son du canon!* » Le lendemain, les républicains remportent la bataille mais ne trouvent aucun combattant. Un guide a conduit les soldats blancs à travers les marais jusqu'à une issue qui n'était pas gardée. À peine sortis du piège, les royalistes attaquent un convoi ennemi. Haxo le constate, effaré: « *Voilà un homme qui a dansé toute la nuit, qui a soutenu notre assaut dans la matinée, parcouru ensuite trois lieues dans la vase, et qui trouve la force de livrer deux combats,* […] *réussissant même à nous enlever un convoi des plus importants.* » É. L.

colonne du général Lachenay, composée de 5000 hommes. Met en déroute avec un millier de royaux déchaînés les 4000 soldats d'Haxo, qui sera tué quelques jours plus tard. Contemplant son cadavre, Charette, attristé, déclare: *« Quel dommage d'avoir tué un si brave homme! »*

Pour les Vendéens, la guerre se poursuit, et l'espérance s'accroît avec l'arrivée d'une lettre du comte d'Artois, le frère de Louis XVI, annonçant vouloir se mettre à leur tête. Mais les paysans aspirent au repos, à rentrer chez eux. Turreau a été destitué au mois de mai 1794 et, à Paris, le 9 Thermidor (27 juillet 1794) met fin à la dictature de Robespierre. En décembre, les républicains proposent d'engager des négociations de paix qui débouchent, le 17 février 1795, sur la signature du très controversé traité de La Jaunaye mettant provisoirement fin aux hostilités. Charette fait une entrée solennelle à Nantes, où il est acclamé.

Mais en juin arrive la nouvelle de la mort du petit prisonnier du Temple, Louis XVII *(lire page 110)*. L'apprenant, le chevalier pleure et reprend la lutte. Le débarquement du comte d'Artois en Vendée est à nouveau attendu. Le 12 octobre, Charette et 15000 soldats vendéens enthousiastes le guettent à la pointe de l'Aiguillon. Mais le marquis de Grignon, déguisé en paysan, vient informer Charette que le prince ne viendra pas. *« Monsieur, vous m'avez apporté mon arrêt de mort, allez le dire à vos chefs,* lui répond le général royaliste. *Aujourd'hui je commande quinze mille hommes, demain, il m'en restera quinze cents. En manquant à leur parole, ceux qui vous envoient m'ôtent tout moyen de les servir. »* Consolation dérisoire, l'envoyé lui remet, de la part du comte d'Artois, un sabre sur la lame duquel est gravée la devise *« Je ne cède jamais »*.

Charette ne cédera pas, en effet. Hoche, qui a remplacé le général Canclaux, promet une forte récompense à qui lui livrera le général blanc. En vain. Mais la fin est proche. Le 23 mars 1796, Charette est capturé dans le bois de la Chabotterie. Blessé, il félicite son vainqueur, le général Travot. Son sort est scellé. Après un simulacre de procès, il est fusillé le 29 mars à Nantes. ●

1940, la bravoure des soldats français

Plus de quatre-vingts ans après, le traumatisme demeure : la campagne de France de mai-juin 1940 aurait été, pour les Allemands, une promenade de santé. Une caricature à rebours de la vérité.

Par Yves Le Bescond

Malgré notre écrasante supériorité numérique, les Français contre-attaquent en plusieurs points, relate, dans son journal de campagne, le général von Küchler, commandant la XVIII[e] armée de la Wehrmacht. *Je ne parviens pas à comprendre comment ces soldats, luttant parfois à un contre vingt, trouvent la force de donner l'assaut. C'est stupéfiant. Je retrouve en ces soldats la même fougue que ceux de Verdun en 1916. Nous ne perçons nulle part et nous subissons des pertes terrifiantes.* […] *Le soldat français est l'un des meilleurs au monde. L'artillerie française, tant redoutée déjà en 14-18, démontre une fois de plus sa redoutable efficacité. Nos pertes sont terrifiantes : de nombreux bataillons ont perdu 60 % de leurs effectifs, parfois même plus !* »

On connaît le coup de pied de l'âne de Louis-Ferdinand Céline — « *Neuf mois de belote, six semaines de course à pied* » —, qui n'a pas peu contribué à la fausseté du jugement sur « *l'incroyable défaite* » de 1940. Pourtant, si la *Furia francese* s'est brisée, ce n'est pas faute de combattants de valeur côté français, mais de l'impréparation de l'outil et de l'insuffisance bornée des politiciens de la III[e] République qui les envoyèrent au feu sans moyens, sous les ordres du général Gamelin, inepte commandant en chef. Sans oublier les innombrables sabotages des ouvriers communistes (moteurs, avions, canons, mitrailleuses, etc.)…

À l'instar d'autres historiens (Patrick de Gmeline, Jean-Louis Crémieux-Brilhac…), Dominique Lormier a voulu rétablir la vérité dans son livre enquête, *Comme des lions* (Éditions La Mécanique générale, 2021), recensant jour après jour, heure après heure, unité après unité, et même… homme après homme, le « *dévouement magnifique* » des combattants français (et britanniques, et allemands) pour leur patrie… Ils furent des centaines de milliers. Au comportement le plus souvent héroïque.

Pour les Allemands, "la meilleure infanterie du monde"

10 mai 1940, fin de la "drôle de guerre" — amorcée le 1[er] septembre 1939 avec la déclaration de guerre, non suivie des faits, de la France et de l'Angleterre. C'est le jour J de la grande offensive allemande, d'autant mieux préparée que pendant ces huit mois à s'observer de part et d'autre de la frontière, l'armée d'Hitler s'est imposé un entraînement continu avant de se confronter avec la « *meilleure infanterie du monde* ». L'état-major français s'attend globalement à une redite de 14-18 : attaque allemande par la Belgique et les Pays-Bas et contention de ses troupes sur un front au nord-est, l'est étant protégé par les ouvrages défensifs de la ligne Maginot. Le début de l'offensive allemande semble respecter ce plan. Le généralissime Gamelin, envoie les I[re] et VII[e] armées, ainsi que le corps expéditionnaire britannique, soutenir l'effort des Hollandais et des Belges. Et tombe dans le piège d'Hitler. ➤

58 000

C'est le nombre estimé de soldats français tués face aux Allemands entre le 10 mai et le 30 juin 1940. Soit un nombre équivalent à celui des victimes dans l'autre camp, pourtant plus nombreux et mieux équipés. Très loin, donc, de la "défaillance des soldats" dénoncée par le général Gamelin pour excuser sa propre insuffisance.

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO

Servant d'une mitrailleuse Hotchkiss en 1940.
Ces unités ont fait "boule de feu"
partout sur le front.

Opération Dynamo (le “miracle de Dunkerque”) :
l’évacuation des troupes alliées
entre le 26 mai et le 4 juin 1940.
Page de droite, corps francs marocains sur le front.

PHOTOS : VINTAGE_SPACE / ALAMY STOCK PHOTO ; ANDRÈ ZUCCA / BHVP / ROGER-VIOLLET

DUNKERQUE, VRAI TOURNANT DE LA GUERRE

Nombreux sont aujourd’hui les historiens à situer le basculement de la Seconde Guerre mondiale non à Stalingrad mais à Dunkerque, où une poignée de Français, épaulés par quelques unités britanniques, firent “boule de feu” et se sacrifièrent, épargnant la capture à plus de 340000 soldats anglais et survivants d’unités françaises. Grâce à cet épisode, le corps britannique put se regrouper en Albion et maintenir les capacités défensives du royaume. Y. L. B.

Pourtant, se précipitant à la rencontre des forces allemandes, après 150 kilomètres de route, une division mécanisée française se heurte à deux Panzerdivision (220 chars contre 674), dont elle détruira l’équivalent de… son propre effectif. Le 15 mai, les Allemands échouent encore à Gembloux, en Belgique, grâce à la défense opiniâtre des Marocains et à leur charge à la baïonnette. *« Nos Panzer tirent rageusement, mais les Français, drôlement gonflés, ripostent toujours.* […] *On avait l’impression d’avoir réussi une percée, mais ce n’était qu’une illusion »*, se rappelle un caporal-chef allemand.

Monthermé, La Horgne, Stonne, Montcornet, Ham, Péronne… la plupart de ces noms sont oubliés. Ils sont pourtant les lieux de formidables exploits de nos troupes. Si nos divisions cuirassées, stupidement “saupoudrées”, vont être laminées, ce sera à l’issue de combats titanesques. Des centaines de panzers sont détruits. Le 17 mai, à Encornet (Aisne), la 4e division cuirassée (DCr) du colonel de Gaulle perce sur les arrières de l’ennemi, menaçant le ravitaillement de la course à la mer, avant de devoir renoncer, faute d’appui d’infanterie et de carburant.

“Tenir… Il fallait tenir. Et l’on a tenu.”

De même, lorsque les Panzerdivisions atteignent la Manche, le 21, c’est après avoir rencontré une résistance acharnée, émaillée de victoires tactiques pour les Français. Tel est notamment le cas à Landrecies, quatre jours plus tôt, où deux chars lourds B1bis détruisent à eux seuls cent blindés allemands et plusieurs canons antichars. Dans toutes les batailles, les efforts valeureux mais désespérés des unités françaises retardent l’ennemi. À Abbeville (27 mai-4 juin), Français et Britanniques cherchent à réduire l’encerclement allemand de la ville; le front allemand s’effondre devant la 4e DCr de De Gaulle (maintenant général).

Au total, la résistance acharnée de l’armée française sauve de la capture plus de 400000 soldats

britanniques sur les 450 000 présents en France en mai-juin 1940 : davantage, sans doute, que Stalingrad, en 1943, ce sera le vrai tournant de la guerre *(lire encadré page de gauche)* ! *« Il y eut une mystique de Dunkerque, comme il y eut une mystique de Verdun*, témoignera le général Armengaud. *Tenir… Il fallait tenir. Et l'on a tenu. »*

« Il s'est allumé une lutte acharnée, où l'on ne se bat pas pour chaque village mais pour chaque maison. […] *À la sommation de se rendre, les Français répondent négativement et par un redoublement de leur feu. Ce sont des soldats qui ne connaissent ni faiblesse, ni hésitation »*, rendra compte de son côté un officier de la IVe Panzerdivision au sujet des combats de la Somme et de l'Aisne, où les coups d'éclat tricolores se multiplient. Au château du Quesnoy, tenu par la 5e division d'infanterie coloniale (DIC), *« les Noirs utilisaient jusqu'au bout chaque possibilité de défense. L'ennemi défendait chaque maison, des fenêtres et des lucarnes, le feu crachait »*, (*Signal*, 1er janvier 1941). Le 5 juin, la 5e DIC tient avant de céder sous le poids du nombre. Les Sénégalais attaquent les chars au coupe-coupe à travers les fentes de visée…

« Et saluons les cadets de Saumur, écrit Ernst von Salomon, *ceux de 1940 qui affrontèrent une situation désespérée, et tombèrent en uniforme de parade devant les blindés allemands. Oui, vive les cadets de Saumur ! »*

Ceux-ci sont à peine plus de 2 000 pour 40 kilomètres de front, ce 18 mai. Face à eux, la cavalerie de tradition prussienne : 40 000 hommes, 150 blindés, 300 pièces d'artillerie, auxquels s'ajoutent les inévitables Stukas. *« On ne passe pas ! »*, reprennent en chœur les cadets, qui se battront pied à pied. Mais, le 22 juin, l'école dépose les armes. Le général Feldt leur fait rendre les honneurs, et libère les prisonniers, auxquels il laisse deux jours pour rejoindre la ligne de démarcation, qu'ils franchiront en ordre, chantant *La Madelon*, devant un peloton de la Wehrmacht figé au garde-à-vous, et salués en gants blancs par l'officier allemand.

Dans le ciel, aussi, notre armée se bat bravement. *« À quels hommes commandiez-vous donc pour avoir pu, avec si peu de monde, nous faire autant de mal ? »*, s'interrogeront, admiratifs, les officiers de la Luftwaffe. Tragiquement surclassés par les capacités des chasseurs et des bombardiers allemands, les pilotes à la cocarde, dans un rapport de un à trois, n'ont jamais cessé de lutter. Nombre de victoires très honorable, mais bilan humain effroyable.

Contrairement à la légende, même la ligne Maginot aura démontré, en partie, son efficacité. Les Allemands ne s'y sont guère frottés, et quand ils le firent, il leur en a cuit ! Attaquée de tous côtés à partir du 15 juin 1940, elle résiste à tous les assauts. Sept divisions allemandes tentent de traverser le Rhin entre Rhinau et Neuf-Brisach, sur un front de 30 kilomètres, défendu par la 104e division d'infanterie de forteresse (qu'on retrouvera dans les Vosges). Moins de 10 000 hommes face à 90 000 Allemands. Ces derniers compteront 766 tués, 2 567 blessés et 117 disparus en trois jours de combat ! Le sentiment des soldats français est qu'il aurait suffi de quelques compagnies d'infanterie en appui pour rejeter l'ennemi dans le fleuve. Le 30 juin, l'ordre de reddition sera cependant signé par le gouvernement d'armistice. Cette armée française demeurant invaincue… ●

“À la sommation de se rendre, les Français répondent par un redoublement de leur feu. Ce sont des soldats qui ne connaissent ni faiblesse, ni hésitation.”

Un officier de la IVe Panzerdivision

Harkis, les héros sacrifiés

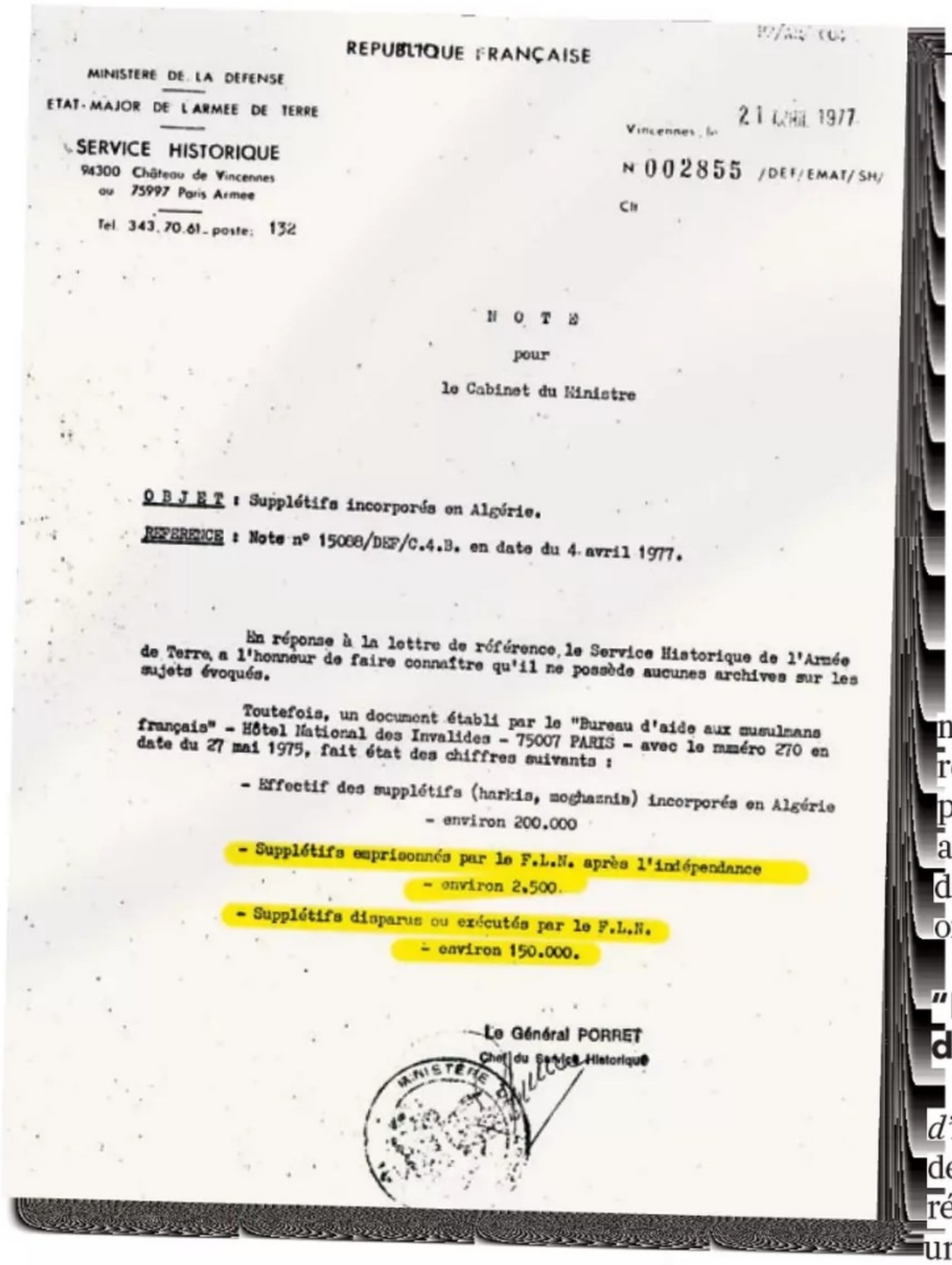
Hommes, femmes, enfants, vieillards... : près de 150 000 harkis et leurs familles ont été massacrés après le "cessez-le-feu" du 19 mars 1962. Sur ordre du FLN, et avec la complicité de la France. Retour sur une tragédie.

Par Éric Letty

Certains furent crucifiés sur des portes, les yeux crevés, le nez et les oreilles coupés, la langue arrachée, systématiquement émasculés, relate Camille Brière dans son livre *Qui sont les harkis?* (Éditions de l'Atlanthrope, 1986). *D'autres furent dépecés à la tenaille, leur chair palpitante jetée aux chiens, lapidés, ébouillantés, ligotés et jetés dans les brasiers devant les populations rassemblées et horrifiées, ou qu'on faisait, sous la terreur, participer aux massacres. Quant aux familles, voici ce qui les attendait: des vieillards et des infirmes étaient égorgés, des femmes violées puis éventrées, des nourrissons, des jeunes enfants avaient la tête écrasée contre les murs sous les yeux de leur mère...»*

Impossible de ne pas frémir à l'évocation de ces massacres perpétrés par le FLN en toute connaissance des autorités françaises après le (pseudo) "cessez-le-feu" du 19 mars 1962, et plus encore après l'indépendance de juillet. D'autant que ces exactions ne furent pas des cas isolés, comme certains conti-

JEAN-LOUIS SWINERS/GAMMA-RAPHO ; COLLECTION PRIVÉE



REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE LA DEFENSE
ETAT-MAJOR DE L'ARMEE DE TERRE

SERVICE HISTORIQUE
94300 Château de Vincennes
ou 75997 Paris Armee

Tel 343.70.61. poste: 132

Vincennes, le 21 AVRIL 1977

N 002855 /DEF/EMAT/SH/

Cl

N O T E

pour

le Cabinet du Ministre

OBJET : Supplétifs incorporés en Algérie.

REFERENCE : Note n° 15088/DEF/C.4.B. en date du 4 avril 1977.

En réponse à la lettre de référence, le Service Historique de l'Armée de Terre, a l'honneur de faire connaître qu'il ne possède aucunes archives sur les sujets évoqués.

Toutefois, un document établi par le "Bureau d'aide aux musulmans français" - Hôtel National des Invalides - 75007 PARIS - avec le numéro 270 en date du 27 mai 1975, fait état des chiffres suivants :

- Effectif des supplétifs (harkis, moghaznis) incorporés en Algérie
- environ 200.000

- Supplétifs emprisonnés par le F.L.N. après l'indépendance
- environ 2.500.

- Supplétifs disparus ou exécutés par le F.L.N.
- environ 150.000.

Le Général PORRET
Chef du Service Historique

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Ci-dessous, soldats harkis en patrouille.
Ci-contre, note de l'état-major
en date du 21 avril 1977.
Elle atteste qu'"environ 150 000 supplétifs"
ont été portés "disparus" ou "exécutés"
par le FLN. Auxquels s'ajoutent
"environ 2 500 emprisonnés par le FLN
après l'indépendance".

nuent de le prétendre. Bien au contraire, la terreur fut planifiée et généralisée, les massacres perpétrés au grand jour. Sur les 200000 harkis, affirme un document du ministère de la Défense daté de 1977 *(lire ci-contre)*, *« environ 150000 »* ont *« disparu ou été exécutés par le FLN »*.

"Partout, les mêmes horreurs: des hommes lynchés, égorgés..."

Cité par Boussad Azni dans *Harkis, crime d'État* (Ramsay, 2002), Chérif K. a erré pendant deux mois avec sa famille avant de parvenir à se réfugier en métropole. Son témoignage raconte un territoire entièrement livré aux "tueurs de harkis". *« Partout*, dit-il, *c'étaient les mêmes horreurs. Nous avons assisté, cachés, impuissants, à des tortures inimaginables sur la place publique. Des hommes lynchés, égorgés, des femmes enceintes dont on ouvrait le ventre, au rasoir, pour en extirper l'enfant. Ils riaient et ils le jetaient dans la poussière. » « Des anciens combattants sont condamnés à avaler leurs décorations françaises avant d'être abattus avec un invraisemblable raffinement dans l'horreur »*, ajoute le colonel Abd-El-Aziz Méliani dans son livre *Le Drame des harkis* (Perrin, 2001). De toutes parts, la population est conviée ou contrainte à participer aux supplices. Double objectif pour le FLN: éradiquer les "traîtres" et consolider son pouvoir par la terreur.

Face à cela, non seulement l'armée française ne protège pas ses ex-soldats musulmans, mais elle les désarme. Objectif officiel: les empêcher de déserter avec leurs armes. La vraie raison est ailleurs: armés, les harkis pourraient opposer une résistance au FLN, que le gouvernement a choisi pour unique interlocuteur. Recevant à Paris des élus d'Algérie le 19 janvier 1960, soit deux ans avant le "cessez-le-feu", de Gaulle avait annoncé la couleur: *« Les musulmans ne seront jamais des Français »*, déclare-t-il au député M'hamed Laradji. *« Mais nous allons souffrir! »*, lui objecte ce dernier. Réponse du chef de l'État: *« Eh bien! Vous souffrirez! »*

LA REVANCHE DES PROSCRITS

Ces souffrances, tortures et assassinats se dérouleront jusque dans les centres ou camps de détention de harkis en Algérie. Dans une note adressée au vice-président du Conseil d'État Alexandre Parodi, le sous-préfet d'Akbou, Jean-Marie Robert, écrit que dans son arrondissement 750 personnes sont regroupées dans trois centres d'interrogatoires, où l'on entend *« très loin à la ronde les hurlements des torturés »*. Deux tiers des détenus sont d'anciens supplétifs, un tiers des civils : maires, conseillers généraux ou municipaux, chefs de village, anciens combattants… Le sous-préfet cite le cas d'un conseiller général musulman enterré vivant, la tête dépassant et recouverte de miel : *« Son agonie, le visage mangé par les abeilles et les mouches, dura cinq heures. »* Des dizaines de harkis sont *« promenés habillés en femme, nez, oreilles et lèvres coupés, émasculés, enterrés vivant dans la chaux ou même dans le ciment, ou brûlés vifs à l'essence »*. Dans un arrondissement voisin, précise-t-il, *« des femmes furent aussi tuées pour le seul fait d'avoir reçu des soins dans des infirmeries militaires »*.

Soldats harkis en patrouille. Page de droite, l'insigne du commando harki du lieutenant Georges Grillot, créé en 1959.

"Femmes et enfants lapidés, tués dans la rue"

Des "compagnies de travail" du génie algérien sont également créées, où des harkis sous-alimentés travaillent comme des esclaves. D'autres sont utilisés pour déminer à mains nues la ligne Morice, créée à la frontière tunisienne par l'armée française. Échappé des mains des tueurs, le caporal Brahim L. déclare : *« J'ai vu, en traversant à pied le Constantinois pour aller à Alger en me cachant, des anciens goumiers, leurs femmes et des enfants lapidés, battus et qui allaient sûrement être tués dans la rue. Et il y avait encore l'armée française et les gendarmes qui regardaient sans rien faire. Pourquoi ?* […] *Pourtant, les fellaghas en ont encore peur. Ils pourraient les sauver, ou ceux qui sont dans les camps. »* Autre témoignage, parmi tant d'autres, recueillis par Méliani, celui d'un sous-officier de l'arrondissement de Bordj-Bou-Arreridj (Sétif), daté du 16 août 1962 : *« Tous les hommes de la harka de Beni-Lalem* […] *ont été massacrés. L'un d'eux, torturé, a crié aux gens de l'ALN : "Jusqu'à la dernière goutte de sang, nous sommes français, vous pouvez nous tuer, cela ne fera pas changer notre cœur !" »*

Pourtant, obéissant aux ordres, l'armée française — à l'exception de cas héroïques — reste l'arme au pied. Pis, des harkis sont livrés à l'ennemi. Dans *La Guerre d'Algérie* (Pygmalion, 2004), Pierre Montagnon raconte comment 40 hommes de la SAS des Beni Bechir, embarqués sur un bateau français mais repérés par un officier de l'ALN, sont débarqués sur

LOUIS JOXE : "LES SUPPLÉTIFS DÉBARQUÉS EN MÉTROPOLE SERONT RENVOYÉS"

Alors que, à l'encontre des ordres reçus, des officiers français s'emploient à sauver leurs hommes en leur faisant gagner la métropole, les autorités prennent des mesures pour empêcher ces rapatriements. Le 16 mai 1962, Louis Joxe, ministre des Affaires algériennes, télégraphie ainsi à Christian Fouchet, haut-commissaire en Algérie, pour lui rappeler que *« toutes initiatives individuelles tendant à l'installation en métropole de Français musulmans sont strictement interdites »*. Le 15 juillet, nouvelle directive : *« Les supplétifs débarqués en métropole en dehors du plan général seront renvoyés en Algérie. Je n'ignore pas que ce renvoi peut être interprété par les propagandistes de l'OAS comme un refus d'assurer l'avenir de ceux qui nous sont demeurés fidèles. Il conviendra donc d'éviter de donner la moindre publicité à cette mesure. »* É. L.

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO

ordre du corps d'armée de Constantine, commandé par le général Ducournau : *« Agrippés au bastingage, à tout ce qui se présente, les malheureux implorent les soldats français qui, à coups de crosse, les rejettent vers le quai. Peu après, tombés entre les mains de l'ALN, ils sont exécutés sur la place Marquet, à quelques centaines de mètres de ce navire dont l'armée française les a chassés. »*

Méliani rapporte aussi ce propos, datant d'août 1962, d'un sergent-chef en garnison près d'Alger : *« Le régiment rentre en France dans un mois environ. Comme nous ne faisons rien, même pas protéger les gens menacés, cela vaut mieux pour tous. Je commandais en second un commando de chasse dans l'Algérois. Mes quarante musulmans ont été pris par les rebelles dans les premiers jours de juillet.* [...] *Je crois savoir que certains sont encore vivants. Ils sont au camp de Taourtatsine, dans l'Atlas blidéen.* [...] *Il y a peut-être plusieurs centaines de prisonniers. Parmi eux, des Européens, femmes et enfants. Les rebelles les torturent peu à peu : on coupe un bras, le nez, on fait des plaies qu'on sale, etc. On s'en sert aussi, comme ils disent, de "filles de joie", notamment les Européennes.* [...] *Il n'est pas question d'émettre l'idée d'aller les délivrer, ce qui serait pourtant bien simple. Les cadres sont dégoûtés d'eux-mêmes et de ce qu'on les oblige à accepter. »* Un appelé écrit à sa famille : *« Nous avons dû fermer les fenêtres pour ne plus entendre les cris (et surtout pour ne plus sentir l'odeur) de Mohand Soualili, un brave type, un harki que nous connaissions bien, et que les fels faisaient brûler à quelques mètres de notre cantonnement. »*

« C'est une image de l'Algérie que je conserve et que je ne peux effacer, témoignera le général Vanuxem. *Elle avait 15 ou 16 ans. C'était une toute jeune mariée. Elle avait été enlevée pendant la nuit avec son jeune enfant de quelques mois : son mari servait la France. Ils avaient été une douzaine à la violer, le petit corps de son enfant égorgé étendu auprès d'elle. Ils la libérèrent au petit jour et on la vit apparaître au sommet de la colline. Elle vint à nous, muets et immobiles d'horreur. Quand elle fut en face de moi, sans un mot, ses yeux brillants me fixant dans sa fièvre, elle me jeta dans les bras que j'ouvris instinctivement son enfant mort, la petite gorge ouverte d'une oreille à l'autre, au sang caillé et aux petits tuyaux bleus qui sortaient de la plaie béante. C'était l'Algérie elle-même. Quand pourrai-je effacer en moi cette image ? »* ●

COLLECTION DUPONDT / AKG-IMAGES

OAS, d'une résistance à l'autre...

Loin d'être les "fascistes" qu'on a dit, la plupart des chefs de l'OAS et des dirigeants pro-Algérie française étaient d'anciens résistants gaullistes. De la première heure...

Par Arnaud Folch

On présente toujours l'Algérie française comme un ramassis de fascistes, pétainistes et autres salopards (...). C'est méconnaître ce qui fut le réflexe d'une partie — et pas forcément la pire — de l'intelligentsia française et de la France. Et faire l'impasse, en réalité, sur toute une foule de gens qui, aussi incroyable que cela paraisse, avaient le sentiment, en luttant contre l'indépendance, de défendre les valeurs de l'universalité démocratique. » Dans son livre *Les Aventures de la liberté* (Grasset, 1991), Bernard-Henri Lévy a beau se boucher le nez, continuer de désigner l'OAS comme une « *armée de tueurs dont il n'est évidemment pas question d'excuser les agissements* », et rappeler tout aussi « *évidemment* » qu'il se serait situé

Première séance du comité de salut public à Alger, le 24 mai 1958. Autour de la table, dans le sens des aiguilles d'une montre : le colonel Ducasse et le Dr Lefèvre, Chérif Sid Cara, Jacques Soustelle, le général Salan, le général Massu, Léon Delbecque, le lieutenant Neuwirth.

16 %

C'est la part de pieds-noirs engagés dans les armées de la Résistance pendant la campagne d'Italie (1943-1945). Une proportion exceptionnelle. Laquelle, ramenée à la population vivant à l'époque en métropole (38,7 millions), équivaudrait à l'engagement de… 6,2 millions de Français !

« de l'autre côté, celui, pour aller vite, de l'anticolonialisme radical », pointe malgré tout dans son propos une quête d'honnêteté historique qu'il n'est pas sans courage (intellectuel) d'afficher, aujourd'hui encore, dans les cafés de Saint-Germain-des-Prés…

Et de citer entre autres Jacques Soustelle, *« gaulliste, résistant »*, et Georges Bidault, *« qui avant d'être le factieux dont il a laissé l'image, a tout de même été, en 40, le fondateur du mouvement Combat, puis le président du CNR à la mort de Jean Moulin, puis ministre, à la Libération, du premier gouvernement de Gaulle »*, et dont *« l'argument »* de son engagement pro-Algérie française pourrait, selon Lévy, se résumer ainsi : *« De deux choses l'une ; ou bien nous croyons à l'inégalité des races humaines ; nous pensons que la démocratie, les droits de l'homme, le parlementarisme sont bons d'un côté de la Méditerranée mais ne valent rien de l'autre — et je comprendrais que l'on décide d'abandonner les Algériens ; ou bien on est humaniste au contraire, on est universaliste jusqu'au bout, on estime que, pour ces Algériens aussi, mieux vaut la démocratie parlementaire, l'*habeas corpus *généralisé, le règne du droit — et alors le seul devoir, le seul impératif républicain est de traiter ces gens comme on traitait, il y a un siècle, les Bretons et leur patois. »*

Pour tous ceux qui, envers et contre tout, refusent depuis 1962 d'endosser chaque matin les lunettes-œillères du "politiquement correct", rien de nouveau. Pas plus que le rappel, par le même Lévy, du passé d'authentiques résistants de la plupart des chefs de l'Algérie française, qu'en plus de Soustelle et Bidault, il égrène dans son ouvrage : *« Chateau-Jobert (à Londres dès juillet 40), Pierre Sergent (maquisard à 17 ans), André Jouhaud (chef d'état-major des FFI pour la région de Bordeaux), le colonel Godard (ancien du plateau des Glières, dans le Vercors) ou encore Roger Degueldre* [qui] *a été, vingt ans plus tôt, ce très jeune maquisard FTP qui a laissé,*

LA REVANCHE DES PROSCRITS

La tombe de Roger Degueldre au cimetière de Versailles. Page de droite, Pierre Sergent.

COLLECTION PARTICULIÈRE ; DR

dans la région du Nord, le souvenir d'une certaine bravoure. » Le même Degueldre, ex-chef des commandos Delta de l'OAS, que *Le Monde* (du 5 novembre 2004) osa présenter, sans plus tard présenter d'excuses, comme un ancien de la *« division SS Wallonie »* coupable d'*« actions criminelles contre des résistants à Charleroi en 1944 »*. Tout serait tellement plus simple ainsi…

On ne lui en voudra pas, mais la liste de Lévy, elle aussi, pourrait être largement complétée. Faute de place, impossible ici non plus de citer tous les autres dirigeants et cadres de l'OAS ayant risqué leur vie pour libérer la France sous la bannière à croix de Lorraine : le général Salan (débarquement à l'île d'Elbe, en Provence, campagnes de France et d'Allemagne), le colonel Argoud (débarquement de Pro-

L'OAS EN GUERRE CONTRE LES "RATONNADES"

Loin des idées reçues, et après les "ratonnades" dues à des éléments incontrôlés à Oran, l'OAS de la ville a publié en décembre 1961 un tract menaçant de mort leurs auteurs. Extraits: *« L'OAS s'élève une fois de plus, et la dernière, avant des sanctions graves, contre les quelques insensés qui ont provoqué les "ratonnades" de ces jours derniers. Nos patrouilles, qui se sont opposées avec succès à certains manifestants, avaient ordre d'empêcher ces représailles aveugles. Grâce à leur intervention, le nombre de lynchages a été limité. Mais si de pareils incidents se renouvelaient, nos patrouilles séviraient avec la dernière rigueur (…). L'OAS exécute des chefs du FLN et des communistes (22 à ce jour, dont 3 Européens). Elle n'admettra pas les "ratonnades". Elle abattra en pleine ville, si cela est nécessaire, ceux qu'elle aura authentifiés comme meneurs. L'Algérie ne survivra de ses épreuves, l'Algérie ne restera province française, que si la concorde, la paix et la fraternité sont rétablies entre tous ses enfants. »*

vence, campagne de 1944-1945), le commandant Denoix de Saint Marc (déporté à Buchenwald), le colonel Gardes (campagnes d'Italie, d'Allemagne, débarquement en Provence), le capitaine Pierre Sergent (ancien du corps franc "Liberté"), le comte Horace Savelli (compagnon de la Libération)…

"J'ai été et je demeure fidèle au de Gaulle des années 40"

Idem pour ces politiques ex-résistants ayant pris plus tard fait et cause contre la politique d'abandon: Pierre Guillain de Bénouville (général FFI, membre du mouvement Combat), Jean-Baptiste Biaggi (membre de l'OCM, du groupe des commandos de France), René Lacoste (fondateur du mouvement Libération Nord), Max Lejeune (déporté à Buchenwald), le colonel Rémy (compagnon de la Libération). Etc., etc.

Pour tous ceux-là, l'engagement en faveur de l'Algérie française n'a en rien constitué un reniement, mais au contraire un prolongement de celui de 1940. *« La Résistance m'a emporté deux fois dans sa spirale incertaine*, a résumé Bidault. *Chaque fois l'appel a été trop impérieux pour qu'il me fût possible de me dérober ou même de me débattre. Chaque fois j'ai refusé de faire le calcul des chances, alibi de l'attentisme prudent.* » De même, pour Soustelle, ce n'est nullement l'esprit animant les anciens compagnons de De Gaulle qui a changé, mais le Général lui-même: *« J'ai été et je demeure fidèle au de Gaulle des années 40 et à ce que signifia alors le gaullisme: le sursaut national de la Résistance, la restauration de la République, l'intégrité du territoire et la souveraineté française envers et contre tout. C'est pour cela que je ne puis suivre le de Gaulle d'aujourd'hui, celui qui fut porté au pouvoir par l'élan de fraternité des 13 et 16 mai 1958 pour sauver l'Algérie, et qui a trahi les espoirs placés en lui »*, écrira-t-il dans *L'Espérance trahie* (Éditions de l'Alma, 1962). *« En 1944, les résistants au totalitarisme étaient dans le camp des vainqueurs, en 1962, dans celui des perdants »*, a résumé Pierre Sergent. ●

LES COMMANDOS JUIFS DE L'OAS

Sur près d'un million de pieds-noirs rapatriés en métropole, *« 150000 étaient de confession juive »*, rappelait en 1990, dans *Valeurs actuelles*, l'ancien président du Recours, Jacques Roseau (assassiné en 1993). Parmi eux, de nombreux sympathisants et militants de l'OAS. D'autant plus mobilisés, comme le rappelle Gérard Rosenzweig, lui-même juif et ancien OAS, que *« pour un terroriste musulman du FLN, tuer un juif était bien plus glorieux que de tuer un chrétien »*. Exclusivement composés de juifs, et pour partie armés par Israël, deux *« groupes d'autodéfense »* associés à l'OAS seront notamment constitués à Oran, comptant la plus importante communauté juive d'Algérie (35000 personnes), afin de protéger leur quartier. *« À l'image de leurs anciens du ghetto de Varsovie*, poursuit Rosenzweig, *tous étaient prêts à mourir. »* Ce qui sera le cas de nombre d'entre eux.

De Gaulle et Staline à Moscou,
le 10 décembre 1944.

Ces vérités qu'on occulte

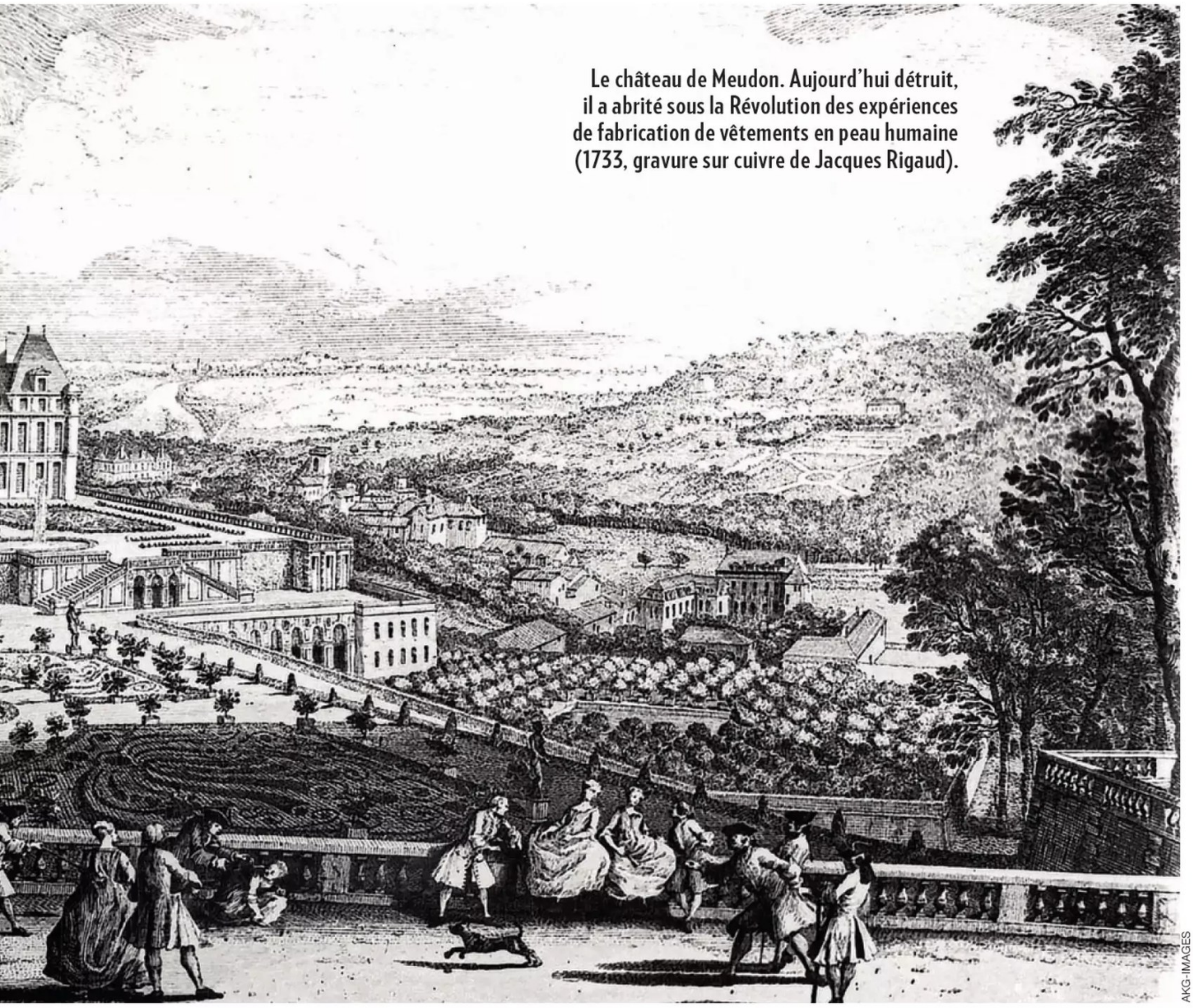
Le "pacte" de Gaulle-Staline, les écorcheurs de la Révolution, les crimes de la Commune, les flics perdus du SAC... Retour sur des faits et épisodes aujourd'hui dissimulés.

BRIDGEMAN-IMAGES

Les tanneries de peau humaine sous la Révolution

Contesté par les défenseurs de la période, le commerce de peaux et de graisse humaines fut pourtant une réalité, certes marginale mais attestée. Âmes sensibles s'abstenir !

Par Arnaud Folch



Le château de Meudon. Aujourd'hui détruit, il a abrité sous la Révolution des expériences de fabrication de vêtements en peau humaine (1733, gravure sur cuivre de Jacques Rigaud).

AKG-IMAGES

On tanne à Meudon la peau humaine. La peau qui provient d'hommes est d'une consistance et d'une bonté supérieure à celle du chamois. Celle des sujets féminins est plus souple mais elle présente moins de solidité. » Signé par Saint-Just en personne dans son rapport du 14 août 1793 devant la Commission des moyens extraordinaires, ce témoignage, le plus connu sur cette atroce pratique, a été notamment exhumé par l'historien Émile Gabory dans son livre *La Révolution et la Vendée* (Perrin, 1925). Il est loin d'être le seul…

Totalement occultés par l'historiographie officielle, de nombreux autres écrits et déclarations attestent en effet de la fabrication et du port de vêtements en peau humaine, provenant des corps dépecés d'"ennemis de la Révolution" au préalable fusillés ou décapités. Ainsi du témoignage du député conventionnel de la Meuse Jean-Baptiste Harmand (1751-1816), qui met lui aussi en cause Saint-Just. Voilà ce qu'il écrit dans son livre *Anecdotes relatives à quelques personnes et à plusieurs événements remarquables de la Révolution* (1820) : « *Une demoiselle jeune, grande et bien faite, s'était refusée aux recherches de Saint-Just ; il la fit conduire à l'échafaud. Après l'exécution, il voulut qu'on lui présentât le cadavre et que la peau fût levée. Quand ces odieux outrages furent commis, il la fit préparer par un chamoiseur et la porta en culotte. Je tiens ce fait révoltant de celui-là même qui a été chargé de tous les préparatifs et qui a satisfait le monstre.* »

Aujourd'hui détruit, le château de Meudon (actuel département des Hauts-de-Seine) jouissait, dès l'époque, de la plus terrible des réputations. Selon ses habitants, rapporte *Le Courrier d'Épidaure*, ➤

Saint-Just. Accusé d'avoir porté un pantalon en peau humaine, le révolutionnaire a lui-même confirmé en 1793 l'existence de la tannerie de Meudon.

AKG-IMAGES

« chaque nuit, l'on entendait le roulement lugubre des chariots couverts, qui voituraient là les troncs humains que l'échafaud de la place de la Révolution envoyait alimenter la tannerie ». Contemporain de cette période, l'historien Guillaume-Honoré Rocques de Montgaillard (1772-1825) s'en est fait lui aussi l'écho dans son *Histoire de France depuis la fin du règne de Louis XVI jusqu'à l'année 1825* (publié à titre posthume en 1827) : *« On tannait, à Meudon, la peau humaine, et il est sorti de cet affreux atelier des peaux parfaitement préparées. »*

"Des bottes faites de cuir humain"

Autre témoignage de l'époque, d'autant plus crédible en raison du profil de son auteur : celui de l'élu révolutionnaire Joseph-François-Nicolas Dusaulchoy de Bergemont (1760-1835), rédacteur au *Sans-Culotte* et ami de Camille Desmoulins. Dans son livre *Mosaïque historique, littéraire et politique, ou Glanage instructif et divertissant d'anecdotes inédites ou très peu connues, de recherches bibliographiques, de traits curieux, de bons mots et de médisance*s (1818), il écrit : *« Quel est le peuple d'Europe qui ne prend pas pour une fable l'établissement de la tannerie de peau humaine de Meudon ? On se souvient cependant qu'un homme* [un certain Séguin, précise-t-il plus loin, NDLR] *vint à la barre de la Convention annoncer un procédé simple et nouveau pour se procurer du cuir en abondance ; que le Comité de salut public lui accorda l'emplacement de Meudon dont les portes furent soigneusement fermées et qu'enfin plusieurs membres de ce comité furent les premiers qui portèrent des bottes faites de cuir humain. »*

"Une demoiselle jeune, grande et bien faite, s'était refusée aux recherches de Saint-Just ; il la fit conduire à l'échafaud. Après l'exécution il voulut qu'on lui présentât le cadavre et que la peau fût levée. Il la fit préparer par un chamoiseur et la porta en culotte."

Le député conventionnel de la Meuse Harmand

Et s'il n'y avait eu que Meudon ! Dans son *Journal*, Aimée de Coigny (1769-1820), future muse d'André Chénier, recense *« trois tanneries de peaux humaines* [qui] *ont été identifiées »* : Meudon, donc, mais aussi Étampes (actuel département des Yvelines) et surtout *« Ponts-de-Cé, près d'Angers »*. Plus encore qu'en région parisienne, c'est en effet en Vendée que les témoignages de ces exactions sont les plus nombreux. Tous, ou presque, désignent comme fondateur de cette tannerie le chirurgien-major Péquel, du 4e bataillon (bleu) des Ardennes, lequel *« s'est acquis une triste célébrité en dirigeant l'atelier de tannerie de peaux des Vendéens fusillés près d'Angers »*, comme l'écrit le professeur honoraire de l'école de médecine de Tours et membre correspondant de l'Académie des sciences

"DIX BARILS DE GRAISSE HUMAINE"

Dans son livre *Souvenirs de la comtesse de La Bouëre, la guerre de Vendée, 1793-1796 : Mémoires inédits* (Plon, 1890), cette dernière raconte avoir reçu sur place le témoignage d'un ancien soldat bleu poussé à la confidence par son ex-logeur : *« Ce cannibale, sans se faire prier, dit que* "le 6 avril 1794, il avait fait fondre cent cinquante femmes pour avoir leur graisse". » *« Nous faisions des trous en terre pour placer des chaudières afin de recevoir ce qui tombait, lui dit-il ; nous avions mis des barres de fer dessus, et puis les femmes dessus, puis au-dessus encore était le feu. » « Vous voulez dire dessous ? »*, *le corrige alors son ex-propriétaire. Sa réponse : « Non, cela n'aurait pas bien été fait ; le feu était dessus… »* La comtesse ne parvenant à y croire, l'homme précise : *« Deux de mes camarades étaient avec moi pour cette affaire. J'en envoyai dix barils à Nantes ; c'était comme de la graisse de momie : elle servait pour les hôpitaux. »* S'étant déroulé à Clisson (actuelle Loire-Atlantique), l'épisode est en particulier confirmé par le "populicide" Carrier en personne, notant dans son registre que *« cette opération économique produisait une graisse mille fois plus agréable que le saindoux »*. A. F.

"Un petit souper, à la parisienne". Gravure satirique de James Gillray, publiée en septembre 1792 à Londres (British Museum).

Raoul Mercier dans son livre *le Monde médical dans la guerre de Vendée* (1939), préfacé par le professeur au Collège de France Albert Grenier.

Le sinistre rôle de Péquel est en particulier attesté par deux témoignages de l'époque. Le premier est celui de Claude-Jean Humeau, agent national de la commune des Ponts-de-Cé, ayant déposé comme témoin le 26 août 1795 devant le tribunal d'Angers (pièce n° 262) contre les membres de l'ancien Comité révolutionnaire de la ville. Celui-ci affirme avoir personnellement vu Péquel écorcher au bord de la Loire les corps de 32 Vendéens qui venaient d'être fusillés avant qu'il *« les fît porter chez Lemonnier, tanneur aux Ponts-Libres* [le nom "révolutionnaire" des Ponts-de-Cé, NDLR], *pour les tanner »*. Ce dernier s'étant refusé à accomplir cette tâche, *« les peaux sont déposées chez Prud-homme, manchonnier à Angers »*. Après quoi, toujours selon Humeau, *« le tanneur Langlais des Ponts-Libres, ci-devant les Ponts-de-Cé, accepta*

LA CONSTITUTION DE 1793 EN PEAU "IMITATION VEAU FAUVE"

Toujours exposé au musée Carnavalet, à Paris, un exemplaire de la Constitution du 24 juin 1793 a été relié en peau humaine. Le juge d'instruction Adolphe Guillot y fait, entre autres, référence dans son livre *Paris qui souffre. La basse geôle du Grand-Châtelet et les morgues modernes* (1887): *« On ne s'étonnera pas,* écrit-il, *que, pendant la Terreur, on ait avec la peau humaine, qu'on pouvait se procurer à très bon compte, relié des ouvrages patriotiques et notamment une édition de la Constitution* [...]. *Un petit morceau de la reliure a été remis au Dr Robin, professeur à la faculté de médecine; il y a constaté tous les signes constitutifs de la peau humaine. »* Précision apportée par l'ex-préfet de l'Allier et conseiller municipal de Paris Louis Combes (1822-1881): cette Constitution a été *« imprimée à Dijon chez Causse, sur un papier vélin et reliée en peau humaine qui imite le veau fauve »* (*Épisodes et curiosités révolutionnaires*, 1872). Un temps propriété du père d'Anatole France, puis du marquis de Turgot, c'est en 1889 que l'ouvrage a été acheté par le musée Carnavalet. A. F.

LA PEAU HUMAINE DU MUSÉUM DE NANTES

Longtemps exposée au Muséum d'histoire naturelle de Nantes, avant d'être retirée de sa vitrine, la "relique" est toujours conservée dans les réserves de l'établissement: les restes non pas d'un Blanc, mais d'un Bleu tué au combat à Nantes, en juin 1793. Celui-ci avait légué sa peau à la "patrie" pour en faire un tambour. Ce qui fut fait, sur ordre de ses chefs, dans une tannerie de la région. Mais son épaisseur insuffisante ne convint finalement pas à un tel usage... A. F.

de tanner ces peaux dont le manchonnier Prudhomme confectionna des pantalons ».

Second témoin contemporain des exactions cité par le Pr Mercier: un berger angevin du nom de Robin ayant raconté les scènes dont il fut témoin dans sa jeunesse. Scènes qu'il détailla le 31 mai 1852 à Victor Godard-Faultrier, venu enquêter sur place pour les besoins de son livre *Le Champ des martyrs* (1869), qui retranscrit ainsi ses propos: *« J'avais l'âge de treize à quatorze ans, je puis affirmer avoir vu, sur les bords du fleuve* [la Loire, NDLR], *les corps des malheureux Vendéens dont les cadavres avaient été écorchés. Ils étaient écorchés à mi-corps parce qu'on coupait la peau au-dessous de la ceinture, puis le long des cuisses jusqu'à la cheville, de manière qu'après son enlèvement le pantalon se trouvait en partie formé* [...]. *Il ne restait plus qu'à tanner et à coudre. »*

"C'était un trophée dont il tirait vanité, une mode horrible"

En 1829, la comtesse de La Bouëre s'est elle aussi déplacée en Vendée afin de rencontrer d'éventuels témoins de ces abominations dans le cadre de la rédaction de ses Mémoires. Rencontré près de La Flèche, un ancien soldat des armées bleues lui confirme, sans le moindre remord, avoir lui-même *« écorché des brigands pour en faire tanner la peau »*. Pendant cette discussion, un autre homme *« de moyenne taille, d'environ trente ans, qui avait l'air d'un ouvrier maçon ou de quelque autre métier, s'approcha de nous pour l'écouter, comme étant de sa connaissance »*. L'ancien soldat s'étant éloigné un instant, le nouveau venu (qui se révélera être son ex-logeur) lui confirmera ses dires, ajoutant que le vieil homme, qui en fera l'aveu devant la comtesse, avait par ailleurs fait *« fondre des femmes »* pour en faire de l'huile; une pratique elle aussi attestée sous la Révolution *(lire encadré page 77)*.

Outre Saint-Just, déjà cité, d'autres sommités révolutionnaires sont accusées de s'être affublées de ces sinistres peaux. Selon l'historien Jacques Crétineau-Joly (1803-1875), auteur d'*Histoire de la Vendée militaire* (1865), le général Beysser (1753-1794) en fut l'un des précurseurs: *« Dans ces jours de sanglante folie,* écrit-il, *il avait osé être le premier à porter, au milieu des combats et des revues, un pantalon fait avec la peau préparée et tannée des Vendéens qu'on écorchait après la bataille. C'était un trophée dont il tirait vanité, une mode horrible qu'il avait rendue populaire. »* L'officier bleu est encore cité, avec d'autres, par le professeur Mercier dans *Le Monde médical dans la guerre de Vendée*: *« Les généraux républicains Beysser et Moulin sont accusés d'avoir porté un pantalon de peau humaine, et un chirurgien de Moulins s'est vanté d'en posséder un. »*

Paris n'est pas épargné par cette sinistre "mode": *« À la fête de l'Être suprême,* relate Aimée de Coigny dans son Journal, *plusieurs députés en portèrent des culottes. »* Déjà cité, Rocques de Montgaillard assure que le régicide Philippe Égalité en faisait partie: *« Le duc d'Orléans avait un pantalon de peau humaine »*, écrit-il. Officier de la Légion d'honneur, le célèbre écrivain et dramaturge Paul Lacroix, dit "le Bibliophile Jacob" (1806-1884), témoignera lui aussi avoir rencontré dans la capitale deux anciens révolutionnaires, un nommé Souterre et un *« architecte »*, l'ayant assuré *« avoir porté une culotte de peau humaine »* alors qu'ils étaient à l'armée. Le second précisant même que ce *« vêtement »* était confectionné dans une peau *« fort bien tannée, fort souple et fort convenable »*

Nombre d'autres mémorialistes aux témoignages incontestables ont de même rapporté l'existence de tanneries et d'usage de peau humaine, tels Georges Duval (1772-1853) dans *Souvenirs de la Terreur*, Bernard-Adolphe Granier de Cassagnac (1806-1880) dans *Histoire des Girondins et des massacres de Septembre*, Louis-Marie Prud'homme (1752-1830) dans *L'Histoire impartiale des révolutions de France* ou Auguste Danican (1763-1815) dans *Les Brigands démasqués*. Les actuels historiens Reynald Secher et Jean Sévillia les attestent aussi. Entre autres. Quoique marginaux, les faits sont bel et bien avérés. ●

De Gaulle-Staline, les coulisses d'un "pacte"

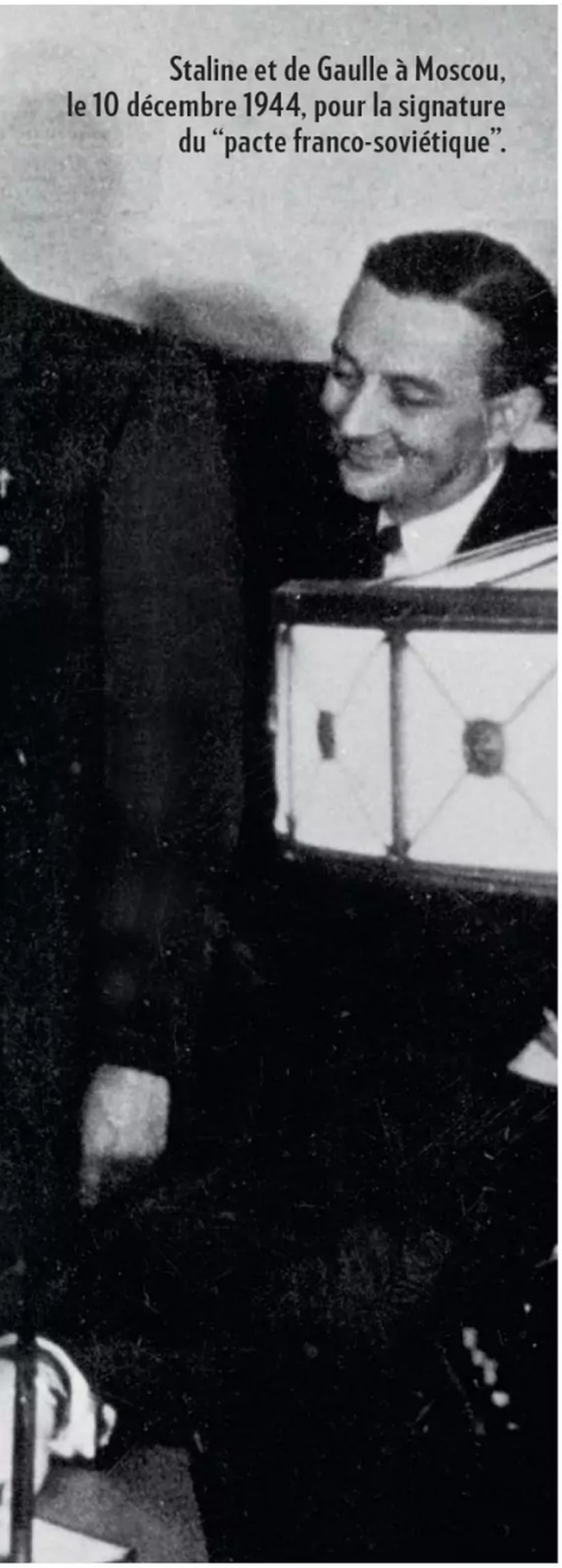
Face à l'hostilité de Roosevelt et de Churchill, le Général a pris contact avec le maître du Kremlin dès l'été 1941. Une "alliance" longtemps cachée destinée, par ailleurs, à se prémunir contre le risque d'une insurrection communiste en France.

Par Georges Langlois

WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM

Connaissez-vous l'ambassadeur soviétique à Ankara? Pensez-vous qu'il accepterait de transmettre un message à son gouvernement? Nous sommes en juillet 1941, à Beyrouth, au Liban. De Gaulle reçoit pour la première fois Géraud Jouve, délégué de la France libre pour la Turquie et les Balkans. Interloqué, celui-ci répond par l'affirmative. *« Pouvez-vous le sonder, sans trop me découvrir? »*, renchérit de Gaulle, révélant ainsi sa stratégie, aujourd'hui encore méconnue, de "coopération" avec l'URSS. Dès le lendemain, de Gaulle dicte en effet à Jouve un message à l'intention de Sergueï Vinogradov, l'ambassadeur soviétique à Ankara, lui proposant d'établir des relations *« directes »* mais *« officieuses »* entre la France libre et l'URSS.

Un mois plus tôt, juste avant le déclenchement de l'attaque allemande contre le pays de Staline, de Gaulle avait déjà chargé deux de ses plus proches collaborateurs, René Cassin, secrétaire du Conseil de défense de l'Empire, et Maurice Dejean, directeur des Affaires politiques, d'une démarche similaire, *« discrète mais nette »*, auprès de l'ambassadeur soviétique à Londres, Ivan Maïski, auquel il ira cette fois jusqu'à proposer la mise en place de *« relations militaires »* avec Moscou.



Staline et de Gaulle à Moscou, le 10 décembre 1944, pour la signature du "pacte franco-soviétique".

UNE SIGNATURE TRÈS ARROSÉE

Huit jours, par un froid polaire. C'est le temps qu'aura passé de Gaulle à Moscou pour négocier son "pacte franco-soviétique" avec Staline, du 2 au 10 décembre 1944. Un scénario complètement fou commençant par un périple tout aussi affolant. Alors qu'il fait escale à Bakou, en Azerbaïdjan, le 26 novembre (après deux étapes diplomatiques en Égypte et en Iran), le dictateur lui fait savoir que la météo ne se prête pas à la poursuite de son voyage en avion. Il faudra accomplir les plus de 2000 kilomètres en train! Soit, compte tenu de la vétusté des voies, quatre jours de trajet en perspective... En chemin, le Général soupire: *« C'est très bien ce voyage, mais il ne faudrait pas que la France se mettre en révolution pendant ce temps-là. »* Arrivé à destination, il fait rapidement face au maître du Kremlin, qui le conviera à de multiples repas, tous plus arrosés les uns que les autres. Au cours de l'un d'eux, Staline impose pas moins de... 30 toasts d'affilée à la vodka! Méfiant, de Gaulle contraint sa délégation à ne pas finir ses verres. Son hôte, lui, est totalement imbibé. *« Pointant le doigt vers l'un de ses assistants,* racontera de Gaulle, *il s'écrie:* "Le voilà! C'est le directeur des arrières. À lui d'amener au front le matériel et les hommes. Qu'il tâche de le faire comme il faut! Sinon il sera pendu, comme on fait dans ce pays." » À un autre moment, Staline lance: *« Ah! ces diplomates! Quels bavards! Pour les faire taire, un seul moyen: les abattre à la mitrailleuse! »* Au bout d'une semaine de palabres et de libations, et au moment de donner congé à de Gaulle, le "Petit Père des peuples" se tournera vers l'interprète: *« Tu en sais trop long, toi! J'ai bien envie de t'envoyer en Sibérie. »* G. L.

En échange de sa main tendue, de Gaulle obtient, le 26 septembre 1941, sa reconnaissance officielle par Staline comme *« chef de tous les Français libres »*. Devenant, à compter de ce jour, *« l'allié de la Russie soviétique, dans la lutte contre l'ennemi commun ». « Seule l'URSS peut vaincre l'Allemagne, les Anglais n'y arriveront jamais »*, insistera-t-il auprès d'Alexandre Bogomolov, représentant de son pays auprès des gouvernements alliés en exil à Londres. *« La France qui combat va lier son effort à l'effort renaissant de l'Union soviétique* [...]. *Elle est, malgré son malheur provisoire, l'alliée désignée de la Russie nouvelle »*, déclare-t-il encore, publiquement cette fois, en janvier 1942. Staline, qui n'est pas homme à se contenter de paroles, exige alors le soutien de la France libre à son objectif de "second front", qui doit selon lui s'ouvrir à l'ouest et non dans les Balkans, comme proposé par Churchill. Une stratégie à laquelle de Gaulle ne tarde pas à se rallier.

Son entrevue avec Molotov, à l'ambassade d'URSS à Londres, le 24 mai 1942, se déroule dans un climat des plus cordiaux. Au point, quelques jours plus tard, que de Gaulle fera cette stupéfiante demande à l'ambassadeur Bogomolov: *« En cas de rupture totale avec les Américains et les Anglais, est-ce que le gou-* ➤

De Gaulle arrivant à Moscou, le 2 décembre 1944, accompagné de Georges Bidault (à gauche), et du général Juin (à droite).

AFP

“J’espère que les Russes seront à Berlin avant les Américains.”

Charles de Gaulle, 4 décembre 1942

vernement de l’URSS serait prêt à m’accueillir, moi, mes gens et mes troupes, sur son territoire ? » Embarrassé, ce dernier recommande de « *ne pas se presser pour prendre une décision extrême* ».

Préparé et conduit à l’insu de la France libre, le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord du 8 novembre 1942 est un terrible coup pour de Gaulle, humilié par Churchill et Roosevelt qui lui préfèrent l’amiral Darlan. Mais ses “alliés” communistes vont lui venir en aide. Moins d’un mois plus tard, le 28 novembre, est mis au point ce qu’Henri-Christian Giraud, le petit-fils du général, a surnommé « *le protocole caché* » (*De Gaulle et les communistes*, Albin Michel, 1988) : 18 points scellant l’alliance gaullo-communiste, parmi lesquels l’affirmation d’une épuration des « *traîtres de Vichy* ». Puis, le 4 décembre, de Gaulle déclare à

Maïski : *« J'espère que les Russes seront à Berlin avant les Américains. »*

Début 1943, le chef de la France libre, qui a encore le choix entre l'alliance avec les "rouges" ou avec Giraud, dont l'anticommunisme est notoire, choisit la première. En témoigne sa lettre aux membres du Comité central du PC, qui sera révélée en 1982.

De Gaulle lui-même en fera l'aveu : *« J'ai joué ce jeu et je l'ai joué carrément. »* Rien ne l'en détournera. Y compris les huit jours qu'il passera à Moscou à l'invitation d'un Staline ivre et tyrannique, avec lequel il signera un *« pacte franco-soviétique »* soutenant notamment le Comité polonais de Lublin, mis en place par les Soviétiques pour supplanter le "vrai" gouvernement réfugié à Londres *(lire page 81)*.

Dans ses *Mémoires de guerre*, de Gaulle dressera du reste un portrait saisissant du dictateur, non dénué d'une certaine fascination. *« Staline*, écrit-il, *était possédé de la volonté de puissance. Rompu par une vie de complot à masquer ses traits et son âme, à se passer d'illusion, de pitié, de sincérité, à voir en chaque homme un obstacle ou un danger… Communiste habillé en maréchal, dictateur tapi dans sa ruse, conquérant à l'air bonhomme, il s'appliquait à donner le change. Mais si âpre était sa passion qu'elle transparaissait souvent, non sans une sorte de charme ténébreux… »*

"L'admiration et l'affection de la France pour Staline"

En novembre 1943 a lieu à Alger ce que le journaliste Jean Pierre-Bloch, chef des services "Action" de la France Libre, surnommera *« le brumaire de De Gaulle »* : l'intégration des communistes au Comité français de libération nationale (CFLN). Dont Giraud, dans le même temps, est évincé… Le procommuniste Emmanuel d'Astier de La Vigerie et le militant du PCF Étienne Fajon sont par ailleurs nommés commissaires à l'Intérieur et à l'Information — la police et la propagande.

Absent de la conférence de Yalta en février 1945, de Gaulle n'en confiera pas moins à Bogomolov qu'il était *« globalement satisfait »* de ses conclusions — livrant pourtant la moitié de l'Europe à l'URSS. Au lendemain de la capitulation allemande du 8 mai, il félicitera encore Staline, lui faisant part de *« l'admiration et de l'affection de la France »*, ainsi que de *« la reconnaissance de l'Europe tout entière »*. C'est à ce prix, auquel s'ajoutent, en 1944, les nationalisations réclamées par les communistes *(lire encadré ci-dessous)*, que le PC aurait renoncé à son objectif de "révolution". Lors des élections législatives d'octobre 1945, celui-ci n'en deviendra pas moins le premier parti de France (26 % des voix). Mais la menace, pour l'heure, a été circonscrite. Trois mois plus tard, en janvier 1946, de Gaulle quitte le pouvoir. *« Ce départ ne manque pas de grandeur »*, commentera Maurice Thorez. ●

NATIONALISATIONS SUR ORDRE DU PC

Afin de complaire à ses "alliés" communistes, et fidèle à ses théories économiques élaborées dès 1942, de Gaulle engage à la Libération un vaste plan de nationalisations. De 1944 à 1946, des pans entiers de l'économie passent sous le contrôle de l'État : sources d'énergie (charbon, gaz, électricité), banques, assurances, usines Renault, ainsi que l'essentiel des "moyens de production", complétant les mesures déjà prises par le Front populaire (SNCF, construction aéronautique)… G. L.

"Le Camp de Conlie", bois gravé de Jeanne Malivel (1922).

"On meurt silencieusement, mais la mesure est comble. Aucune arme à feu ne reste efficace au camp actuel."

Le général de Marivault, dans une lettre à Gambetta.

Les soldats bretons sacrifiés par Gambetta

Pendant la guerre de 1870, une armée bretonne a été "oubliée" au camp de Conlie, dans de terribles conditions. Une page d'histoire écornant la légende du "grand Gambetta".

Par Yves Kerhuon

Nous sommes en 1870. Après le désastre de Sedan, où Napoléon III a été fait prisonnier, et la proclamation de la République le 4 septembre, Paris est assiégé par les Allemands. Le 7 octobre, Léon Gambetta, ministre de l'Intérieur du gouvernement de la Défense nationale, quitte la ville en ballon. Direction Tours, pour y organiser la *« guerre à outrance »*.

Le 14 octobre, Émile de Kératry, ex-député du Finistère et préfet de police de Paris, le rejoint et lui propose de constituer en Bretagne une armée de 40 000 hommes pour secourir la capitale. Gambetta, devenu ministre de la Guerre, y consent, confiant à Kératry, nommé général de division, l'organisation et le commandement de la future armée de Bretagne. Celui-ci parcourt la Bretagne pour y lever son armée, qu'il regroupe dans la Sarthe, dans un camp créé à cette fin près du bourg de Conlie, à l'ouest du Mans.

Très vite, des difficultés apparaissent. Les rudes conditions climatiques interdisent toute instruction militaire. La pluie inonde les tentes, détrempe le sol où pataugent quelque 50 000 hommes en sabots — l'administration de la Guerre ne leur fournit pas de souliers! Puis arrivent la neige et le gel, précédant un dégel qui transforme le bourbier en un cloaque où l'on enfonce à mi-jambe. Les soldats appellent le camp *Kerfank*, "la ville de boue".

La résistance et l'entraide des hommes sont cependant exceptionnelles : du début à la fin du camp (6 novembre 1870-7 janvier 1871) on ne recensera "que" 1942 malades, 1433 évacués et 143 morts. Mais le moral des troupes est d'autant plus bas que la plupart d'entre eux ne sont pas armés, ou équipés de vieux fusils, souvent en mauvais état. Gambetta, qui a promis des fusils modernes, à tir rapide, ne tient pas parole, interdisant même au directeur d'artillerie de Brest de livrer au général breton 32 000 fusils Chassepot disponibles. On annonce à Kératry des armes qui doivent arriver par bateau des États-Unis — il ne les recevra jamais.

Dans un rapport parlementaire sur le camp de Conlie publié en 1873, le député Arthur de La Borderie explique ces réticences à armer les soldats bretons par les *« préventions politiques défavorables »* du gouvernement républicain : *« L'armée de Bretagne était une armée essentiellement française et patriotique, ni républicaine, ni royaliste »*, écrit-il. Gambetta, au contraire, ne dissocie pas la cause de la France de celle de la République. À ses yeux, les Bretons restent des chouans. Le 22 novembre, il s'adresse à Kératry : *« Je vous conjure d'oublier que vous êtes breton, pour ne vous souvenir que de votre qualité de Français… »* Et le 24, dans une proclamation, il adresse aux soldats de Conlie cette exhortation révélatrice : *« Songez que vous vous battez pour sauver à la fois la France et la République, désormais indissolublement liées dans la bonne comme dans la mauvaise fortune. »*

Le camp de Conlie surnommé "la ville de boue"

Entre Kératry et le ministre, le ton monte. *« Je ne veux nullement conduire mes hommes à un désastre certain »*, proteste le général, qui démissionne le 27 novembre. Le général de Marivault, nommé en remplacement, découvre une situation catastrophique : *« On meurt silencieusement, mais la mesure est comble. Aucune arme à feu ne reste efficace au camp actuel »*, écrit-il. Ses demandes réitérées d'évacuation du camp sont rejetées. Gambetta finit pourtant par demander au délégué à la Guerre, Charles de Freycinet, de *« faire pour le mieux, même en avouant que je me suis trompé »*.

Les Allemands approchant, Marivault, conscient que son armée est incapable de se battre, décide d'évacuer, en train ou à pied. En guenilles et couverts de boue, dix mille mobilisés arrivent à Rennes, où leur état de délabrement physique suscite la compassion de la population. Au début du mois de janvier 1871, ne restent plus à Conlie que six bataillons d'Ille-et-Vilaine (un peu moins de 7000 hommes), qui affronteront quelques jours plus tard les Prussiens. Sans avoir reçu d'instruction et avec des fusils défectueux perçus au dernier moment… ●

Les six otages fusillés de la Roquette, du 24 mai 1871.
Photomontage réalisé par Eugène Appert.

ARCHIVE FARMS INC/ALAMY STOCK PHOTO

Communards, derrière le mythe, les crimes

Élevée au rang d'intouchable icône, la Commune de 1871 n'en a pas moins commis de nombreux assassinats et exactions. À l'encontre, notamment, de religieux.

Par Jérôme Besnard

26 mai 1871. Voici deux mois environ que Paris s'est constitué en Commune révolutionnaire, défiant le pouvoir, retranché à Versailles, des troupes d'Adolphe Thiers et du général de Gallifet. Mais l'avancée de ces dernières est irrésistible. Partout, les fédérés reculent. La défaite finale n'est plus qu'une question d'heures. S'il n'est pas question, ici, de minorer les exactions des Versaillais, celles-ci vont servir de prétexte à une autre "boucherie", tout aussi abominable, mais aujourd'hui quasiment occultée de tous les livres d'histoire faisant la part belle au "romantisme" des rebelles: le massacre de la rue Haxo.

C'est dans cette rue du XX^e^ arrondissement (aujourd'hui rue Eugène-Atget) que se dresse alors le QG de la garde nationale des fédérés. Voyant se rapprocher les Versaillais, le colonel révolutionnaire

Gois va ordonner l'exécution des 50 otages détenus à la prison de la Roquette dans le cadre du *« décret sur les otages »* — lui aussi "oublié" — du 5 avril 1871: *« Toute exécution d'un prisonnier de guerre ou d'un partisan du pouvoir régulier de la Commune sera, sur-le-champ, suivie de l'exécution d'un nombre triple d'otages qui seront désignés par le sort. »*

Sortis de leurs cellules, les otages sont conduits à pied jusque dans la cour de la Garde nationale sous les hurlements, les crachats, et parfois les coups, de la foule. Avant d'être fusillés par "fournées" de 10… Tomberont, ce jour-là, 36 gardes et gendarmes, 4 supposés *« informateurs »*, ainsi que 10 prêtres et religieux. Ces derniers étant, depuis le début, dans le viseur des insurgés. *« La Commune ne veut pas que les prêtres, religieux et religieuses jouent un rôle social, considérant leur action comme paternaliste et donc attentatoire à la dignité des pauvres »*, explique le prêtre et historien Jacques Benoist.

Circonstance aggravante : ces exécutions du 26 mai, les plus massives, s'ajoutent à de nombreuses autres, pour la plupart perpétrées, elles aussi, durant

CES VÉRITÉS QU'ON OCCULTE

la Semaine sanglante, marquant les derniers jours de la Commune (qui prendra fin le 28 mai 1871). Parmi eux, encore, nombre d'hommes d'Église. Le 24 mai à l'aube, six otages sont ainsi fusillés à la prison de la Roquette, dont l'archevêque de Paris, Mgr Georges Darboy, l'abbé Deguerry, curé de la Madeleine, deux pères jésuites et l'aumônier des ambulances. Le lendemain, c'est au tour de cinq pères dominicains du collège d'Arcueil (et de huit enseignants et domestiques laïcs) d'être exécutés avenue d'Italie, dans le XIII[e] arrondissement…

Vandalisme, destructions et incendies

À ces condamnations à mort sans le moindre procès — 85 au minimum du 21 au 28 mai 1871 — s'ajouteront de nombreux incendies volontaires : Hôtel de Ville, Tuileries, Caisse des Dépôts, palais d'Orsay (alors siège de la Cour des comptes), palais de la Légion d'honneur mais aussi Palais-Royal, où le feu sera heureusement circonscrit. Abattue le 16 mai, la colonne Vendôme devra être reconstruite.

Le "mythe" de la Commune n'en continue pas moins, aujourd'hui encore, à être célébré sans nuance. Et malheur à qui en rappelle la face sombre ! Le 29 mai 2021, à l'occasion des 150 ans de cet épisode tragique, l'archevêque de Paris, Michel Aupetit, avait organisé une procession en mémoire des religieux assassinés. Laquelle sera attaquée par des militants d'extrême gauche présents, au même moment, devant le mur des Fédérés du cimetière du Père-Lachaise… ●

LES "SAINTS" DE LA COMMUNE

Il n'y a pas eu que des coupables d'exactions, loin de là, dans les rangs de la Commune. On connaît bien sûr l'écrivain Jules Vallès (1832-1885), immortalisé par un portrait de Gustave Courbet, lui-même communard. Élu du XV[e] arrondissement, opposé à la dictature de Salut public, Jules Vallès dut s'exiler jusqu'en 1880, date de l'amnistie des communards. Figure appréciée du général de Gaulle et de bien d'autres, le méconnu colonel Louis Rossel (1844-1871) est pour sa part le seul officier supérieur à s'être rallié aux fédérés. Polytechnicien, ce protestant descendant de camisards devint chef d'état-major puis délégué à la Guerre de la Commune, dont il sera écarté le 10 mai 1871. Injustement condamné à mort par les Versaillais, cet authentique patriote sera fusillé le 28 novembre suivant au camp de Satory. J. B.

HANNIBAL HANSCHKE/REUTERS

Le camp de Buchenwald, où le PCF contrôlait “l’administration des forces du travail”.

Buchenwald, quand les communistes “triaient” les déportés…

“Des bourreaux pires que certains SS” : c’est ainsi que l’ex-résistant Henri Blanc a décrit, des années après, le rôle de plusieurs de ses anciens “camarades” dans ce camp de concentration. Entre autres témoignages. Tous accablants…

Par Éric Letty

Coup de tonnerre à l'automne 1983. Dans un article du *Courrier des Yvelines*, le conseiller municipal centriste de Sartrouville Laurent Wetzel proteste contre la volonté de la municipalité, alors communiste, de donner à une rue le nom de Marcel Paul (1900-1982), ministre PCF de la Production industrielle dans le gouvernement du général de Gaulle en 1945. En cause: son attitude à Buchenwald. Selon Wetzel, Paul *« entra dans la direction interne »* du camp de concentration nazi, où il *« disposa du sort, c'est-à-dire de la vie et de la mort, de nombreux camarades de déportation »*. Et d'ajouter: *« Dans ces fonctions, il tint compte essentiellement de l'intérêt de son parti. »*

«Outrage », *« indignité »*... : la réaction du Parti est tonitruante. Mais la polémique va se retourner contre les communistes. Normalien et professeur agrégé d'histoire, Wetzel — qui, comble d'humiliation, leur enlèvera la mairie de Sartrouville en 1989! — produit en effet plusieurs témoignages d'ex-déportés publiés après guerre et confirmant ses accusations. Parmi eux, celui de l'écrivain communiste Jorge Semprún dans son livre *Quel beau dimanche!* (Gallimard, 1980): *« L'organisation communiste clandestine, qui contrôlait l'administration des forces du travail à Buchenwald, se débrouillait pour que les membres du parti, les résistants véritables, ne soient pas envoyés dans les Kommandos extérieurs les plus durs (Dora, S III), sauf accident imprévisible... »*

Autre témoignage accablant, celui de l'ancien déporté Henri Blanc, dit Paul Noirot (1923-2010), devenu par la suite membre de la section économique du comité central du PCF. Dans *La Mémoire ouverte* (Stock, 1976), il écrit: *« Quand les SS exigeaient mille hommes, il fallait les choisir: par exemple désigner ceux qui partiraient à Dora creuser sous la schlague les tunnels à V2, c'était désigner qui mourrait et qui survivrait. Or ce partage des hommes se fit jour après jour, à divers échelons de l'appareil clandestin. Nous y avons tous plus ou moins participé, et nous en avons profité.* [...] *On essayait de tirer d'affaire ceux que les dirigeants du Front national* [mouvement de résistance communiste, NDLR] *estimaient nécessaires à la France d'après-guerre* [...]. *La communauté du camp se partageait entre une "aristocratie", elle-même à cercles concentriques, que nous voulions sauvegarder, et les autres. »* Et l'ex-déporté de s'interroger: *« Y avait-il toujours une différence d'essence, si j'ose dire, de nature en tout cas, entre nos bourreaux et nous-mêmes? Combien de "politiques" français, tchèques ou polonais ont-ils été, à des postes d'encadrement, des bourreaux pires que certains SS? »*

"Ils planquaient les communistes importants"

Pilote de chasse et membre de l'Organisation de résistance de l'armée (ORA), déporté à Buchenwald en mai 1944, le lieutenant Albert Bannes, non membre du Parti, a lui aussi témoigné, en 1996, de cette "collaboration" du PCF avec les gardes de Buchenwald: *« Toute l'organisation intérieure du camp était dirigée par des déportés. À Buchenwald, les communistes avaient pris le pouvoir et ne risquaient pas de le lâcher.* [...] *Il y avait un Lageraltester, des chefs*

MICHELIN, ENNEMI DE CLASSE

Même à Buchenwald, où il fut déporté pour faits de Résistance, Marcel Michelin, fils et neveu des fondateurs de la célèbre entreprise de pneumatiques auvergnate, n'en demeura pas moins un ennemi de classe aux yeux des communistes. Témoignage écrit de son ancien codétenu Albert Bannes: *« Nous descendions la principale avenue de Buchenwald, nous avons vu un groupe de Russes (peut-être un millier) qui se formaient en colonne un peu plus bas; ils défilaient lentement devant l'entrée d'un block, en tendant le poing et en insultant quelqu'un. Quand je suis arrivé à hauteur de ce block, j'ai vu un pauvre diable, très mal en point, assis sur une marche, avec deux types à brassard qui manifestement l'obligeaient à rester là. »* Bannes s'informe auprès de deux Français, qui lui répondent en riant: *« C'est le père Michelin! Chaque fois qu'il y a un arrivage de Russes, on leur propose de "voir un capitaliste", et ils défilent pour voir Michelin. »* Sauvé à deux reprises d'une affectation dans un Kommando redoutable grâce à l'intervention d'un ami déporté, le Dr Joseph Brau, Marcel Michelin n'y échappera pas la troisième fois. Et y trouvera la mort. É. L.

Marcel Paul (à droite) sortant de l'Élysée. Mis en cause par nombre de survivants de Buchenwald, il avait été nommé après la guerre ministre du gouvernement provisoire du général de Gaulle.

AGIP/BRIDGEMAN IMAGES

de block, avec toute l'armada des Kapo, des Stubendienz, Forarbeiter, etc. »

Et de citer le "héros rouge" Marcel Paul : celui-ci, accuse-t-il, *« n'était pas kapo, il était bien au-dessus, il était chef de l'Arbeitstatistik »*, directement placé *« sous l'autorité des SS ». « Théoriquement*, explique-t-il, *ce service devait sélectionner les détenus selon leur métier et capacités pour les envoyer dans les différents Kommandos. En réalité, ils plaquaient les communistes importants, mais envoyaient systématiquement tous les officiers à Dora, où la moyenne de vie était de 45 jours ».*

Selon l'ancien pilote, *« ce système n'a pas été mis en place par Marcel Paul, il fonctionnait bien avant »*. Le chef marxiste n'en a pas moins accepté d'en prendre la tête. Bannes, lui, refusera d'en profiter. Peu après son arrivée au camp, deux communistes s'approchent de lui. Paul, lui disent-ils, a appris qu'il avait fourni armes et cartes d'identité à la résistance rouge en Auvergne et en Corrèze. S'il accepte de *« marcher avec eux »*, Paul lui trouvera *« une bonne planque »*. L'officier décline. *« Faut être c... pour refuser quand Marcel Paul te propose une planque. T'as pas fini de le regretter! »*, lui lancent-ils. Quelques jours plus tard, trois *« types à brassard »* le font sortir du rang. Puis le rouent de coups. Avant, le lendemain, qu'il soit expédié à Dora...

"Toute l'organisation du camp était dirigée par des déportés. Les communistes avaient pris le pouvoir."

Lieutenant Albert Bannes, membre de l'Organisation de résistance de l'armée (ORA), déporté à Buchenwald.

Miraculé, Bannes survivra à l'épreuve. Mais n'oubliera pas. Apprenant que Marcel Paul, alors ministre, participait à Clermont-Ferrand, en janvier 1946, à une réunion de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes, il s'y rend, se lève et prend la parole devant les veuves présentes : *« Vous, Mesdames, dont les maris sont morts à Dora, savez-vous qui les a désignés pour aller à Dora ? C'est lui! »* Furieux, Paul tente de le frapper, mais l'ancien pilote esquive et riposte par un coup de poing au visage. Jamais, pourtant, Paul ne portera plainte. ●

AFP

André Marty (à droite) défilant aux côtés de Maurice Thorez (à gauche) et Jacques Duclos (au centre).

André Marty, le "boucher d'Albacete"

Envoyé par Staline et Thorez "purger" les Brigades internationales, cet agent du Komintern sera longtemps numéro trois du PCF. Portrait.

Agent d'influence très haut placé de Moscou, cadre dirigeant du Komintern et du PCF, le Français André Marty (1886-1956) est envoyé en Espagne soutenir les armées antifranquistes avec le titre d'inspecteur général des Brigades internationales. Bientôt surnommé "le boucher d'Albacete", il est l'un des bras armés du Grupo de Información, le service de renseignements créé par l'ambassadeur d'URSS en Espagne, Marcel Rosenberg, lui-même aux ordres du NKVD, les services secrets soviétiques.

Sa mission: participer à l'éradication des *« traîtres »* trotskistes et anarchistes. Rédigé par lui, un rapport consacré à *« la situation d'ensemble des brigades et forces internationales »* adressé au Komintern le 19 février 1937 va jusqu'à proposer de *« liquider Malraux »*. Si celui-ci aura la vie sauve, il n'en ira pas de même pour de nombreux autres. Selon l'historien Arnaud Imatz, auteur de *La Guerre d'Espagne revisitée* (Economica, 1993), *« André Marty est responsable de la mort de plus de 500 brigadistes internationaux »*. Dont une dizaine au moins abattus d'une balle dans la tête…

Corruption, beuveries et orgies

Selon l'ancien *« brigadiste »* Sygmunt Stein, auteur de *Ma guerre d'Espagne, Brigades internationales: la fin d'un mythe* (Le Seuil, 2012), Marty *« savait aussi employer d'autres méthodes pour asseoir son pouvoir: la corruption, les beuveries folles et les orgies qu'il organisait. Partout*, écrit-il, *gisaient des bouteilles. Sous la table, on apercevait des jambes et des bras enlacés. »* L'envoyé français de Staline note, fiche: chaque débordement pourra être utilisé contre ses auteurs…

De retour en France après la victoire de Franco (1939), Marty retrouve jusqu'en 1955 son siège de député, occupé presque sans discontinuer depuis 1924. Celui dont Hemingway écrivit que *« s'adresser à lui était une des choses les plus dangereuses qu'un homme pût faire. »* deviendra à la Libération le numéro trois du Parti, derrière Maurice Thorez et Jacques Duclos. Avant, en 1952, d'en être lui-même exclu. Motif: ses *« liaisons policières »*. Il sera réhabilité quarante-trois ans plus tard par Robert Hue, alors secrétaire général du PCF. **S. D.**

PAUL ALMASY/AKG-IMAGES

Prisonniers allemands, la France dans le viseur de la Croix-Rouge

Entre 1944 et 1948, près d'un million de prisonniers de guerre allemands vont être détenus et astreints au "travail forcé" en France. Le plus souvent dans des conditions extrêmes. Au point d'alarmer le Comité international de la Croix-Rouge.

Par Sabine Dusch

1944, l'Europe est en ruines, la France à rebâtir. *« Faites travailler les prisonniers ennemis. Ils ont détruit… qu'ils réparent… »*, titre une brochure du ministère du Travail. Partout en France, des dizaines de camps encadrés par des militaires se montent dans l'urgence pour "accueillir" les anciens soldats allemands. Sites de travail ou de transit, ces prisonniers de guerre y vivent dans un état sanitaire déplorable.

Sur près d'un million de détenus, 200 000 sont *« gravement sous-alimentés »*, 600 000 manquent de vêtements, la quasi-totalité dort sur des paillasses. Beaucoup succombent : 17 773 décès officiellement constatés entre les seuls mois de juin et octobre 1945! 34 000 au total, un nombre largement sous-évalué… *« Toute l'année 1945, et jusque vers mai 1946, les rations réelles ne dépassèrent guère 1000 à 1200 calories, ce qui entraîna une misère physiologique évoluant, dans de nombreux cas, vers la mort »*, confirment Maxime Le Poulichet et Jean-Paul Louvet dans *Les Camps de prisonniers de guerre allemands en Bretagne* (EB, 2015). Même constat, en 1945, chez Henry W. Dunning, responsable de la Croix-Rouge américaine : *« Les prisonniers étaient presque aussi faibles et émaciés*

Camp de prisonniers allemands à Mulhouse, en 1944.

que ceux que j'avais vus dans les camps de concentration nazis. Le jeune commandant nous dit qu'il privait délibérément les prisonniers de nourriture, et déclara: "Ces nazis ont enfin la monnaie de leur pièce"» Seuls les plus jeunes sont épargnés. *« Enrôlés à l'extrême fin de la guerre par l'armée allemande, ces prisonniers de guerre particuliers* [des enfants de 13 à 14 ans, NDLR] *sont regroupés et bénéficient d'une alimentation plus riche »*, relate Valentin Schneider dans *Un million de prisonniers allemands en France 1944-1948* (Vendémiaire, 2011).

Aujourd'hui oubliée, la situation est telle que le Comité international de la Croix-Rouge publie plusieurs rapports alarmants, poussant les Américains à cesser provisoirement leurs "livraisons" de prisonniers allemands à la France.

Bénéficiant, en théorie, de la Convention internationale de Genève, protectrice du droit des captifs, nombre de ceux-ci sont pourtant soumis à un régime de travaux forcés dans l'agriculture et les mines. *« Entre 1944 et 1948, 50000 Allemands en moyenne sont descendus dans les puits »*, rappelle Fabien Théofilakis dans son livre *Les Prisonniers de guerre allemands* (Fayard, 2014). Ces derniers extrairont jusqu'au… tiers de notre production de charbon.

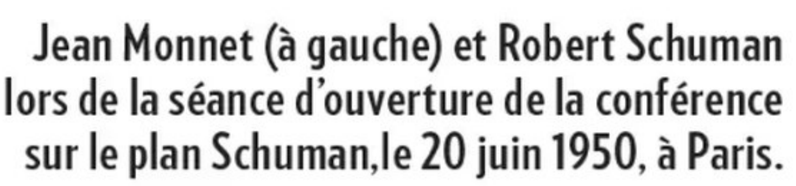
Nombre d'entre eux seront aussi utilisés dans les opérations à haut risque de déminage. Souvent sans la moindre protection: *« On a obligé un jeune prisonnier de 17 ans à chercher des mines sans appareil acoustique mais muni seulement d'une baïonnette*, rapporte la revue *Gavroche. Une mine a sauté et lui a arraché la jambe. »* Outre le travail forcé, les humiliations sont multiples. Témoignage d'Egon Greisner, 20 ans, sur son arrivée à Dijon le 23 septembre 1945, en provenance d'un camp américain: *« On nous fait traverser la ville où nous recevons des coups des passants, des bouteilles de bière sont jetées sur nous. Plusieurs de nos camarades sont blessés, tombent et sont piétinés par la foule hurlante. »*

Malgré le sentiment "anti-boche" dominant, la dénonciation de ces conditions de vie va faire l'objet, en 1945, de nombreux articles de presse. *« On voit des squelettes vivants, presque semblables à ceux des camps allemands de déportés »*, relate *Le Figaro* du 19 septembre. *« Ne pas les imiter. Un prisonnier allemand, même allemand, est un être humain »*, s'offusque *Le Monde*, dix jours plus tard.

Cette mobilisation qui ne va cesser de progresser — jusqu'à émouvoir le général de Gaulle — contribuera à améliorer leur captivité. À partir de 1947, les prisonniers allemands seront progressivement rapatriés ou transformés en travailleurs libres. Avant, en décembre 1948, que ne ferment les derniers camps. ●

34 000

C'est le nombre officiel des prisonniers de guerre allemands morts durant leur détention en France à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Un nombre considéré comme largement sous-évalué.



Jean Monnet (à gauche) et Robert Schuman lors de la séance d'ouverture de la conférence sur le plan Schuman,le 20 juin 1950, à Paris.

La face cachée des "Pères de l'Europe"

Jean Monnet et Robert Schuman : deux noms indissociables de l'idée et de la construction européennes. Derrière le mythe, deux personnalités liées aux États-Unis, et financées par eux.

Par Sabine Dusch

L'Europe intégrée, ça ne pouvait pas convenir à la France, ni aux Français… sauf à quelques malades mentaux comme Jean Monnet, qui sont avant tout soucieux de servir les États-Unis. Rapportés par Alain Peyrefitte dans son livre *C'était de Gaulle* (de Fallois-Fayard, 1994), cette terrible accusation portée par le Général résume bien toute la méfiance qu'il a toujours portée à l'encontre du plus célèbre des *« Pères fondateurs »* de l'actuelle Union européenne. *« Les Américains ne pourront jamais s'empêcher de favoriser au maximum la carrière d'un Jean Monnet, car ils reconnaissent en lui leur homme »*, confiera-t-il encore. Bref, un traître, ou pas loin. Ce qui n'a pas empêché celui-ci d'être inhumé au Panthéon en 1988…

50

C'est, en millions de dollars actuels, les sommes versées par les États-Unis aux mouvements proeuropéens du Vieux Continent, dont celui de Schuman, entre 1949 et 1959.

Impossible aujourd'hui, en effet, de remettre en question le "patriotisme" de Jean Monnet (1888-1979), pas plus que celui de son *alter ego* Robert Schuman (1886-1963), distingué *« serf de Dieu »* par le pape François en 2021. Et pour cause : les contester, c'est contester la construction européenne. *« Nous sommes là devant un phénomène quasi religieux : la construction européenne relève du dogme, la critique est un blasphème »*, écrit Philippe de Villiers dans *J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu* (Fayard, 2019).

Retour aux sources. Londres, 1905. Sa valise d'échantillons à la main, Jean Monnet, 17 ans, fils d'un négociant en cognac, prospecte pour la firme familiale. Sympathique, travailleur et anglophone, il se fait vite un nom. À 20 ans, ce voyageur a déjà posé le pied aux États-Unis et au Canada. Il conclut des marchés, affrète des bateaux. Le business, il l'a dans la peau. Quitte à braver la loi : en pleine prohibition (1919-1933), il fera fortune en vendant sa liqueur. Les voyages se suivent, les contrats s'enchaînent, ses relations s'étoffent. La City le séduit : *« la préoccupation qui y règne, c'est l'état des affaires, à Shanghai, à Tokyo, à New Delhi comme à New York. Tout le monde finit par se connaître, en jouant au golf ou aux dominos. Chacun fait ses affaires, mais ce sont en même temps les affaires de la City »*, confie-t-il dans ses *Mémoires* (Fayard, 1976).

Cette fascination pour le monde financier international ne le quittera plus. Il investit ou crée des banques, toutes ou presque sous drapeau américain. Une inclination affairiste que l'on retrouve dans sa vision des États-Unis d'Europe : *« un marché de 160 millions de consommateurs »* (9 juin 1955). De ➤

KEYSTONE FRANCE/GAMMA-RAPHO

“De Gaulle est un ennemi de la construction européenne. En conséquence il doit être détruit.”

Jean Monnet, dans une lettre à Roosevelt en 1943.

Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, rendant hommage à Jean Monnet et Simone Veil, le 7 janvier 2022 au Panthéon.

santé fragile, il est réformé lorsque éclate la Grande Guerre. De 1914 à 1919, il coordonne depuis Londres les ressources des Alliés. En 1923, il initie et préside la Société des Nations avant d'en démissionner pour redevenir banquier.

"Familier de Roosevelt et des financiers américains"

Arrive 1940. Monnet a 52 ans. Il aspire à un rôle politique international. Désormais, il est *« le familier de Roosevelt, l'ami des ministres et des financiers américains, l'homme qui* [a] *l'estime de Churchill, la confiance de Wall Street et de la City »*, comme le relate Pierre Viansson-Ponté dans *Le Monde*. Avec un tel entourage, son choix semble prévisible : Monnet ne répond pas à l'Appel du 18 juin, mais se met au service de Churchill. Et perçoit tôt en de Gaulle, un adversaire. *« C'est un ennemi de la construction européenne, en conséquence, il doit être détruit »*, écrit-il à Roosevelt en 1943.

« Après 1945, les États-Unis voulaient bâtir un marché européen géant privé de toute protection commerciale et financière contre leur concurrence », rappelle l'historienne Annie Lacroix-Riz. C'est donc loin du Quai d'Orsay, et en liaison avec le secrétaire d'État américain Dean Acheson, que Monnet travaille secrètement à la mise en commun de la production du charbon de France et d'Allemagne. Reste à officialiser ce texte fondateur, et lui trouver un

MISE EN SCÈNE ET PHOTO FICTIVE…

**9 mai 1950, Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères de Vincent Auriol, lit la "fameuse" déclaration, élaborée par Jean Monnet, posant la première pierre de l'Europe communautaire. Un événement sacralisé par une célèbre photo… prise ultérieurement. Comme l'avouera en effet en 1963 François Fontaine, l'ex-chef de cabinet de Monnet: *« Sur le seul cliché qui passe pour immortaliser la déclaration du 9 mai 1950, on voit, assis à la droite du Père — celui que nous appelions affectueusement le "Père Schuman" — Jean Monnet, dit "l'Inspirateur". Or, ce jour-là, Jean Monnet n'était pas à l'honneur. Mêlé à la foule des journalistes, il n'était encore qu'un conspirateur. »*
La photo, depuis, est quasi-introuvable. S. D.**

WITT/SIPA

porte-voix. Ce sera Robert Schuman, alors ministre des Affaires étrangères du président Vincent Auriol.

Le 9 mai 1950, celui-ci lit donc "sa" déclaration, élaborée par Monnet, première pierre de l'Europe communautaire — un événement sacralisé par une photo… fictive *(lire encadré page de gauche).* La Communauté économique du charbon et de l'acier (CECA) est née. Elle est entérinée par le traité de Paris (1957), qui la met sous couvert d'une Haute Autorité dotée de pouvoirs supranationaux absolus. *« Une certaine idée de l'Europe conçue par Jean Monnet* […] : *l'idée qu'on pouvait faire l'Europe en dehors des nations, voire contre elles, pour la mettre au service d'une hégémonie extérieure »*, écrit Jean-Pierre Chevènement dans son livre *1914-2014, l'Europe sortie de l'histoire?* (Fayard, 2013).

« Il fut admis que le financement du plan Monnet serait assuré pour une large part par les États-Unis, précise l'historien américain Irwin M. Wall. *Il en allait de même à l'époque pour tous les autres plans européens. »* En 1955, Jean Monnet fonde le *« Comité d'action pour les États-Unis d'Europe »* afin de relancer le débat sur l'intégration européenne. Lequel bénéficiera de fonds versés par un organisme privé américain, le Comité américain pour une Europe unie, ainsi que par les fondations Ford et Rockefeller. Ce comité américain fait office de discret banquier. Il est présidé par William J. Donovan, ex-directeur de l'*Office of Strategic Services*, et coprésidé par Allen Dulles, directeur de la CIA de 1953 à 1960.

« De 1949 à 1959, les Américains, par l'intermédiaire de leurs services secrets et du Comité pour l'Europe unie, versent l'équivalent de 50 millions de dollars actuels à tous les mouvements proeuropéens », a calculé l'historien Rémi Kauffer. Parmi eux, le Mouvement européen de Robert Schuman.

Destruction des archives de Schuman

Né allemand au Luxembourg d'un père lorrain, redevenu français en 1918, ce fervent catholique débute en politique fin 1919. Habile politicien, il est plusieurs fois élu député de Thionville. Le 12 juin 1940, il entre au premier gouvernement Pétain, vote les pleins pouvoirs à Vichy, puis démissionne en juillet 1940. *« Les biographes de Schuman ont tous été affrontés à un obstacle majeur pour retracer les années d'avant la Seconde Guerre mondiale: la destruction par Schuman de la presque totalité de ses archives en septembre 1940 »*, relate François Roth, l'un de ses biographes.

En septembre 1940, il est arrêté par les nazis puis envoyé en résidence surveillée à Neustadt, en Allemagne. Il s'évade en 1942, se cachant jusqu'à la fin de la guerre dans des abbayes. *« Si les Allemands n'avaient eu affaire qu'à des résistants de son acabit, ils auraient eu une plus belle vie »*, ironise l'historien Roger Maudhuy. Relevé de son *« indignité nationale »* en septembre 1945, Schuman sera ensuite neuf fois ministre sous la IVe République. Avant d'atteindre, comme Jean Monnet, au statut d'icône. Intouchable. ●

MONNET, L'HOMME DE L'OTAN

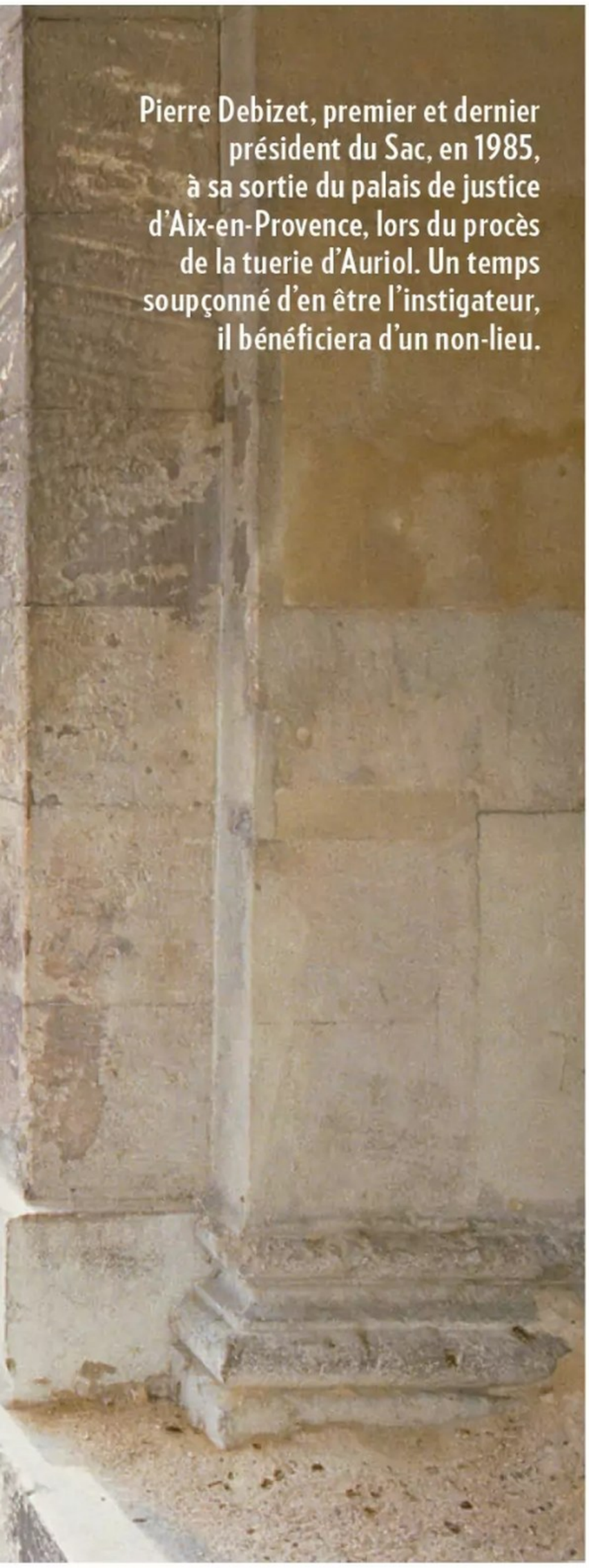
Dans son étude *L'Europe vue des États-Unis* (26 novembre 2015), le spécialiste de géopolitique Alexandre Andorra rappelle ces propos, tenus en 2002 par John Hulsman, un proche de George W. Bush: *« L'Europe, telle qu'elle existe actuellement, correspond aux intérêts des Américains: ses membres sont capables d'appuyer les États-Unis quand leurs intérêts coïncident avec ceux de l'Amérique, mais l'Europe est trop faible pour s'opposer facilement à l'Amérique sur des questions fondamentales de sécurité nationale. »* Disciple, dès l'origine, de cette doctrine, c'est ainsi Jean Monnet qui rédigera secrètement, le 17 octobre 1967, la motion du Bundestag… condamnant la décision de De Gaulle de retirer la France du commandement intégré de l'Otan. S. D.

PASCAL PARROT/SYGMA VIA GETTY IMAGES

Le SAC, les flics perdus du Général

Au départ service d'ordre à l'usage exclusif de De Gaulle et de sa garde rapprochée, le Service d'action civique, devenu une officine barbouzo-criminelle, sera dissous en 1982. Entre les deux, vingt-deux ans d'intrigues et de coups tordus.

Par Arnaud Folch



Pierre Debizet, premier et dernier président du Sac, en 1985, à sa sortie du palais de justice d'Aix-en-Provence, lors du procès de la tuerie d'Auriol. Un temps soupçonné d'en être l'instigateur, il bénéficiera d'un non-lieu.

18 juillet 1981, 15 heures. Le visage en partie dissimulé par des masques de chirurgien, six hommes se garent à proximité d'une maison isolée d'Auriol, non loin de Marseille. Objectif du commando, conduit par un colosse au crâne chauve que ses hommes surnomment "Kojak": éliminer le propriétaire de la maison, un inspecteur de police du nom de Jacques Massié. Mais lorsqu'ils pénètrent, armes aux poings, dans la demeure, celui-ci est absent. Cinq autres personnes sont en revanche présentes: ses parents, son beau-frère, sa femme et son fils, âgé de 7 ans. Les adultes sont étranglés tour à tour avec une cordelette; l'enfant, frappé à mort à coups de tisonnier. Puis les six hommes attendent le retour de Massié, qui rentre à 3 heures du matin. Il est poignardé dans le dos. La "tuerie d'Auriol" va choquer la France entière. Et braquer les projecteurs sur trois lettres plus habituées à l'ombre qu'à la lumière: SAC.

Les tueurs et leur dernière victime sont en effet tous membres du Service d'action civique. C'est parce que Massié, leur patron, chef du SAC de Marseille, s'apprêtait à monnayer ses secrets avec la gauche, au pouvoir depuis deux mois, que ses acolytes ont décidé de l'abattre — et avec lui sa famille, par crainte d'être reconnus. Lors de leur procès, en 1985 — qui les verra condamnés de quinze ans de prison à la perpétuité —, certains, dont Jean-Joseph Maria, le fameux "Kojak", évoqueront certes un mystérieux "contrat". Mais rien qui permette de mettre en cause le sommet de l'organisation. Malgré six mois de travail, 46 séances et 159 heures d'auditions, la commission d'enquête parlementaire nommée à la suite de l'affaire (où refuseront de siéger les élus de droite) doit en dresser le constat: *« Nous ne sommes parvenus*, conclut-elle, *qu'à lever un coin du voile… »* Le SAC sera néanmoins dissous par François Mitterrand, lors du Conseil des ministres du 28 juillet 1982. Motif: *« L'action de cette organisation est fondée sur la violence et sur des pratiques voisines du banditisme. »*

Des cartes d'adhérent barrées de tricolore

Rien de sulfureux pourtant, au départ, dans les statuts de l'association "Service d'action civique", déposés à la préfecture de Paris le 4 janvier 1960, moins de deux ans après le retour au pouvoir de De Gaulle. Son objet: *« Défendre et faire connaître la pensée et l'action »* du Général. Dans l'esprit de ses fondateurs, dont Charles Pasqua, son vice-président, et surtout Jacques Foccart, son véritable cerveau, confident et "Monsieur Afrique" de De Gaulle, la vocation du SAC est cependant tout autre: devenir un service d'ordre et de renseignements entièrement dédié au Général et à sa garde rapprochée.

Police parallèle du nouveau régime, ses cartes d'adhérent barrées de tricolore ressemblent à s'y méprendre aux officielles. Les méthodes utilisées, elles, se veulent nettement plus expéditives. Cible prioritaire: le Parti communiste, alors tout-puissant. Dans une note interne, celui-ci est décrit comme *« un danger natio-*

MANUEL BIDERMANAS/AKG-IMAGES

La manifestation de soutien au général de Gaulle, le 30 mai 1968. Au premier plan, troisième à partir de la droite, Jacques Foccart, secrétaire général de l'Élysée pour les affaires africaines, et cerveau du SAC.

nal devant être détruit ». Idem avec ses relais, notamment la CGT: *« Ce n'est pas la réduction de son influence que nous visons, mais son élimination pure et simple »*, affirme un autre document.

Dès sa création, l'organisation se "spécialise" donc dans les coups de main et les coups de force: attaques de meetings adverses, opérations anti-piquets de grève… Guerre d'Algérie oblige, et promesse initiale de De Gaulle de préserver l'Algérie française, c'est cependant la lutte contre le FLN qui occupe au départ l'essentiel du "Service". Dans son livre *B… comme barbouzes* (Alain Moreau éditeur, 1975), l'ancien membre du SAC Patrice Chairoff résume en trois mots le "travail" de son ex-organisation contre les indépendantistes algériens: *« ficher, infiltrer, éliminer »*.

À partir de 1962, ces mêmes méthodes seront retournées contre… l'OAS. Débute alors, sous la direction de Paul Comiti, chef des "gorilles" du Général, la période la plus sombre de l'histoire du SAC. Afin de pallier les défections, l'organisation se montre (nettement) moins pointilleuse sur le recrutement — 16 000 personnes à son apogée. Petits et gros truands affluent. Coups tordus et bavures se multiplient. Les hommes du SAC sont notamment suspectés d'avoir participé à l'enlèvement de Mehdi ben Barka, chef de l'opposition marocaine, le 29 octobre 1965 à Paris, ainsi qu'au braquage de l'hôtel des Postes de Strasbourg, en 1971.

200

C'est, selon le journaliste Michel Labro, le nombre de membres du SAC cités entre 1970 et 1982 dans des affaires de trafics d'armes, de drogue, d'alcool et de faux papiers.

Peu après les événements de mai 1968, où le SAC est mis à contribution pour *« soulever les masses »* lors de la grande manifestation gaulliste du 30 mai, Pierre Debizet, qui avait démissionné après les accords d'Évian, reprend les commandes du groupe. Les cartes bleu-blanc-rouge sont supprimées. Mais rien ne change. Du début des années 1970 à sa dissolution, douze ans plus tard, *« on recensera*, selon le journaliste Michel Labro, *plus de 200 membres du SAC cités dans des rapports de police concernant des trafics d'armes, de drogue, d'alcool, de faux papiers. Dans plus d'un grand scandale, du meurtre d'un caïd lyonnais à celui d'un gréviste de Rennes, d'une officine de trafic d'influence aux raids anti-autonomistes en Corse, on retrouve de nouveau la marque du SAC »*.

Après sa dissolution et toujours sous la coupe de Debizet (mort en 1996), lui succédera une nouvelle organisation: le Mil (Mouvement initiative et liberté). Mais si les mêmes grognards, dont Pasqua, se sont penchés sur son berceau, son influence et ses méthodes n'auront plus à rien à voir. Ayant repris l'expression "défense des valeurs civiques" dans ses statuts afin de bien marquer sa filiation, l'association, toujours en activité, se contente pour l'essentiel de campagnes d'affichage contre la gauche. Laquelle la soupçonne d'œuvrer, en coulisse, à des alliances entre Les Républicains et le RN. Toujours une petite odeur de soufre, donc. Mais loin, très loin, plus de trente ans après sa dissolution, de celle encore dégagée par sa devancière… ●

LE FONDS MAUBERT SOUTIENT L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE PHILIBERT-VRAU

CATHOLIQUE – TECHNIQUE – HORS-CONTRAT

MENUISERIE - ÉLECTRICITÉ - MAÇONNERIE - AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS - MÉTIERS DE BOUCHE

L'École professionnelle Philibert-Vrau, ouverte en septembre 2012, est un établissement catholique d'enseignement technique privé hors contrat implanté près de Châteauroux, sur le site de La Martinerie.

Elle accueille des garçons, à partir de l'âge de 15 ans, avec possibilité d'internat, dans l'objectif de :

- **développer l'habileté et le savoir-faire d'un métier ;**
- **susciter le goût du travail bien fait ;**
- **transmettre la grandeur et la valeur chrétienne du travail ;**
- **former des artisans autonomes et responsables.**

Elle s'appuie sur un réseau d'artisans, de petites et moyennes entreprises qui participent à la transmission d'un savoir-faire et des valeurs chrétiennes du travail.

Le Fonds Maubert est un fonds de dotation qui soutient l'éducation, favorise la mise en valeur du patrimoine artistique et la diffusion de la culture française. Il a la grande capacité juridique de recevoir librement des donations et legs en franchise des droits de mutation à titre gratuit.

JE SOUTIENS L'ÉCOLE PHILIBERT-VRAU

- **Par chèque** à l'ordre de A.E.P. Philibert-Vrau
- **Par virement** en demendant le RIB à l'adresse : *economat@lamartinerie.fr*
- **Par donation, legs ou assurance vie via le Fonds Maubert** en contactant le 01 45 06 97 27 ou à l'adresse *contact@fonds-maubert.fr*

La Martinerie - RD 96 - 36130 Montierchaume - direction@lamartinerie.fr

Vraies et fausses légendes

Les mouroirs des camps vietminh, le vrai bilan de la France coloniale, les anarchistes contre la République, Khomeiny ami de la France… Une autre histoire, la vraie.

Soldats français prisonniers du Vietminh en 1954.

TALLANDIER/BRIDGEMAN-IMAGES

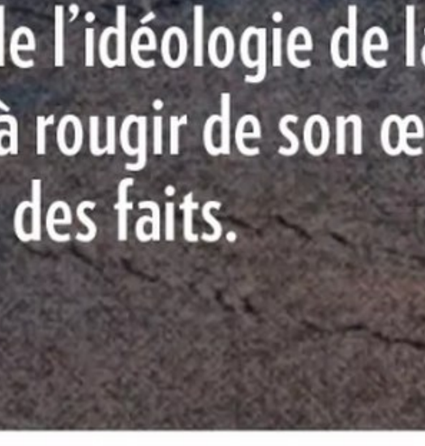
Colonies africaines, le

À rebours du "politiquement correct" et de l'idéologie de la repentance, la France de Brazza et de Lyautey n'a pas à rougir de son œuvre colonisatrice. Tout au contraire. La vérité ces chiffres et des faits.

Par Bernard Lugan

LOOK AND LEARN/BRIDGEMAN-IMAGES - PATRICK IAFRATE

Il est faux de dire que la France a pillé l'Afrique: seul pays africain à n'avoir jamais été véritablement colonisé, l'Éthiopie en est aujourd'hui le plus pauvre… Mais il est tout aussi faux de prétendre que ce serait grâce aux colonies que notre pays, et plus largement l'Europe, se serait enrichi. Là encore, si ce postulat était vérifié, le Portugal, qui n'a décolonisé qu'en 1975, devrait être une puissance industrielle mondiale et l'Allemagne, qui a perdu ses colonies en 1918, une sorte de pays du tiers-monde…



La vérité, c'est que la France, pour ne parler que d'elle, a non seulement mis un terme aux famines et aux grandes endémies, a appris aux Africains à ne plus avoir peur du village voisin ou des razzias esclavagistes, mais encore, en construisant, soignant et enseignant, a considérablement investi. Le plus souvent au détriment de sa propre économie! Son bilan fut donc bel et bien positif: soixante ans après notre départ, le PIB par habitant de nos anciennes colonies est aujourd'hui inférieur à celui qu'il était avant leur indépendance…

Le cas français a été brillamment étudié par l'historien et universitaire Jacques Marseille, dont le livre *Empire colonial et capitalisme français* (Albin Michel, 1984) constitue la meilleure analyse scientifique de la question. Ses conclusions sont claires:

bilan positif de la France

Illustration du début du XXe siècle pour un livre d'histoire destiné aux écoliers. En bas, à gauche, Bernard Lugan.

depuis 1930 environ, nos colonies ont entravé, et non stimulé, la croissance économique de la France. De même la décolonisation fut-elle un *« délestage »* voulu par une large partie du patronat français afin de favoriser la croissance de ses activités.

Objectif de ce "délestage": faire bénéficier l'industrie française de capitaux investis, jusque-là en pure perte ou sans réelle contrepartie économique, dans des territoires où nous nous étions volontairement créé des obligations morales, véritables "contraintes de souveraineté", ayant engendré des dépenses militaires, scolaires, sanitaires et administratives ainsi que de coûteux investissements dans le domaine des transports: ponts, voies ferrées, routes, etc. *(lire encadré page suivante).* Dès 1956, cette réalité faisait écrire au journaliste Raymond Cartier que la situation de la

PRIORITÉ À L'ÉDUCATION

En 1960, à la veille de la décolonisation, 3,8 millions d'enfants des colonies africaines françaises étaient scolarisés. Dans la seule Afrique noire, 16000 écoles primaires et 350 écoles secondaires (collèges ou lycées) fonctionnaient. En 1960 toujours, 96 % des instituteurs, formés par la France, étaient africains. Les 4 % restants étaient des Français: 28000 au total sur l'ensemble du continent africain — soit le huitième de tout le corps enseignant français.

Le continent africain et ses colonies dans les années 1950. L'économiste Jacques Marseille y chiffre à 70 millions de francs-or (courant 1913) le déficit global de notre colonisation, soit l'équivalent de trois fois le montant de l'aide Marshall accordée plus tard à la France par les Américains.

14

C'est le nombre total de pays d'Afrique noire ayant été colonisés à un moment par la France : Côte d'Ivoire, Dahomey (futur Bénin), Guinée, Haute-Volta (futur Burkina Faso), Mauritanie, Niger, Sénégal, Soudan français (futur Mali), Togo, Gabon, Moyen-Congo (partie du Gabon et de l'actuelle République démocratique du Congo), Oubangui-Chari (future République centrafricaine) et Tchad.

En freinant le déclin de certains secteurs industriels, on peut se demander, écrit Jacques Marseille, *« si l'empire n'a pas contribué à ralentir la reconversion de la structure des exportations par rapport à celle des autres pays européens »*. L'existence du débouché colonial protégé a pu ainsi achever d'interdire toute évolution vers la compétitivité aux secteurs industriels français en crise. En 1914, 46 sociétés coloniales avaient réalisé 116,8 millions de francs (1914) de bénéfices. En 1958, elles furent 132 à réaliser seulement 105,3 millions de francs (constants 1914).

Le mythe mensonger de la "colonisation pillage"

Cela s'explique. Les produits importés de l'Empire n'étaient pas rares (à l'exception des phosphates du Maroc) et ils étaient payés largement au-dessus des cours mondiaux. Quelques exemples pour le démontrer:

– en 1958, 22 % de toutes les importations coloniales en métropole étaient constituées par le vin algérien, dont le litre était payé 35 francs alors que, à qualité égale, le vin grec, espagnol ou portugais ne valait que 19 ou 20 francs;

– quand le caoutchouc indochinois était payé 5 francs le kilo, le cours mondial était de 2,50 francs;

– le cacao de Côte d'Ivoire était payé 2,20 francs le kilo, tandis que le cours mondial était de 1,80 franc;

– le sucre des Antilles était payé 2,20 francs le kilo alors que son cours mondial était de 50 centimes, *idem* pour les arachides du Sénégal, etc.

Hollande serait économiquement moins brillante *« si, au lieu d'assécher son Zuiderzee et de moderniser ses usines, elle avait dû construire des chemins de fer à Java, couvrir Sumatra de barrages, subventionner les clous de girofle des Moluques et payer des allocations familiales aux polygames de Bornéo »*.

Quant à Jacques Marseille, il distingue dans l'économie française deux secteurs principaux. Le premier, hautement compétitif, rassemblait les industries "motrices" de la croissance (métallurgie, sidérurgie). Orientées vers les exportations hors du cadre impérial, celles-ci ne trouvaient que peu d'intérêt à l'étroit débouché colonial. Le second, celui des secteurs économiques en déclin ou en crise (huileries, industries sucrières ou textiles), survivant à l'abri du protectionnisme colonial et des subventions de l'État. Pour l'auteur, *« à industrie déclinante, débouché colonial privilégié »*.

ROUTES, VOIES FERRÉES, HÔPITAUX...

Au total, la France a construit en Afrique :

- **215 000 kilomètres de pistes carrossables**
- **50 000 kilomètres de routes bitumées**
- **18 000 kilomètres de voies ferrées**
- **2 000 dispensaires**
- **600 maternités**
- **220 hôpitaux (où soins et médicaments étaient gratuits)**
- **196 aérodromes**
- **63 ports**

“Soixante ans après la décolonisation, le PIB par habitant de nos ex-colonies africaines est inférieur à celui qu’il était avant leur indépendance.”

Bernard Lugan

KOVAK/ALAMY STOCK PHOTO

LIONEL CIRONNEAU/AP/SIPA

Discours, en mars 1984, de Léopold Sédar Senghor, premier président de la République du Sénégal, élu en 1983 à l'Académie française. Senghor fut aussi député français à l'instar, notamment, de Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire).

Non seulement les productions coloniales ont coûté très cher à l'économie française, car achetées largement au-dessus de leur cours mondial, mais encore, en entrant en concurrence directe avec des productions métropolitaines, contribuèrent-elles à en ruiner des secteurs entiers. Après la décolonisation, dégagée des subventions indirectes et allégée des secteurs moribonds, l'économie française a pu se lancer dans la bataille de la compétitivité. Les transferts de capitaux publics ont alors pu bénéficier à quelques grands programmes nationaux en métropole (nucléaire, autoroutes, etc.).

La "colonisation pillage" est donc un mythe. *Idem* pour l'image du "colon bourreau" — même s'il y en eut aussi. Car en quelques années, ces colons — administrateurs, officiers et missionnaires — apportèrent aussi aux Africains la notion jusque-là inconnue de sécurité quotidienne. Médecins et infirmiers ont fait reculer le paludisme, la tuberculose, la bilharziose, la maladie du sommeil, le trachome et les diverses parasitoses qui achevaient de tuer des millions de malheureux sous-alimentés. Outre les soins, les Africains mangeaient alors à leur faim et l'essor démographique fut considérable.

Alors, oui, la colonisation fut une parenthèse brève mais positive pour les populations d'Afrique. De Gaulle lui-même le reconnaissait en 1967 : « *Certes, au temps où la colonisation était la seule voie qui permît de pénétrer des peuples repliés dans leur sommeil, nous fûmes des colonisateurs, et parfois impérieux et rudes. Mais au total, ce que nous avons, en tant que tels, accompli laisse un solde largement positif aux nations où nous l'avons fait.* »

Le gendarme assurait la paix, le médecin soignait les corps, l'instituteur transmettait son savoir, le colon fournissait du travail, le juge protégeait de l'arbitraire, l'administrateur ne laissait pas les disettes saisonnières se transformer en famines. Quant aux agronomes, ils ne cessaient d'encourager les paysans à utiliser le mil et le sorgho pour les élevages de volailles ou de porcs, et non plus pour la fabrication d'alcool. Ils luttaient contre les feux de brousse détruisant chaque année deux tiers des réserves fourragères de la saison sèche. Ils ne cessaient de mettre les populations en garde contre l'abattage systématique des arbres.

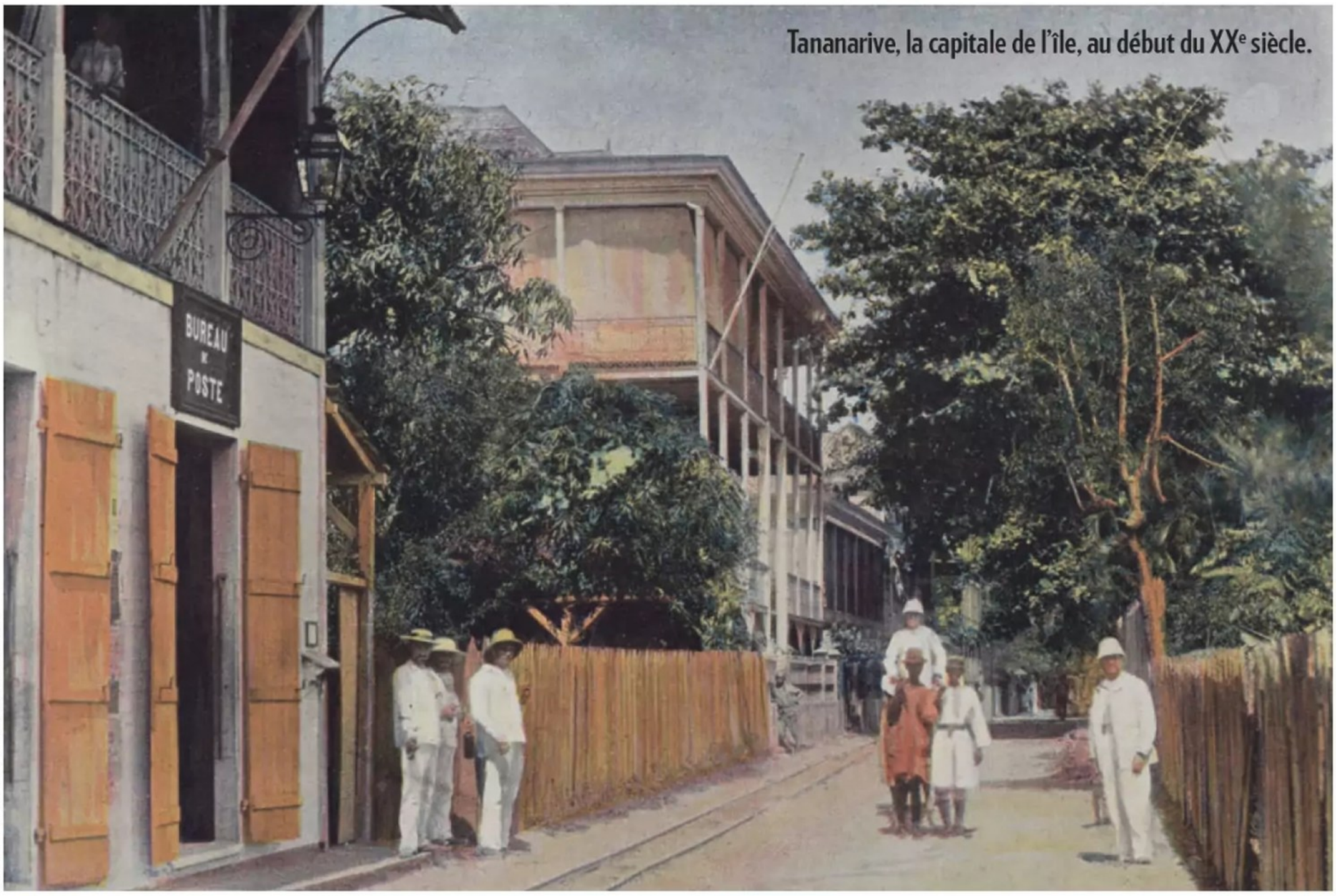
Ne pas le reconnaître — sans minorer, par ailleurs, les taches de cette période — c'est mentir. Soixante ans après la décolonisation, sans doute est-il temps d'en revenir à la vérité des faits. Et d'en finir avec cette "honte française" imprégnée dans les esprits. Laquelle vise, en réalité, comme dans d'autres domaines, à faire de l'homme occidental un éternel "coupable". Qu'il n'est pas. ●

VICTOR HUGO : "CROISSEZ, CULTIVEZ, COLONISEZ !"

"Que serait l'Afrique sans les Blancs? Rien; un bloc de sable; la nuit; la paralysie; des spectacles lunaires. L'Afrique n'existe que parce que l'homme blanc l'a touchée *[...]*. Allez, Peuples! emparez-vous de cette terre. Prenez-la. *[...]* Allez, faites! Faites des routes, faites des ports, faites des villes; croissez, cultivez, colonisez, multipliez!"

"Discours sur l'Afrique", de Victor Hugo, prononcé le 18 mai 1879 lors du banquet commémoratif de l'abolition de l'esclavage organisé par la Ligue des droits de l'homme en présence de Victor Schoelcher, initiateur du célèbre décret.

De Gaulle : "Ce que nous avons accompli dans nos colonies laisse, au total, un solde largement positif aux nations où nous l'avons fait."



Tananarive, la capitale de l'île, au début du XXe siècle.

LOOK AND LEARN/BRIDGEMAN IMAGES

À Madagascar, la France bienfaitrice

Après soixante-quatre ans de domination (1895-1960), la France a laissé sur cette île africaine un héritage exceptionnel. Bilan vérité.

Outre l'unification territoriale et politique entreprise, dès le départ, par Gallieni, le bilan de la France fut particulièrement remarquable dans le domaine de la santé, permettant notamment la fin des grandes endémies ravageant l'île (peste, choléra, variole, fièvre typhoïde). Résultat : la population est passée de 2,5 millions d'habitants lors de sa conquête par la France, à plus de 6 millions en 1960, au moment de son indépendance. La même année 50 % des enfants étaient scolarisés.

La France a aussi légué à Madagascar 28 000 kilomètres de pistes carrossables, 3 000 kilomètres de routes, des lignes de chemin de fer reliant toutes les grandes villes, quatre ports équipés, des aérodromes. Dans le domaine agricole, ont été mises en place des cultures rentables de café, vanille, girofle, canne à sucre et tabac. La culture du poivre a été introduite, avec celles du coton, du sisal, des arbres fruitiers, de la vigne et de la pomme de terre. Grâce au développement de sa riziculture, Madagascar est devenue exportatrice de riz dès 1920.

Nos ingénieurs des Eaux et Forêts ont par ailleurs lutté contre l'érosion en reboisant les hauts plateaux. Plusieurs barrages ont été construits. Des industries de transformation des productions agricoles ont été créées : huileries, sucreries, tanneries, conserveries de viande et de poisson… Au moment de l'indépendance, l'autosuffisance alimentaire était assurée.

Classé, en 1960, parmi les prometteurs "pays en voie de développement", Madagascar est aujourd'hui ruiné par la corruption et sa population périodiquement menacées par la famine. En 2014, la peste y a fait son retour… **B. L.**

Louis XVII au Temple
(huile sur toile, anonyme).

AKG-IMAGES / JÉRÔME DA CUNHA

Louis XVII, l'indicible martyre

La mort de l'enfant roi fut si révoltante qu'on ne cessa d'inventer des hypothèses alternatives. Les faits furent malheureusement plus simples. Récit.

Par Laurent Dandrieu

Le 8 juin 1795, vers 15 heures, le petit Louis Charles, 10 ans, devenu roi à la mort de son père sous le nom de Louis XVII, expire entre les bras d'un gardien de la prison du Temple, où il est enfermé depuis près de trois ans. Souvent occultées, les causes de sa mort sont la conséquence logique des avanies qu'il eut à subir. Louis Charles était prisonnier au Temple depuis le 13 août 1792. C'était jusqu'alors un enfant vif, joyeux, d'une intelligence précoce, d'une santé robuste mais d'un tempérament nerveux, très affectueux : le "Chou d'amour" est notamment très attaché à sa "Maman Reine". Il partage d'abord sa détention avec le reste de sa famille. L'exécution de Louis XVI, le 21 janvier 1793, change la donne : quelques minutes après, Marie-Antoinette s'agenouille devant son fils : pour tous les royalistes, le Dauphin est désormais Louis XVII. Côté républicain, on s'interroge : faut-il l'exiler ? le garder en otage ?

Responsable des prisonniers du Temple, Chaumette a la solution : « *Je l'éloignerai de sa famille, pour lui faire perdre l'idée de son rang.* » Le 3 juillet 1793, l'enfant est arraché à sa mère pour être confié à un cordonnier illettré et à sa femme, les Simon, dans un appartement séparé. Simon travaille à la dépravation morale du "louveteau" : on lui apprend à jurer, à blasphémer et à renier son origine. On le coiffe du bonnet rouge, on l'abreuve de vin, voire d'eau-de-vie, pour lui faire chanter *la Carmagnole*. Pour le faire obéir, Simon le menace de la guillotine, plongeant Louis XVII dans un état de profonde terreur.

1395

C'est le nombre de jours passés par Louis XVII à la prison du Temple (13 août 1792-8 juin 1796), de son incarcération à sa mort.

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que la santé de l'enfant se dégrade. Début mai 1795, ses gardiens signalent « *une indisposition et des infirmités qui paraissent prendre un caractère grave* ». Le Dr Desault, dépêché au Temple, déclare y avoir « *trouvé un enfant idiot, mourant, victime de la misère la plus abjecte, de l'abandon le plus complet, un être abruti par les traitements les plus cruels et qu'il est impossible de rappeler à l'existence* ». Malgré son traitement reconstituant, l'enfant expire le 8 juin. Sa mort sera tenue secrète pendant une demi-journée, le temps de la proclamer à la tribune de la Convention. L'autopsie pratiquée par un dernier médecin, Pelletan, assisté de trois autres, diagnostiquera une tuberculose scrofuleuse. Le 10 juin, le corps sera mis en terre, dans une fosse commune, au cimetière Sainte-Marguerite. ●

LA FAUSSE "ÉNIGME DU TEMPLE"

Pour les "survivantistes" et autres "évasionnistes", le corps mis en terre ne saurait être celui de Louis XVII, mais celui d'un enfant qui lui aurait été substitué pendant ses mois d'enfermement. À l'appui de leurs thèses, qui toujours partent de la conclusion souhaitée — que l'enfant royal ait échappé à ses bourreaux —, aucune preuve mais des indices fragiles : on n'a pas fait venir sa sœur pour identifier le cadavre, ni fait appel aux médecins qui avaient soigné l'enfant quand il était encore avec sa famille. Mais plus d'une dizaine de personnes, dont la totalité des officiers de garde, reconnurent le corps. Et durant sa période d'"enfermement", l'enfant vit défiler plusieurs centaines de commissaires chargés de "constater l'existence" du petit prisonnier, dont plusieurs avaient vu le Dauphin aux Tuileries. Nombreux sont ceux, pourtant, qui proclamèrent être l'ancien prisonnier du Temple. De cette centaine de faux dauphins, le plus célèbre, Naundorff, horloger berlinois, finit par se vouloir prophète, et par fonder une nouvelle religion, l'Église catholique évangélique… En 1998, des tests ADN confirmeront son absence de parenté avec Marie-Antoinette. La prétendue "énigme" a trouvé son point final en 2000, lorsqu'une analyse ADN faite sur le cœur de l'enfant du Temple, que le Dr Pelletan avait dérobé durant l'autopsie, a établi sans contestation possible que celui-ci était bien affilié à la reine. Il repose à Saint-Denis, la nécropole des rois de France. L. D.

Les anarchistes contre la République

Déluge de bombes, assassinat du président Sadi Carnot et de dizaines d'autres personnes… : présentés comme des idéalistes, les "anars" ont en réalité multiplié les attentats sous la IIIe République.

Par Emmanuel Bonini

Au XIXe siècle, à une époque où règne l'analphabétisme, où l'espérance de vie pour un travailleur ne dépasse pas 30 ans et où un enfant sur deux meurt avant l'âge de 6 ans, la question sociale devient récurrente. L'anarchisme va faire une entrée en force chez les ouvriers. Mais bientôt, aux idées de Proudhon (« *La propriété, c'est le vol* »), le penseur du socialisme libertaire, le révolutionnaire russe Bakounine (1814-1876) va ajouter l'idée que le premier devoir du prolétariat est la « *destruction de tout pouvoir politique* ». Chassés de l'Internationale par les marxistes, les anarchistes vont alors passer à l'"action directe", notamment en France.

À l'origine, le mouvement anarchiste français n'était pourtant pas partisan de la manière forte. C'est par l'éducation des masses et la propagande que les idées devaient se répandre, en s'appuyant notamment sur une presse militante, tel *Le Révolté*, dirigé par Jean Grave (1854-1939), surnommé "le pape des anarchistes", ou encore *Le Père Peinard* d'Émile Pouget (1860-1931). C'est à partir des années 1880 que les positions vont se radicaliser. Et le recours au terrorisme devenir « *le moyen de propagande le plus efficace* » face à une « *République bourgeoise* » accusée notamment de la sanglante répression de la Commune (22-28 mai 1871). La presse anarchiste va jusqu'à consacrer des rubriques à… la fabrication de bombes artisanales *(lire encadré page 115)*.

Première grande figure du terrorisme français: François Claudius Kœnigstein, dit Ravachol. Anarchiste depuis 1891, il a adhéré aux mots d'ordre de Louise Michel et de Pierre Kropotkine appelant à la révolte permanente par « *la parole, l'écrit, le poignard, le fusil et la dynamite.* » Déjà délinquant et criminel crapuleux, Ravachol se forme à la manipulation de la nitroglycérine avant de donner libre cours à sa fureur. À Paris, en 1891, il fait exploser plusieurs bombes artisanales boulevard Saint-Germain et rue de Clichy. Ses cibles: les appartements du juge et de l'avocat général venant de condamner trois anarchistes à de lourdes peines. Les attentats ne feront aucune victime, mais le coupable est arrêté et sa fiche anthropométrique, l'une des premières, paraît à la une des journaux à fort tirage comme *Le Petit Journal*, *Le Journal* ou *Le Matin*, atteignant chacun entre 700 000 et un million d'exemplaires par jour.

> **"Pour la révolte permanente par la parole, l'écrit, le poignard, le fusil et la dynamite."**
>
> *Pierre Kropotkine, théoricien anarchiste*

La figure "romantique" de l'anarchiste poseur de bombes est née. *La Ravachole* se chante désormais sur l'air de la *Carmagnole* et du *Ça ira*! Mais alors que celui-ci est élevé au rang d'un Mandrin ou d'un Cartouche, une nouvelle bombe explose la veille de son procès à l'intérieur du restaurant *Véry*, dont l'un des serveurs avait permis son arrestation. La vengeance de ses acolytes. Bilan : deux morts.

« *La société est pourrie!* », lance Ravachol en plein tribunal. D'abord condamné aux travaux forcés, il est rattrapé par son passé criminel — pas moins de six assassinats perpétrés quelques années plus tôt. Ce sera la peine capitale. Il meurt guillotiné le 11 juillet 1892, à l'âge de à 33 ans. Entonnant devant l'écha-

WIKIPEDIA

Assassinat du président
de la République Sadi Carnot,
le 24 juin 1894,
par l'anarchiste Caserio.

**“Si tu veux être heureux,
Nom de Dieu
Pends ton propriétaire,
Coup’ les curés en deux,
Nom de Dieu !”**
Chanson du Père Duchesne, reprise par Ravachol devant l’échafaud

faud la chanson du Père Duchesne: *« Si tu veux être heureux,/Nom de Dieu/Pends ton propriétaire,/Coup’ les curés en deux,/Nom de Dieu! »* Cinq jours après sa mort, le journal anarchiste *La Révolte* appelle à la vengeance: *« Il sera vengé! oui vengé!* écrit-il. *Non sur la personne de tel ou tel de ses bourreaux. Il faut des victimes d’un autre calibre pour équilibrer la balance. Et à défaut de la qualité, la quantité. »*

Les “exploits” de Ravachol vont inspirer d’autres anarchistes. Partout les attentats se multiplient. En novembre 1892, est déposée une bombe dans l’immeuble de la Compagnie des Mines de Carmaux. Découverte et transportée au commissariat de la

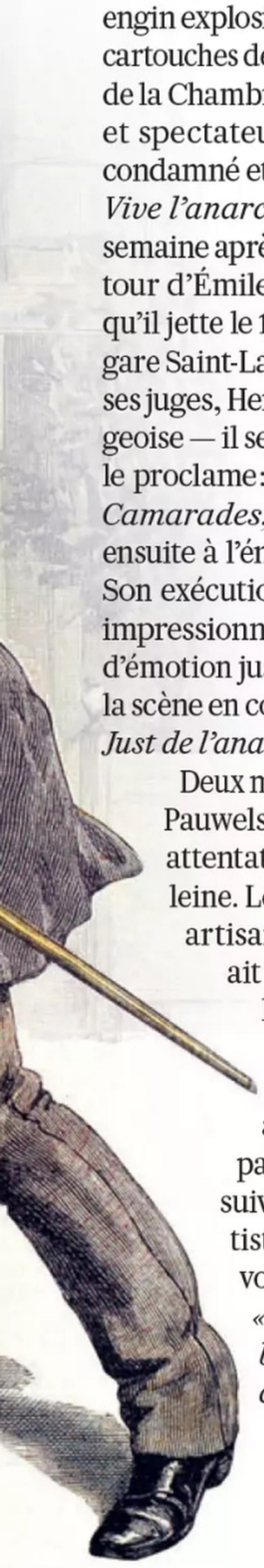
Arrestation de Ravachol en 1892. Outre ses attentats, il fut l’auteur de six crimes crapuleux.

WIKIPEDIA

rue des Bons-Enfants, elle explosera, tuant quatre policiers. En novembre 1893, Léon-Jules Léauthier, un jeune cordonnier de 20 ans, met à exécution le mot d'ordre des anarchistes, *« Crever le bourgeois! »*, et frappe au hasard dans un restaurant parisien en poignardant un client décoré. Un autre anarchiste, Édouard Marpeaux, tue un agent de police. Tous deux déportés à Cayenne, ils compteront parmi les meneurs de la seule révolte de l'histoire du bagne.

"Il n'y a pas de bourgeois innocent!"

Le 9 décembre 1893, Auguste Vaillant lance un engin explosif rempli de clous — équivalent de quatre cartouches de dynamite — en plein milieu d'une séance de la Chambre des députés; plusieurs parlementaires et spectateurs sont blessés. L'homme est arrêté, condamné et exécuté. *« Mort à la société bourgeoise! Vive l'anarchie! »*, lance-t-il avant de mourir. Une semaine après son exécution, c'est, en représailles, au tour d'Émile Henry, 21 ans, de récidiver: la bombe qu'il jette le 12 février 1894 au café *Le Terminus* de la gare Saint-Lazare fait un mort et vingt blessés. Devant ses juges, Henry, ancien brillant élève d'origine bourgeoise — il sera même admissible à Polytechnique! — le proclame: *« Il n'y a pas de bourgeois innocent. » « Camarades, courage! Vive l'anarchie! »*, lance-t-il ensuite à l'énoncé du verdict le condamnant à mort. Son exécution place de la Roquette, le 21 mai 1894, impressionne par sa détermination et son manque d'émotion jusqu'à Georges Clemenceau, qui assiste à la scène en compagnie de Maurice Barrès. Un *« Saint-Just de l'anarchie »* commentera-t-il.



Deux mois avant la mort d'Émile Henry, Amédée Pauwels, un Belge de 30 ans déjà auteur de deux attentats à Paris, s'attaque à l'église de la Madeleine. Le 15 mars 1894, vers 14 heures, sa bombe artisanale explose devant la porte avant qu'il ait pu entrer et commettre un massacre — lui-même est déchiqueté. Ce n'est que partie remise. Faubourg Saint-Jacques, rue Saint-Martin, rue de Vaugirard, au Havre, à Lyon, à Angers, à Marseille…: partout en France, les dynamiteurs poursuivent leurs funestes actions. Nombre d'artistes et d'intellectuels de gauche justifient, voire soutiennent, ces poseurs de bombes *« d'une sincérité absolue ». « La terreur bourgeoise a fait la sauvagerie anarchiste »*, écrit Émile Zola dans *Paris*.

Le 24 juin 1894, vingt ans avant l'attentat de Sarajevo qui déclenchera la Première Guerre mondiale, c'est cette fois le président de la République en personne, Sadi Carnot, qui est la cible d'un jeune boulanger italien de 20 ans, Santo Jeronimo Caserio. Sadi Carnot est poignardé dans son fiacre à Lyon aux cris de *« Vive la révolution! Vive l'anarchie! »*, à l'issue de sa visite de la Chambre de commerce de la ville. "Coupable" d'avoir refusé les grâces de Ravachol et d'Auguste Vaillant, le chef de l'État agonisera trois heures avant de mourir. C'est le premier de nos deux chefs d'État assassinés. Durant son procès, Caserio ne reniera pas son geste. Condamné à la peine capitale, il sera décapité le 16 août suivant dans la ville de son forfait. Afin que sa tombe ne devienne pas un lieu de pèlerinage, son corps sera jeté dans une fosse anonyme.

L'assassinat de Carnot va secouer l'opinion et inciter le pouvoir à durcir la répression. Aux deux premières lois votées dans l'urgence les 11 et 15 décembre 1893, interdisant au mouvement anarchiste tout type de propagande, s'en ajoute une troisième, votée par l'Assemblée nationale le 28 juillet 1894: les anarchistes n'auront plus le droit d'utiliser aucun type de communication. Surnommées *« lois scélérates »* par ses opposants, et demeurées sous ce nom dans les livres d'histoire, elles permettront cependant de mettre fin à cette vague de crimes et de violences en France. Celle-ci se poursuivant encore à l'étranger: en 1898, l'impératrice Élisabeth d'Autriche — Sissi — sera assassinée à Genève par un anarchiste italien; deux ans plus tard, le roi Umberto d'Italie tombera à son tour près de Milan sous les coups de Gaetano Bresci. Au nom de la doctrine "Ni Dieu ni maître"… ●

FABRIQUER UNE BOMBE, MODE D'EMPLOI

C'est l'historien Jean Garrigues qui le raconte dans le mensuel *L'Histoire*: à partir des années 1880, *« les publications anarchistes françaises n'hésitent pas à consacrer des rubriques entières à la fabrication des bombes et autres engins explosifs, pudiquement intitulées* "Études scientifiques", "Produits antibourgeois" *ou* "Arsenal scientifique" […]. *On organise même des tombolas dont les principaux lots sont un revolver, un pistolet ou un couteau de chasse. »* En 1885, le journal *Le Droit social* ouvrira aussi une souscription *« pour l'achat du revolver qui doit venger le compagnon Louis Chaves »* — un militant anarchiste abattu par la police après l'assassinat (sans doute crapuleux) d'une religieuse. E. B.

Comme Tino Rossi (à gauche), et Fernandel (au centre), de nombreux artistes seront mis en cause puis blanchis à la Libération.

RENÉ SAINT PAUL/BRIDGEMAN IMAGES

À Paris, les paillettes sous l'Occupation

À l'image des Français, nos artistes se montrèrent peu résistants entre 1940 et 1944. Ni à blâmer ni à louer, ils retrouvèrent le chemin des music-halls et des plateaux de tournage. Produisant, à l'occasion, nombre de chefs-d'œuvre.

Par Emmanuel Bonini

À l'automne 1940. Passé le mouvement de panique du printemps, lorsque l'invasion allemande a jeté sur les routes des millions de Français, Parisiens en tête, théâtres, music-halls, cinémas et salles d'exposition rouvrent leurs portes l'un après l'autre. L'Histoire nous enseigne que les époques anxiogènes n'ont jamais réussi à entraver l'activité artistique : sous la Terreur, au pire du génocide révolutionnaire, les théâtres parisiens ne désemplissaient pas…

À Paris, le Concert Mayol est le premier établissement à rallumer ses néons. Il est suivi par la Comédie-Française, où Mary Marquet et Madeleine Renaud donnent la réplique à Fernand Ledoux. Si les juifs sont impitoyablement chassés des métiers du spectacle, ce n'est pas le cas des Noirs : aux Folies-Bergère, en l'absence de Paul Derval, de confession juive, Willy Tell, son régisseur guyanais, improvise une revue de fortune sur l'escalier du grand hall. Puis c'est au tour de L'Européen d'afficher Édith Piaf, elle aussi de retour dans la capitale.

« Radio Paris ment, Radio Paris est allemand », prévient Pierre Dac depuis Londres. Qu'importe : *« Ramona… »*, y roucoule Tino Rossi, *« Maréchal, nous voilà ! »*, y chante André Dassary… En janvier 1939, le premier avait déjà déchaîné les foules à la Scala de Berlin, mais si le père de *Petit papa Noël* a des amitiés éclectiques, il affirme ne pas vouloir faire de politique. Nombre de Français non plus. *« La guerre éclate, l'angoisse nous habite, la présence de Tino nous rassure… »*, se souviendra l'historien Alain Decaux.

Les pièces de Sartre applaudies par les officiers de la Wehrmacht

Fernandel chante *Félicie*, Maurice Chevalier *Ça fait d'excellents Français* : les deux vont se produire durant toute l'Occupation, de même que Fernandel va continuer à tourner. Engagée dans la Résistance, Joséphine Baker, elle, est partie en Afrique du Nord, laissant à Mistinguett la scène du Casino de Paris. Immense vedette de l'époque, Léo Marjane redonne espoir aux prisonniers français détenus en Allemagne avec *Je suis seule ce soir*, faisant écho à *Quand tu reverras ton village*, interprété par Tino Rossi, très impliqué, lui aussi, dans les manifestations en faveur des prisonniers organisées par Vichy.

Alors que la plupart des bals populaires ont été interdits par le maréchal Pétain en zone libre, le spectacle parisien brille de mille feux. Dans son cabaret de la rue Sainte-Anne, près de l'Opéra, Suzy Solidor reprend *Lili Marlene* devant les mêmes officiers allemands qui se pressent aux premières des pièces de Jean-Paul Sartre, *Les Mouches* ou *Huis clos*.

Jean Cocteau et Sacha Guitry sont des habitués des réceptions entre "amis francophiles" chez Maxim's et Ledoyen, qui ne désemplissent pas, voire chez *« Madame Billy »*, une maison close cinq étoiles. Ils ne sont pas les seuls. Fréquente ce lieu tout un monde interlope ainsi décrit par l'écrivain Roger Peyrefitte : *« Poètes, truands, chanteurs, juifs, collaborateurs et résistants au coude à coude avec de jolies filles. »*

Au cinéma, Arletty est la Dominique des *Visiteurs du soir*, un film de Marcel Carné sorti le 5 décembre 1942. Comme eux, et à de très rares exceptions près, notamment Jean Gabin, la plupart des acteurs, metteurs en scène et scénaristes ne quitteront pas le ➤

AKG-IMAGES

LES FILMS DE LA "CONTINENTAL"

C'est sous le contrôle d'Alfred Greven, directeur de la Continental, une société de production cinématographique française financée par des capitaux allemands, que Henri-Georges Clouzot, Maurice Tourneur, André Cayatte, Christian-Jaque, Henri Decoin, Gérard Pottier et tant d'autres réaliseront certaines de leurs plus belles œuvres: *L'assassin habite au 21*, *La Main du diable*, *Au Bonheur des Dames*, *La Ferme aux loups*, *Les Caves du Majestic*... Au casting: Pierre Fresnay, Raimu, Michel Simon, Suzy Delair, Danielle Darrieux, Bernard Blier, Louis Jouvet, Albert Préjean ou encore Gérard Philipe, alors débutant. À noter que Clouzot claquera la porte de la Continental deux jours avant la sortie triomphale de son film *Le Corbeau*, en septembre 1943. Au total, la société produira 30 films. E. B.

pays en dépit des lois raciales. C'est aussi à cette omniprésence de nos vedettes durant l'Occupation, et au succès qu'elles rencontrent, que l'on peut mesurer, à rebours de l'histoire officielle, combien la France était alors peu résistante.

La volonté des Allemands d'utiliser le cinéma français comme arme de propagande, mais aussi celle des cinéastes hexagonaux de concurrencer les Anglo-Saxons sans pour autant se compromettre dans des œuvres politiques, font que le grand écran connaîtra, à cette époque, l'une de ses périodes les plus fastes: avalanche de chefs-d'œuvre, produits notamment par la Continental *(lire encadré ci-contre)*, triplement de la fréquentation des salles entre 1938 et 1943...

Plus l'échéance des règlements de comptes se rapproche, plus, étonnamment, on gagne en excellence. On annonce à présent le tournage des *Enfants du Paradis*: Marcel Carné encore aux manettes, Arletty une nouvelle fois en tête d'affiche, Jacques Prévert aux dialogues, mais aussi Pierre Brasseur et Jean-Louis Barrault. Tourné pour partie à Nice, dans les studios de la Victorine, le film, qui a employé secrètement des juifs, signe la consécration d'Arletty, mais aussi, bientôt, le début de ses "ennuis" et de ceux de nombre de ses camarades.

Août 1944, la Libération. Cibles privilégiées, les artistes vont être nombreux à devoir répondre de leur activité. Non seulement Charles Vanel et Pierre Fresnay, tous deux décorés de la Francisque, mais aussi Danielle Darrieux, Suzy Delair, Yvette Lebon, Ginette Leclerc, Viviane Romance, Fréhel, Michel Simon, Cécile Sorel, Sacha Guitry, Albert Préjean, et jusqu'au "zazou" Charles Trenet : tous vont défiler devant le comité d'épuration. Chacun ou presque écopant de sanctions plus ou moins lourdes. Ginette Leclerc récoltera six mois de prison ferme. Seul l'ami de Céline, Robert Le Vigan, immortel *Goupi Mains rouges*, ayant pris fait et cause pour la Collaboration, sera contraint de s'enfuir en Argentine, où il s'éteindra en 1972, sans jamais être retourné en France…

Tino Rossi arrêté en plein spectacle

À la différence de Le Vigan, la plupart des artistes français, s'ils ont effectivement frayé avec l'occupant, ne sont pas engagés en politique. Pourquoi cette présence assidue aux buffets de l'état-major allemand? sera-t-il demandé à Fernandel : *« Parce que c'est bon, peuchère »*, répondra-t-il. *« Je suis plus à peindre qu'à blâmer »*, s'amusera Suzy Solidor. Nombre de ces artistes iront d'ailleurs jusqu'à utiliser leurs relations "haut placées" pour sauver plusieurs de leurs amis. Tel sera le cas de Cocteau, multipliant les interventions auprès d'Arno Breker, ou encore d'Arletty, dont le compagnon est un officier allemand — c'est à elle que Tristan Bernard devra d'échapper aux griffes de l'occupant.

Tino Rossi, auquel il est en particulier reproché d'avoir chanté l'*Ave Maria* lors des obsèques du truand gestapiste Carbone à Paris, sera quant à lui arrêté en plein spectacle, dans les coulisses du Moulin-Rouge. Menotté et conduit au 36 quai des Orfèvres, il sera écroué à la prison de Fresnes. En dépit d'attestations d'actes de résistance, il effectuera deux mois de prison, les suspicions pesant sur lui n'étant levées qu'en octobre 1946.

Édith Piaf, qui a caché des juifs, au même titre que Tino Rossi, Maurice Chevalier ou Mistinguett, et que l'on a vue gifler des Allemands en pleine rue, écopera d'un blâme. Avant de bénéficier d'une lettre d'excuses de ses juges…

Sorti sur les écrans en 1976, le documentaire d'André Halimi *Chantons sous l'Occupation* provoquera la polémique en rappelant ce que fut vraiment le music-hall durant cette période. *« Le film nous rappelle qu'on n'a jamais autant chanté que sous l'Occupation*, le défendra François Truffaut. […] *En illustrant par des documents le comportement des artistes français, André Halimi oppose deux thèses: a) il fallait bien que la France continue; b) les artistes auraient dû faire grève afin que les "collaborateurs" se sentent isolés et les résistants soutenus. Les choses ne sont pas si simples… »* ●

GABIN EMPRISONNÉ AUX… ÉTATS-UNIS

Le fait est méconnu. En février 1941, Jean Gabin, débarquant à New York, s'écria *« Vive Pétain! »* Ce qui n'était qu'un trait d'humour, voire une provocation, lui sera vertement reproché par son pays hôte. L'acteur résistant qui, enfant, flanquait des raclées à Marcel Bleustein-Blanchet dans la cour de récréation *« sous prétexte,* racontera ce dernier, *que les miens avaient tué le petit Jésus »*, sera immédiatement arrêté et emprisonné. Et ne devra sa (rapide) libération qu'à l'intervention des avocats de son amie, la chanteuse de confession juive Irène Hilda, elle aussi exilée aux États-Unis. E. B.

TALLANDIER/BRIDGEMAN IMAGES

Indochine, dans l'enfer des camps de rééducation de l'Oncle Hô

Après la chute de Diên Biên Phù, les soldats français survivants rejoignirent les camps de détention du Vietminh. Où la plupart périrent. Tandis qu'à Paris, le PCF chantait la gloire d'Hô Chi Minh, leur bourreau...

Par Marc Charuel

Lorsque les milliers d'hommes vaincus à Diên Biên Phù prennent la route des camps de prisonniers, ils n'ont aucune idée du calvaire qui les attend. Nous sommes le 10 mai 1954. Le camp retranché est tombé trois jours plus tôt. À la fin de la bataille, la cuvette comptait plus de quatre mille blessés et malades: polytraumatisés, amputés, paludéens, dysentériques... Le général Giap va-t-il remettre à l'état-major français ces moribonds? À l'exception de quelques dizaines,

Des prisonniers français, face à leur “can bô” (commissaire politique), au lendemain de la chute du camp retranché.

69 %

C’est la part des prisonniers français morts dans les camps vietminh (26 225 sur un total de 39 979 capturés). Parmi les 10 754 libérés, plus de la moitié (6 132) durent être hospitalisés d’urgence. Dont plusieurs dizaines moururent dans les jours qui suivirent.

non. Ce sera la terrible punition infligée à ces hommes: tous partent vers le monde concentrationnaire communiste. Tous vont se traîner, souvent pieds nus, vers les mouroirs de la haute région tonkinoise.

Les zones d’internement sont installées à Son La, Cô Nhoi, Hôa Binh, Viêt Tri ou Tanh Hoa. Il faudra cinq semaines pour rejoindre les camps n° 1, 5, 73, 113 ou 121… Cinq semaines de pistes boueuses à travers une jungle opaque et hostile fourmillant de pathologies exotiques: *scrub typhus*, leptospirose, malaria des montagnes, rickettsiose… Puisée dans les arroyos ou les rizières, l’eau déclenche des amibiases. Ceux qui s’en privent pour ne pas souffrir de troubles digestifs sont rapidement atteints de lithiases rénales. Mais ce n’est qu’une partie du calvaire. Dans cette région humide et insalubre, il faut aussi compter avec les sangsues vidant les hommes de leur sang. Les premiers à montrer des signes d’épuisement sont achevés ou abandonnés aux animaux sauvages.

C’est une colonne hagarde qui, à la mi-juin, parvient à bout de forces au terme de cette expédition. Les voilà désormais au centre du régime concentrationnaire viêt. Aux souffrances physiques vont s’ajouter les tourments psychiques. Avec une indifférence totale à leur sort, les autorités révolutionnaires vont s’employer à mettre en œuvre un catalogue de mesures disciplinaires d’un sadisme inouï.

Objectif de ces privations de nourriture et de soins, humiliations et brimades quotidiennes: anéantir les dernières velléités de résistance. Les Viêts veulent “retourner” leurs prisonniers. Jour après jour, ils cherchent à leur arracher une signature sur des manifestes qui condamnent la France et sa *« sale guerre »* en Indochine. On les exhorte à signer en leur faisant miroiter des libérations anticipées. *« Et ils signeront tous un jour, parce que l’autre solution était de crever de liquéfaction*, relate Jean Pouget dans son *Manifeste du camp n° 1* (Fayard, 1969). *Ils avaient accepté la mort en acceptant de servir dans l’armée. Ils auraient encore accepté de mourir pour la gloire ou pour l’exemple. Mais la lente agonie d’un dysentérique au bord d’une fosse à merde n’avait rien de glorieux ou d’exemplaire… »*

Mouches bleues, punaises et moustiques

Pas de barbelés autour des camps: la profondeur et l’hostilité de la jungle sont suffisantes pour garder les hommes. Le climat de la haute région est l’un des plus durs d’Asie. Brouillard et pluies toute l’année. Imprégnée jusque dans ses profondeurs, la terre n’absorbe plus l’eau. La forêt est un immense marécage où grouille une faune redoutable.

Les journées sont occupées en séances d’endoctrinement et d’autocritique. *« Les vaches soviétiques produisent plus de lait que les vaches des pays capitalistes; les truies des pays frères ont des portées de quarante pourceaux. Le président Hô, le père chéri de la patrie vietnamienne, s’apprête à faire mieux encore! »*, distillent, en hurlant, les haut-parleurs et les commissaires politiques. Témoignage ➤

PHOTOGRAPHE INCONNU/SCA/ECPAD/DÉFENSE-ARCHIVES MILITAIRES (2)

Survivants des camps photographiés à leur retour par le Service de santé aux armées.

de l'ancien sergent Vladimir Sobanski, miraculeusement rescapé : *« Ils avaient instauré un tel système de déstabilisation de l'être humain que nous nous mangions entre nous. Il fallait nous espionner, nous dénoncer, nous renier pour obtenir le minimum de nourriture nécessaire à notre survie. On cherchait tout ce qui pouvait nous pervertir, nous abaisser. Nous avions faim, ils nous invitaient à manger nos poux! »*

La nuit, les prisonniers sont entravés, allongés côte à côte sur le même bat-flanc. Ils se battent contre le palu, les crises de gale, les épidémies de diarrhée. Lorsque ces disgraciés ne se lèvent plus, les gardiens les transfèrent à l'infirmerie, antichambre de la fosse commune. Mouches bleues, punaises et moustiques pullulent. Les malades croupissent les uns contre les autres. Chaque matin on découvre un ou deux cadavres que les rats ont déjà commencé à dévorer.

“On cherchait tout ce qui pouvait nous pervertir, nous abaisser. Nous avions faim, ils nous invitaient à manger nos poux!”

Vladimir Sobanski, rescapé des camps

Les rares qui ont tenté de s'évader ont, dans leur presque totalité, été rattrapés. Avec toujours la même sanction pour cette trahison *« envers la politique de clémence de l'Oncle Hô »* : l'enclos à buffles. Le dessous des paillotes où sont regroupés les animaux. Les malheureux sont attachés des jours et des nuits au milieu de la vermine qui grouille. Les porcs essaient de les mordre, les buffles de les écraser. Ils doivent encore lutter contre les centaines d'insectes, contre les brûlures du soleil et la soif.

C'est une vision apocalyptique qu'auront les médecins militaires accueillant les prisonniers rescapés le jour de leur libération. En moins de six mois de captivité, presque tous ont perdu entre trente et quarante kilos. Certains pèsent moins de trente-cinq kilos ! Avec les records de mortalité attendus : 74 % au camp n° 5, et jusqu'à 85 % au camp n° 113. Où sévit le tristement célèbre commissaire politique français Georges Boudarel *(lire page suivante)*... ●

DR

Georges Boudarel, alors “can bô” au camp 113.

Boudarel, bourreau français du camp 113

Devenu “commissaire politique” du Vietminh, ce communiste sera directement responsable de la mort de plusieurs centaines de nos soldats. Avant de revenir enseigner en France…

Impossible, pour la poignée de rescapés, d’oublier celui qui fut leur “can bô” (commissaire politique) au camp 113, le plus terrifiant des goulags viêts — 278 morts sur 320 prisonniers. *« Les jours sans morts étaient tellement inhabituels*, a témoigné l’un des anciens forçats, Georges Legoullon, *que Georges Boudarel venait lui-même faire l’appel à l’infirmerie. »* Militant de la cellule indochinoise du PCF, cet ex-professeur expatrié à Saïgon avait abandonné son poste dès 1950 pour rejoindre la radio clandestine du Vietminh, où il était chargé des émissions en langue française.

Aussitôt après la chute de Diên Biên Phù, il est affecté au camp. *« Boudarel nous obligeait à laisser les morts deux ou trois jours dans le mouroir, pour qu’ils soient comptés et recomptés, de peur que nous les dissimulions pour toucher des rations supplémentaires*, a rapporté Wladyslaw Sobanski *(lire pages précédentes). Quand nous les enterrions, les copains étaient devenus méconnaissables* […]. *Les rats avaient mangé les oreilles, le nez, les lèvres, les pieds… »*

Enterrés dans des trous d’eau, dévorés par les rats

C’est Boudarel, encore, qui est chargé de “punir” les récalcitrants. *« Après ma tentative d’évasion manquée, j’ai passé huit jours attaché à un arbre*, a raconté Georges Legoullon. *Mes deux camarades, Potra et Muller, considérés comme des “fortes têtes” par Boudarel, ont été enterrés dans des trous d’eau. Ils sont morts dévorés par les rats et les fourmis. »*

Après avoir quitté le Vietnam en 1964, l’ancien tortionnaire s’installe en URSS, puis en Tchécoslovaquie, où il est employé par la Fédération syndicale mondiale (FSM). Après quoi, profitant de la loi d’amnistie de 1966, il rentrera tranquillement en France, où il sera professeur d’histoire à l’université Paris VII, puis chercheur au CNRS. Reconnu lors d’un colloque au Sénat, en 1991, la plainte pour “crimes contre l’humanité” déposée contre lui sera rejetée. Il mourra en 2003. Dans son lit. **A. F.**

G. BOTTINO/SOPA IMAGES/ZUMA/RÉA ; MOYO STUDIO/GETTY IMAGES/ISTOCK

Ces lois héritées de Vichy

Fête du Travail, retraite par répartition, natalité, professions réglementées… : une centaine de lois héritées de Vichy régissent encore notre quotidien. Exemples.

Par Jérôme Besnard

Si une centaine de lois édictées par l'État français entre 1940 et 1944 sont encore en vigueur, directement ou indirectement, on le doit… au général de Gaulle ! Alors chef du gouvernement provisoire, c'est en effet ce dernier qui est à l'origine de l'ordonnance du 9 août 1944. Celle-ci pose certes, dans son principe, l'abolition de la législation prise par le régime de Vichy postérieurement au 16 juin 1940 (date de la nomination de Pétain comme président du Conseil), mais avec une atténuation de taille : dans un souci de sécurité juridique, les textes et décisions annulés devaient être expressément énoncés, nombre d'entre eux y échappant. Devenus caducs, certains textes législatifs firent de plus l'objet d'une requalification à l'identique sous la IVe République.

Ces lois héritées de Vichy ont notamment fait l'objet d'un livre enquête de Cécile Desprairies (*L'Héritage de Vichy. Ces 100 mesures toujours en vigueur*, Armand Colin, 2012), préfacé par l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie, qui y salue son travail. Parmi ces lois, une centaine, et non des moindres, perdurent encore. C'est notamment le cas, dans le domaine social, de notre système de **retraite par répartition**, qui

16 000

C'est le nombre total de textes publiés au *Journal officiel* sous l'État français. Un record pour une période aussi courte.

H. DONNEZAN/ALAMY STOCK PHOTO ; A. PERNET/RÉA

Page de gauche, le 1er Mai férié et la Fête du Travail ont été institués par Vichy, tout comme l'Ordre des médecins (au centre), la loi sur le fermage (ci-contre), le diplôme de guide de haute montagne (ci-dessus) ou la licence IV pour les débits de boissons (ci-dessous).

a été substitué par l'État français au système par capitalisation. Réalisée malgré l'opposition des milieux mutualistes, c'est à René Belin (1898-1977), issu de la CGT, que l'on doit cette réforme adoptée en février mars 1941 au travers de la mise en place d'une *« allocation aux vieux travailleurs salariés »*. L'institution du **1er Mai** comme *« fête du Travail et de la Concorde sociale »* et jour férié date, elle, du 24 avril 1941. En revanche, contrairement à une idée reçue, la **Fête des Mères** n'a pas été inventée mais est seulement dynamisée par l'action du commissaire général à la famille Philippe Renaudin (1898-1989).

PDG, accouchement sous X, guides de montagne…

En matière économique, le statut de **président-directeur général (PDG)** d'une société anonyme a été institué par les lois du 16 novembre 1940 et du 4 mars 1943. L'**Ordre des médecins** est créé par la loi du 7 octobre 1940, celui des **experts-comptables** par celle du 3 avril 1942. Les **Maisons familiales rurales (MFR),** qui assurent l'enseignement agricole postscolaire, remontent à une loi de juillet 1941. Toujours en matière agricole, la **loi sur le fermage** du 4 septembre 1943 régit toujours les instances paritaires de ce statut locatif. La célèbre **licence IV** régulant les débits de boissons a été mise en place par un texte du 24 septembre 1941.

En matière familiale, le **certificat prénuptial** a été rendu obligatoire avant tout mariage par la loi du 16 décembre 1942. Cette mesure doit beaucoup aux travaux du Dr Alexis Carrel (1873-1944), Prix Nobel de médecine aux penchants eugénistes. Quant au décret-loi du 2 septembre 1941, il va mettre en place l'**accouchement sous X** qui permet à la mère de préserver son anonymat en confiant son bébé qui vient de naître aux soins de l'Aide sociale à l'enfance. Sur le plan pénal, le **délit de non-assistance à personne en danger** est institué par la loi du 25 octobre 1941 (dans l'idée de… contraindre la population à secourir des soldats allemands en situation de péril).

Créée en le 8 avril 1942 sous l'impulsion de l'ancien champion de tennis Jean Borotra, devenu commissaire général aux Sports de Vichy, la **Fédération française de la montagne** mettra en place le **diplôme de guide de haute montagne,** concernant une profession toujours réglementée aujourd'hui.

Ces divers exemples ne sont que la partie émergée d'un iceberg politico-juridique qui flotte dans l'océan du droit français depuis la Libération. *« Nous avons hérité les grosses miettes d'un vaste projet de société né sous Vichy »*, écrit Cécile Desprairies. Ce que tout le monde, ou presque, ignore. ●

FLN, la guerre à Paris

Plusieurs milliers de personnes seront victimes en métropole, et notamment dans la capitale, de l'"importation" de la rébellion algérienne. Attentats et assassinats au quotidien : retour sur un épisode occulté.

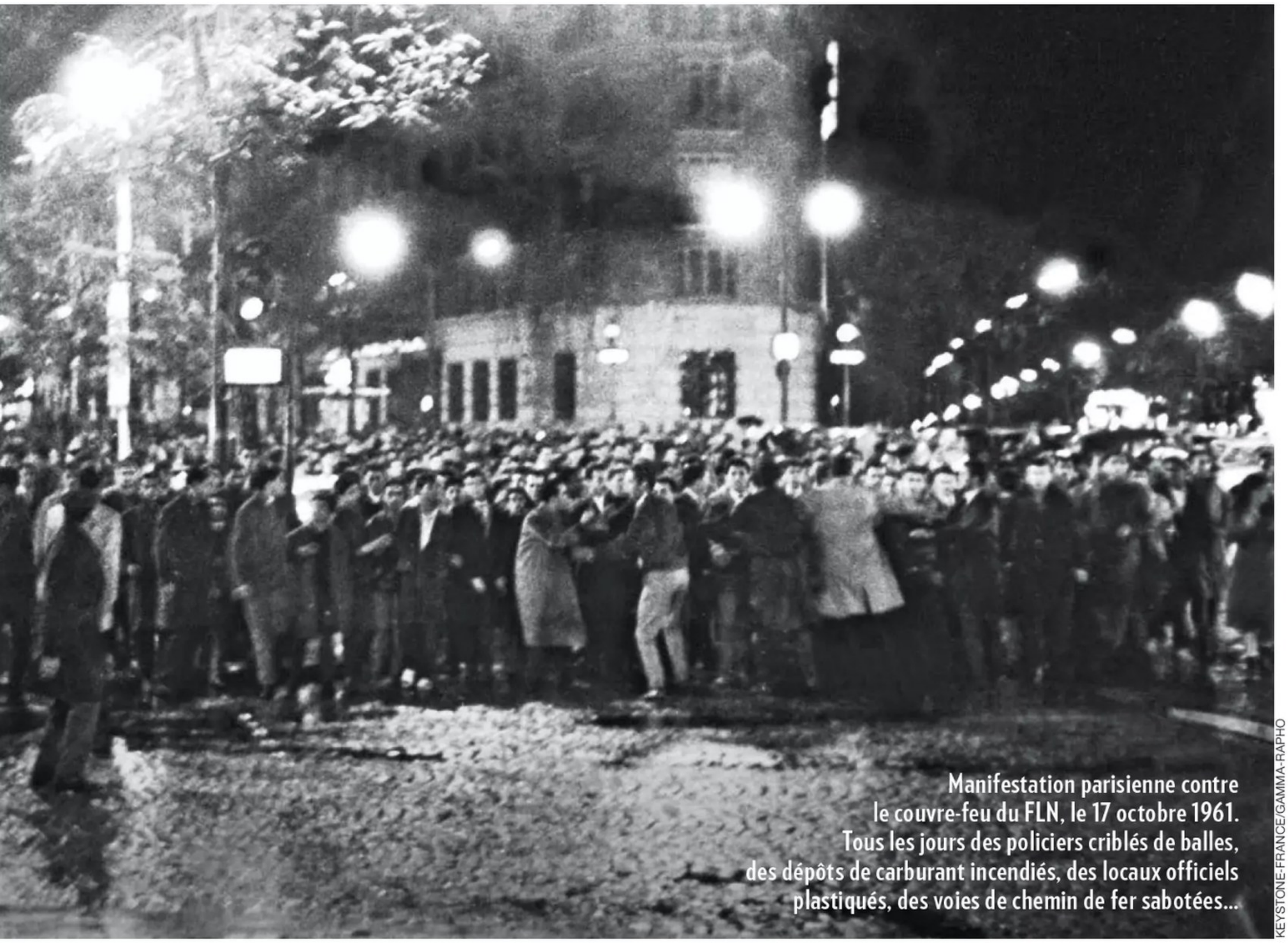
Par Arnaud Folch

Pétrifié. Il a beau, au cours de sa carrière, avoir été confronté aux faits divers les plus barbares, jamais l'ex-commissaire Roger Le Taillanter, policier de légende, n'oubliera cette nuit-là. Nous sommes à Drancy, à côté de Paris, en 1961. Il est 22 h 30. *« Je suis resté un instant pétrifié sur le seuil du café algérien devant un spectacle hallucinant*, raconte-t-il dans *Le Grand, ma vie de flic* (Plon, 1999). *Sept corps inertes gisent sur le dallage ou sur les banquettes. Certains des hommes ont encore dans leurs mains crispées des cartes à jouer. Tous sont criblés de balles à hauteur de la poitrine et de la tête. Le cafetier, lui, a été abattu derrière son comptoir. Le sol est inondé de sang dans lequel je marche sans m'en rendre compte, car il a coulé jusqu'à la porte et même traversé le trottoir jusqu'au caniveau. »* Un épisode, un de plus, des terribles affrontements entre factions rivales d'indépendantistes algériens qui vont terroriser la capitale et sa région de 1954 à la fin 1962 : plusieurs milliers de morts au total, dont 902 pour la seule année 1958…

À l'origine, donc, de cette vague d'attentats et d'exactions, la plus importante de l'histoire de France, la lutte fratricide "importée" en métropole que se livrent le FLN et le MNA (Mouvement nationaliste algérien), en guerre ouverte depuis 1953. En conflit pour le leadership sur la rébellion, les deux partis s'affrontent aussi pour faire main basse sur le "nerf de la guerre" : le magot des "cotisations", en réalité un gigantesque racket, imposées à ceux des 300 000 Nord-Africains vivant en métropole (dont la moitié en région parisienne) qui gagnent de l'argent. Sanctions infligées aux récalcitrants : ablation du nez ou d'une oreille, égorgement, strangulation ou noyade en cas de récidive… Auteur de *La Guerre d'Algérie en France, 1954-1962* (Presses de la Cité, 1994), Raymond Muelle estime *« les sommes collectées entre janvier 1955 et mars 1962 à 400 millions de francs »* !

Attaques de commissariats, bombe à l'Assemblée…

Mois après mois, une lutte à mort pour ce pactole s'engage en métropole entre le FLN et le MNA. Meurtres et exactions s'enchaînent. Partout en France, écrit l'historien, *« les cadavres sont parfois enfermés dans des sacs, ou flottant au fil de*



Manifestation parisienne contre le couvre-feu du FLN, le 17 octobre 1961. Tous les jours des policiers criblés de balles, des dépôts de carburant incendiés, des locaux officiels plastiqués, des voies de chemin de fer sabotées...

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO

l'eau, testicules en moins, gorge ouverte. Parfois le nez et les oreilles sont coupés, les yeux crevés ou bien, faute de temps, la tête a été écrasée à coups de barre de fer ou de pavé ». Fin 1957, le FLN, plus féroce, prend le dessus sur le MNA. Sa stratégie de la terreur s'intensifie. En plus de la population d'origine algérienne, les policiers français deviennent des cibles. Pour le seul premier trimestre 1961, 11 d'entre eux sont tués, 38 grièvement blessés. Une prime par nuit passée dans les "secteurs dangereux" est instaurée. Le service Action du Sdece (l'ancêtre de la DGSE) est mobilisé. La France est en état de siège. Un couvre-feu pour les musulmans est instauré à Paris.

Mais rien n'y fait. Afin de frapper l'opinion, le FLN ultradominant multiplie les attentats: attaques de commissariats parisiens, bombes à l'Assemblée, mais aussi à la préfecture de Melun, à celle de Saint-Étienne... En juillet 1958, tous les jours ou presque, la presse titre sur le *« terrorisme nord-africain »*. Un mois plus tard, et en quelques jours, une centaine de déflagrations et de mitraillages secouent la France: dépôts de carburant incendiés, locaux officiels plastiqués, voies ferrées sabotées, policiers criblés de balles, bombe découverte à la tour Eiffel... Jusqu'au bout, *« la guerre devient furieuse*, écrit Muelle. *De véritables combats, des scènes de western se déroulent en plein Paris: grenadages, assauts contre les cantonnements, poursuites dans le métro »*...

Tous les terroristes arrêtés, ou presque, n'en seront pas moins libérés après les accords d'Évian... ●

"Les attaques effectuées en France sont une offensive dans le cadre d'un plan visant à transporter la guerre en territoire français pour la libération de l'Algérie."

Déclaration du CCE (Comité de coordination et d'exécution) du FLN en 1959.

Khomeiny, l'ami de la France

Le futur Guide de la révolution iranienne sera l'"hôte" de la France durant les quatre mois précédant sa prise du pouvoir, en février 1979. Soutenu par les autorités et adulé par la gauche...

Par Jérôme Besnard

112 jours. C'est le temps qu'aura passé l'ayatollah Khomeiny (1902-1989) à Neauphle-le-Château, petite commune des Yvelines, en région parisienne, avant de s'envoler pour l'Iran imposer la terreur islamiste. Du 6 octobre 1978 au 1er février 1979, celui qui est alors l'opposant en exil du chah d'Iran sera accueilli et protégé par les autorités françaises, ce qui lui permettra de préparer sa prise de pouvoir.

« *L'ayatollah Khomeiny est venu en France dans des conditions régulières, comme un étranger en résidence en France*, se justifiait en novembre 1979 Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République. *Il lui a été indiqué à deux reprises que le sol de la France n'était pas un territoire d'où pouvaient être lancés des appels à des actions violentes.* » La réalité est tout autre : notre pays fut bel et bien le complice, au minimum passif, de la chape de plomb imposée par les mollahs. « *Le séjour court mais très sensible de l'imam Khomeiny et le rôle très favorable des médias français dans les échos aux idées du Guide furent déterminants dans la victoire de la révolution* », explique ainsi Safoura Tork Ladani, professeur de français à l'université d'Ispahan, dans son livre *L'Histoire des relations entre l'Iran et la France* (L'Harmattan, 2018).

Le nouveau régime ne s'y est du reste pas trompé, allant, dès l'installation au pouvoir de Khomeiny, jusqu'à rebaptiser "avenue Neauphle-le-Château" l'artère abritant l'ambassade de France à Téhéran, puis à faire pavoiser le pays d'immenses banderoles — en français — « *Tous les Iraniens remercient la France d'avoir accueilli l'ayatollah Khomeiny* ».

Un avion d'Air France mis à sa disposition

Retour en arrière. C'est avec un simple visa touristique que le futur Guide de la révolution débarque en France le 6 octobre 1978, après un exil de quatorze ans en Irak. Convaincu — à juste titre — que le régime du chah (au pouvoir depuis 1953) était condamné, mais refusant d'écouter les mises en garde de son patron des services secrets, Alexandre de Marenches, Giscard fait le choix de s'aligner sur les Américains, selon lesquels le régime islamiste serait un garde-fou contre une propagation du communisme. « *Carter nous a annoncé sans ambages que les États-Unis avaient décidé de retirer leur soutien au régime du chah* », racontera-t-il dans ses Mémoires (*Le Pouvoir et la Vie*, Compagnie 12, 2006). Alors même que l'URSS n'y disposait pas de relais

L'ayatollah Khomeiny se promenant dans une rue de Neauphle-le-Château.

LEDRU/AKG-IMAGES

suffisants. Et quitte à plonger le pays dans une furieuse dictature religieuse…

Durant ses 112 jours en France, Khomeiny bénéficiera dans les faits, et sous protection de la police, d'une liberté d'action quasi totale. *« En quelques semaines, le religieux chiite devient l'idole des médias, des reporters accourent du monde entier »*, a rapporté le magazine *Time* (qui en fera son "Homme de l'année") : plus de 130 interviews, soit plus d'une par jour!

En plus d'une soixantaine de ses fidèles, se pressant quotidiennement à ses côtés lors de la prière de 13 heures, Khomeiny reçoit ces journalistes venus du monde entier, tel un nouveau Gandhi, le plus souvent au pied d'un pommier. Les partis de gauche sont sous le charme : PS et PC lui apportent officiellement leur soutien. François Mitterrand prévoit d'aller le rencontrer, la rencontre capotant en raison du départ de Khomeiny. "Islamo-gauchistes" avant l'heure, les intellectuels de Saint-Germain-des-Prés ne sont pas en reste. Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir ou Roger Garaudy louent le "sage" de Neauphle-le-Château. Les deux premiers iront jusqu'à se rendre à Téhéran, en mars 1979, au moment même où le port du voile est imposé aux femmes! Michel Foucault le qualifie de *« saint homme exilé à Paris »*…

Pendant ce temps, au vu et au su de tous, une maison attenante est transformée en "quartier général", où seront enregistrées des milliers de cassettes de propagande, acheminées ensuite clandestinement en Iran. Où le leader chiite atterrira avec sa garde rapprochée, le 1er février 1979, à bord d'un avion d'Air France mis gracieusement à sa disposition par les autorités. Le début, pour l'Iran, d'un long hiver, dont il n'est toujours pas sorti. ●

16063

C'est, en nombre de jours, la période durant laquelle a été autorisé, devant l'ancienne maison de Khomeiny à Neauphle-le-Château, l'affichage d'un panneau lui rendant hommage. Mis en place après son départ, il n'a été interdit par la commune que ce 23 janvier 2023.

VALEURS ACTUELLES

Fondateur Raymond Bourgine
24, rue Georges-Bizet 75116 Paris
Pour obtenir votre correspondant, composer directement le 01.40.54 suivi des quatre chiffres entre parenthèses.
Abonnements : 09.69.39.66.46.
www.valeursactuelles.com

GROUPE VALMONDE
Président Charles-Antoine Rougier

COMMISSION ÉDITORIALE
Président Charles Villeneuve
Jean-Claude Dassier, Tugdual Denis, Geoffroy Lejeune, Catherine Nay, Thang Nguyen, François d'Orcival, Charles-Antoine Rougier.

RÉDACTION
Directeur de la rédaction Geoffroy Lejeune
Directeur adjoint de la rédaction Tugdual Denis (1150)
Directeurs délégués de la rédaction
Arnaud Folch (1151), Cyril de Beketch (1207)
Rédacteurs en chef France: Raphaël Stainville (1160), Mickaël Fonton (1157).
Grandes enquêtes: Bastien Lejeune (1163).
Monde: Antoine Colonna (1149).
Économie-Finance: Frédéric Paya (1155).
Culture: Laurent Dandrieu (1136).
Chef de rubrique Art de vivre: Véronique André.

CHRONIQUEURS
Catherine Nay, Franck Ferrand, Philippe Barthelet, Michel Gurfinkiel.

France Grand reporter: Charlotte d'Ornellas (1139).
Reporter: Patricia de Sagazan (1182).
Économie et Entreprises Rédacteur en chef adjoint: Marie de Greef-Madelin (1152).
Chef de service politique économique: Josée Pochat (1166).
Culture Reporter: Olivier Maulin (1206).
Histoire François d'Orcival (1169).
L'incorrect Anne-Laure Debaecker (1165).
Hors-séries Rédacteur en chef: Yves Le Bescond (1168).
Web Chefs de service: Amaury Brelet (1198), Thomas Morel (1194).
Rédacteurs: Amaury Bucco (1197), Nicolas Clément (1109), Victor-Isaac Anne (1142), Jules Torres (1147).
Vidéo Baudouin Wisselmann (1138), Raphaël de Berlhe (1138).
Iconographie Chef de service: Patrick Iafrate (1192).
Adjoints: Romain Rouger (1167), Barbara le Tourneur du Breuil (1211).
Documentation Chef de service et responsable de la diffusion numérique: Marie Vercelletto (1196).

RÉALISATION ET FABRICATION
Rédacteur en chef technique Nicolas Gigaud (1187).
Secrétaires de rédaction Diane Manière (1208), Patrick Mané (1188), Emmanuelle Barbou des Places (1199), Josiane Ruiz (1189), Isabelle Wlassikoff-Gross (1272).
Premier rédacteur-graphiste, conception graphique Yves Le Bescond (1168).
Rédacteurs-graphistes Fabrice Fournier (1183), Nicolas Lemay (1184), Christian Cibrélus-Érambert (1274).
Responsable de la photogravure, rédacteur infographe Olivier Aujean (1148).

ADMINISTRATION – GESTION – DÉVELOPPEMENT
24, rue Georges-Bizet 75116 Paris. Fax: 01.40.54.11.81.
Président du Directoire, directeur des publications Charles-Antoine Rougier
Directeur administratif et financier Thang Nguyen (1130)
Comptabilité Corinne Brice (1116), Chantal Kientzy (1118), Nathalie Locart (1119), Bérangère Blanchard (1108).
Services généraux Corinne Landry (1113), Joseph Agius (1110).

PUBLICITÉ
Directrice commerciale Marine Burrus (06.11.73.68.07).
Directeur de publicité Julien Medioni (06.10.25.20.08).
Planning medias.figaro 01.56.52.20.60.

DIFFUSION – ABONNEMENTS – LIBRAIRIE
Directeur des ventes et fabrication Gilles Marti.
Chargé du marketing digital Charles Bonnet (1193).
Service diffusion Valérie Dubuy (1159), Sophie Roland (1135), Fatiha Pochet (1115).
Service abonnements : 09.69.39.66.46.
Ventes kiosques (01.40.54.12.19) — e-mail: gilles.marti@valmonde.fr

SERVICE ABONNEMENT
CS 20011, 59895 Lille Cedex 9
Tél.: 09.69.39.66.46.
France: 1 an, 4 nos, 29,90 € - 2 ans, 8 nos, 55,90 €
Tarif étranger: nous consulter

Copyright 2021 - Valeurs actuelles - Le Spectacle du Monde. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus. Sauf dans les cas où elle est autorisée expressément par la loi et les conventions internationales, toute reproduction totale ou partielle du présent numéro est interdite et constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du code pénal.
ADAGP, Paris 2021, pour les œuvres de ses membres.

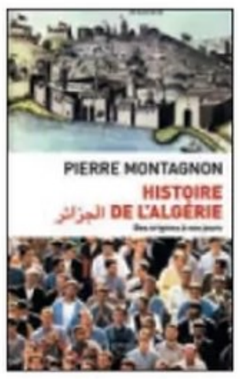
Impression Roto France
N° de commission paritaire 0925 C 79794
N° ISSN 0049-5794
Valmonde et Cie,
SAS au capital de 1410497 €
Associé unique PIDEVMEDIAS FRANCE.
RCS Paris B 775 658 412 **Siret** 775 658 412 00 165

Origine du papier: Allemagne
Taux de fibres recyclées: 0 %
Certification: PEFC
"Eutrophisation" Ptot: 0,016 kg/tonne

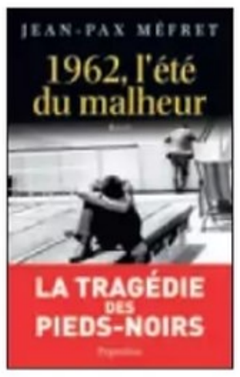
Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
PEFC 10-31-1282
pefo-france.org

LE TRI + FACILE
BAC DE TRI

BIBLIOGRAPHIE



Histoire de l'Algérie
de Pierre Montagnon, *Pygmalion (2012).*
Décolonisation, crimes sans châtiments
de Jean Jolly, *L'Harmattan (2012).*
Oran 5 juillet 1962, un massacre oublié
de Guillaume Zeller, *Tallandier (2012).*



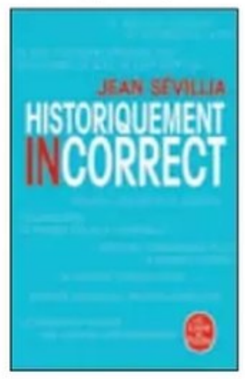
1962, l'été du malheur
de Jean-Pax Méfret, *Pygmalion (2007)*
Un silence d'État, les disparus civils européens de la guerre d'Algérie
de Jean-Jacques Jordi, *Soteca (2011).*
Les Vérités cachées de la guerre d'Algérie
de Jean Sévillia, *Fayard (2018).*

Pour en finir avec la repentance coloniale
de Daniel Lefeuvre, *Flammarion, coll. "Champs" (2006).*
Pour en finir avec la colonisation
de Bernard Lugan, *Éditions du Rocher (2006).*
Histoire de l'Afrique, des origines à nos jours
de Bernard Lugan, 2e édition, *Ellipses (2020).*

Le Siècle rouge, les mondes communistes 1919-1989
de Jean-Christophe Buisson, *Perrin (2019).*
Staline, archives inédites 1926-1936
de Pavel Chinsky, *Berg international (2001).*
Le Livre noir du communisme
de Stéphane Courtois (en collaboration), *Robert Laffont (1997).*
Dictionnaire du communisme
de Stéphane Courtois (direction), *Larousse (2007).*

De Gaulle-Pétain, le destin, la blessure, la leçon
de Frédéric Salat-Baroux, *Robert Laffont (2010).*
Histoire secrète de la Ve République
de Roger Faligot et Jean Guisnel (direction), *La Découverte (2007).*
De Gaulle et les communistes
d'Henri-Christian Giraud, *Perrin (2020).*

L'Ami américain,
d'Éric Branca, *Perrin (2022).*
Le Terrorisme intellectuel de 1945 à nos jours
de Jean Sévillia, *Perrin (2000).*



Historiquement incorrect
de Jean Sévillia, *Amalthée (2015).*
La Révolution française
de Jean Tulard, avec Pierre Gaxotte, *Fayard (1976).*

Le Roman de Charette
de Philippe de Villiers, *Albin Michel (2012).*
Le Livre noir de la Révolution française
de Renaud Escande (direction), *Éditions du Cerf (2008).*
Danton
de Frédéric Bluche, *Perrin (1984).*
Le Coût de la Terreur
de René Sédillot, *Perrin (1990).*
La Corruption sous la Terreur
d'Olivier Blanc, *Robert Laffont (1992).*
L'Élysée, histoire, secrets, mystères
de Patrice Duhamel et Jacques Santamaria, *Pocket (2022).*

Histoire secrète de la droite, 50 ans d'intrigues et de coups tordus
d'Éric Branca et Arnaud Folch, *Plon (2011).*

Retrouvez tous les hors-séries trimestriels de VALEURS HORS-SÉRIE en les commandant sur boutique.valeursactuelles.com

HORS-SÉRIES

N°33

N°23 N°24 N°25 N°26

N°27 N°28 N°29 N°30 N°31 N°32

1 Les secrets de la Bible **7,90€**
2 Les secrets du Vatican **7,90€**
3 Les secrets des cathédrales > **VERSION PAPIER ÉPUISÉE**
4 Les secrets de Versailles **7,90€**
5 Les secrets de la Terre sainte **7,90€**
6 Les secrets de la Police **9,90€**
7 La France mystérieuse **9,90€**
8 Les secrets des océans **9,90€**
9 Les maîtres de l'art sacré **9,90€**
10 Les secrets de l'Élysée **9,90€**
11 Les secrets des îles **9,90€**
12 Les secrets de la Russie **9,90€**
13 Les mystères de Noël **7,90€**
14 La vraie histoire des colonies > **VERSION PAPIER ÉPUISÉE**
15 De Gaulle-Pétain, histoires secrètes **9,90€**
16 Nos ancêtres les Français **9,90€**
17 Nos soldats ces héros **9,90€**
18 Le roman noir de la Révolution **9,90€**
19 La France d'Audiard **9,90€**
20 La disparition de Jacques Chirac **7,90€**
21 Algérie française, les vérités interdites **10,90€**
22 Delon-Belmondo, épopée française **10,90€**
23 Les dossiers noirs du communisme **10,90€**
24 La langue française **10,90€**
25 Le goût de la France **10,90€**
26 Le roman vrai de la France **10,90€**
27 La légende du Tour **10,90€**
28 Les écrivains maudits **10,90€**
29 Chrétiens d'Orient et d'ailleurs **10,90€**
30 Guerre d'Algérie, les derniers secrets **10,90€**
31 Russie-Ukraine, l'histoire tragique sous nos yeux **10,90€**
32 Ressusciter le patrimoine français **10,90€**
33 Les Moines, il était une foi **10,90€**

VOS IDÉES, PARTOUT.

PLUS QU'UN JOURNAL, VALEURS ACTUELLES

WWW.VALEURSACTUELLES.COM